JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE :

MÉTROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 2.200 fr. ; ÉTRANGER : 4.000 fr.

(Compte chèque postal: 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
31, QUAI VOLTAIRE, PARIS-7^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 20 FRANCS

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

SESSION ORDINAIRE DE 1959

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 43^e SEANCE

Séance du Mardi 7 Juillet 1959.

SOMMAIRE

1. — Démission d'un député (p. 1316).
2. — Demande de suspension de poursuites. — Nomination des membres de la commission ad hoc (p. 1316).
3. — Réparation des dommages physiques subis au Maroc par des Français. — Discussion d'un projet de loi (p. 1316).
MM. Tomasini, rapporteur; Jarrosson, rapporteur pour avis.
Discussion générale: MM. Le Pen, Chandernagor, Triboulet, ministre des anciens combattants; Fraissinet, Neuwirth, Jarrosson, rapporteur pour avis. — Clôture.
M. le ministre des anciens combattants.
Art. 1^{er}.
Amendement n° 1 de M. Tomasini, déposé au nom de la commission: MM. le rapporteur; le ministre des anciens combattants. — Retrait.
Amendement n° 2 de M. Tomasini, déposé au nom de la commission: MM. le rapporteur; le ministre des anciens combattants. — Adoption.
Amendement n° 3 de M. Tomasini, déposé au nom de la commission: MM. le rapporteur; le ministre des anciens combattants, Jarrosson. — Retrait.
Amendement n° 4 de M. Tomasini, déposé au nom de la commission: M. le rapporteur. — Retrait.
Adoption de l'article modifié.

- Art. 2.
Amendement n° 6 de M. Le Pen: MM. Le Pen, le ministre des anciens combattants. — Retrait.
Adoption de l'article.
Art. 3. — Adoption.
Art. 4.
Amendement n° 5 de M. Tomasini, déposé au nom de la commission: MM. le rapporteur, le ministre des anciens combattants. — Adoption.
MM. Jarrosson, le ministre des anciens combattants.
Adoption de l'article modifié.
Adoption de l'ensemble du projet de loi.
4. — Demande de suspension de poursuites. — Réunion de la commission ad hoc (p. 1323).
5. — Réparation des dommages physiques subis en métropole par des Français par suite des événements d'Algérie. — Discussion d'un projet de loi (p. 1323).
M. Lacaze, rapporteur.
Discussion générale: MM. Boualam, Le Pen, Djebbour, Sahnoun, Triboulet, ministre des anciens combattants; Porjolano. — Clôture.
Art. 1^{er}.
Amendement n° 1 de M. Lacaze, déposé au nom de la commission: M. le rapporteur. — Retrait.
Amendement n° 2 de M. Lacaze, déposé au nom de la commission: MM. le rapporteur, le ministre des anciens combattants. — Retrait.

Amendement n° 3 de M. Lacaze, déposé au nom de la commission: M. le rapporteur. — Retrait.

Adoption de l'article 1^{er}.

Art. 2 et 3. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

6. — Réparation des dommages physiques subis en métropole par des militaires par suite des événements d'Algérie. — Discussion d'un projet de loi (p. 1326).

M. Le Duc, rapporteur.

Art. 1^{er}.

Amendement n° 1 de M. Bourgoïn: MM. Bourgoïn, le rapporteur, Triboulet, ministre des anciens combattants; François-Valentin, Darchicourt, Palewski, Halbout. — Adoption de l'amendement, qui devient l'article 1^{er}.

Art. 2. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

7. — Amnistie. — Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 1330).

MM. Mazlou, rapporteur; Michelet, garde des sceaux, ministre de la Justice.

Discussion générale: MM. Vaschetti, Ballanger, Blaggi. — Clôture.

Proposition de continuer la séance: M. le président. — Adoption.

Art. 1^{er}.

Amendement n° 2 de M. Mazlou, déposé au nom de la commission: MM. le rapporteur, Marie, le garde des sceaux. — Rejet.

Amendement n° 24 de M. Ballanger: MM. Ballanger, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

M. Chandernagor.

Adoption de l'article.

Renvoi de la suite du débat.

8. — Dépôt de projets de loi (p. 1331).

9. — Ordre du jour (p. 1331).

PRESIDENCE DE M. JEAN MONTALAT,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures et demie.

— 1 —

DEMISSION D'UN DEPUTE

M. le président. J'ai reçu une lettre par laquelle M. André Sanglier (Madagascar), membre du Conseil économique et social, déclare se démettre de son mandat de député.

Acte est donné de cette démission qui sera notifiée à M. le Premier ministre.

— 2 —

DEMANDE DE SUSPENSION DE POURSUITES

Nomination des membres de la commission ad hoc.

M. le président. L'ordre du jour appelle la nomination des membres de la commission ad hoc chargée d'examiner la proposition de résolution n° 159 tendant à régulariser la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée.

Les candidatures ont été publiées à la suite du compte rendu intégral de la séance du 3 juillet et affichés le même jour à dix-huit heures.

Elles seront considérées comme ratifiées et la nomination prendra effet à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

— 3 —

REPARATION DES DOMMAGES PHYSIQUES SUBIS AU MAROC PAR DES FRANÇAIS

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis au Maroc par les personnes de nationalité française (n° 135, 185).

La parole est à M. Tomaszini, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. (Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche et au centre.)

M. René Tomaszini, rapporteur. Mesdames, messieurs, les troubles qui ont agité le Maroc à partir du printemps de 1953 et qui se sont poursuivis durant plusieurs années, ont causé parmi la population, française notamment, des pertes très sensibles. Le souvenir des sanglantes journées d'Oujda et de Mazagan en juin 1953, de Meknès et du Gharb en octobre 1956, comme celui des émeutes de Casablanca et d'Oued-Zem, de Petitjean et de Kenitra, est encore présent dans toutes les mémoires.

La charge de réparer les dommages subis par les victimes civiles de ces troubles incombe au Gouvernement marocain, responsable du maintien de l'ordre public. De fait, par le dahir du 30 septembre 1959 l'Etat chérifien « garantit la réparation des dommages matériels résultant de faits constitutifs de crimes ou de délits commis par violence sur le territoire de la zone française soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, par les attroupements ou rassemblements armés ou non armés ».

Devant le développement du terrorisme, les autorités chérifiennes étendirent le champ d'action de ce texte par un nouveau dahir qui fut scellé par le sultan le 24 avril 1954. Je signale, à ce propos, une erreur matérielle qui s'est glissée dans le rapport n° 185: dans le dernier alinéa de la page 2, il convient de lire le 24 avril et non le 24 janvier.

Ce dahir « garantit dans les mêmes conditions la réparation des dommages matériels résultant de faits constitutifs de crimes ou de délits lorsqu'il est établi que ces faits ont été commis par un ou plusieurs individus agissant dans le cadre d'une action concertée de terrorisme, à l'exclusion des faits criminels ou délictueux inspirés par des mobiles personnels ».

C'est en vertu de ces textes que furent indemnisés les victimes, aussi bien françaises que marocaines. Une commission fut instituée auprès du secrétaire général du protectorat. Composée de trois hauts fonctionnaires du Maghzen et de trois fonctionnaires de l'administration néo-chérifienne, animée par le conseiller juridique, elle déterminait l'indemnisation. Ses décisions n'étaient susceptibles d'aucun recours par la voie administrative, mais la voie judiciaire demeurait ouverte. Les indemnités étaient accordées, soit sous la forme d'une somme en capital, soit sous celle d'une rente viagère ou temporaire. Une rente était allouée de préférence au capital, en cas de décès de la victime, à ceux des ayants droit de celle-ci à l'égard de qui elle était tenue de son vivant à obligation alimentaire.

Cette organisation fonctionna parfaitement pendant plus de deux ans dans le cadre des institutions marocaines. Grâce à elle purent être attribués alors 221 titres de rente à des veuves, 65 à des ascendants, 440 à des enfants mineurs, 74 aux victimes elles-mêmes, pour incapacité.

Il convient, toutefois, de souligner que ces titres de rente ont été attribués à des ayants droit tant français et étrangers que marocains, sans qu'il puisse être donné d'indications précises sur le nombre des ressortissants français bénéficiaires de ces rentes: les dossiers sont, en effet, entre les mains des autorités marocaines et il est évident qu'ils ne peuvent être consultés. On peut cependant chiffrer approximativement ainsi les titres de rente accordés aux victimes françaises: 70 à des veuves, 20 à des ascendants, 25 pour invalidité permanente, 135 à des enfants mineurs, jusqu'à leur majorité.

Le 3 mars 1956, le Maroc accédait à l'indépendance. Dès le 31 mars, la commission d'indemnisation interrompit ses travaux. Elle ne les a jamais repris depuis. Sans doute le Gouvernement marocain a-t-il estimé, à cette date, que les dahirs scellés avant l'indépendance devaient être considérés comme nuls et non avenue.

En présence de cette carence, admise d'ailleurs sans difficulté par le général Orsay, le haut commissaire de Franco au Maroc décidait de poursuivre, s'agissant de nationaux français, l'application des dispositions de fond des dahirs en cause. L'ambassade, succédant au haut commissariat, continua dans cette voie.

Mais il ne fut plus attribué transitoirement aux victimes que des avances sur les indemnités destinées à réparer les dommages subis, indemnisés pouvant atteindre, comme auparavant, l'ensemble des dommages causés aux personnes et également la moitié des dommages causés aux biens. Ces avances, sortes d'arrangés de pensions, couvraient les victimes jusqu'à la fin de l'année 1958. En fait, le Gouvernement français est aujourd'hui placé devant une situation selon laquelle les victimes civiles françaises ne reçoivent plus réparation du dommage subi, que ce droit leur ait été reconnu soit par la commission d'indemnisation avant le 31 mars 1956, soit par l'ambassade de Franco après cette date. Dans l'un et l'autre cas, le système des avances sur crédits français a été généralisé et a cessé de fonctionner à la fin de l'année dernière. C'est pour mettre fin à une telle situation, qu'il convenait de normaliser, que le Gouvernement a été conduit à présenter le projet de loi n° 135, relatif à la réparation des dommages physiques subis au Maroc par les personnes de nationalité française.

La décision du Gouvernement recueillie, dans son principe, l'entière approbation de votre commission; celle-ci le félicite volontiers de l'intérêt qu'il porte à ceux de nos concitoyens qui ont directement souffert, dans leur personne, des attentats et des actes de violence.

Mais ces Français ne sont pas les seules victimes des événements qui se sont déroulés au Maroc et en Tunisie. Notre pensée se porte également vers nos malheureux compatriotes réfugiés en France, soit qu'ils aient été expulsés par les autorités marocaines ou tunisiennes, soit qu'ils aient été rapatriés. Leur sort doit, aussi, être réglé et il serait hautement souhaitable qu'un statut du réfugié nous fût soumis par le Gouvernement dans les délais les plus brefs.

Avant de passer à l'examen des articles du projet de loi il ne paraît pas inutile de préciser le nombre des personnes mises en cause par les mesures envisagées: 102 tués, laissant 70 veuves, 90 orphelins et 22 ascendants à charge; 104 ayant reçu une blessure entraînant une invalidité.

L'article 1^{er} suscite, de la part de votre commission, quatre questions ayant trait aux problèmes de la réparation des dommages causés aux biens, aux bénéficiaires de l'indemnisation, à la subrogation de l'Etat dans le droit des victimes, enfin à la limitation de date du droit à réparation.

Le projet de loi ne vise, en son article 1^{er}, que les dommages physiques causés aux personnes. Ces victimes seront indemnisées dans les mêmes conditions que les victimes civiles de la guerre. L'exposé des motifs du projet indique que le Gouvernement a été amené à prendre, en faveur de nos ressortissants au Maroc, une mesure analogue à celle qui découle de l'article 5 de la loi du 8 août 1956, dont bénéficient nos ressortissants en Tunisie depuis que le gouvernement tunisien a fait preuve, en ce domaine, d'une carence identique à celle du gouvernement marocain. Selon cet article 5, l'Etat assumera « la réparation des dommages subis par les ressortissants français, tant dans leurs personnes que dans leurs biens, du fait d'attentats, de pillages... »

Le problème des biens n'étant pas évoqué dans le projet de loi, doit-on comprendre, monsieur le ministre, que les dommages causés ont déjà tous été réparés? Notre commission souhaite obtenir de vous quelques précisions qui, si elles lui paraissent suffisantes, entraîneront le retrait de l'amendement n° 1 que j'ai déposé en son nom.

L'article 1^{er} du projet limite, en outre, la bienveillance de l'Etat aux victimes de nationalité française. Cette formule ne prête pas à interprétation, alors que celle qui est utilisée dans la loi du 8 août 1956 en permet une, puisqu'elle vise « les ressortissants français ».

Ce compte faire, notamment, le Gouvernement, monsieur le ministre, si le Maroc se désintéresse des dommages subis par les Marocains à l'époque où l'ordre public était assuré par les autorités françaises du protectorat pour le compte de l'Etat chérifien?

En ce qui concerne la subrogation de l'Etat français dans les droits des victimes françaises ou de leurs ayants cause, notre commission saurait gré au Gouvernement de faire connaître à l'Assemblée les moyens qu'il entend utiliser pour faire valoir les droits auxquels l'Etat sera subrogé. Des démarches auprès du gouvernement marocain ont-elles été déjà effectuées en ce sens? Quels en sont les résultats?

Nous aimerions savoir également quel est le montant des indemnités en capital ou en rente dont le budget français assumerait la charge, étant entendu qu'elles ne constitueraient qu'un « à-valoir » sur le gouvernement marocain. Le dossier du contentieux franco-marocain devra, à notre avis, comprendre sur ces points des indications précises.

Enfin, l'article 1^{er} dispose que ce sont les victimes des événements survenus au Maroc entre le 1^{er} juin 1953 et le 31 décembre 1956 qui peuvent prétendre à réparation. Si la date du 1^{er} juin 1953 entraîne notre approbation, par contre notre commission a estimé que la limitation au 31 décembre 1956 devait être supprimée. C'est pour ce motif qu'elle a déposé l'amendement n° 2.

Certes, à compter du 31 décembre 1956, le Gouvernement marocain, seul détenteur des forces de police et du maintien de l'ordre, était en mesure de faire respecter l'ordre public. Mais celui-ci a-t-il été dans tous les cas maintenu depuis cette date? N'y a-t-il pas eu à déplorer l'assassinat de Français? N'y a-t-il pas eu, parmi nos compatriotes, de victimes de pillages, d'attentats, victimes du seul fait qu'ils étaient Français? N'y a-t-il plus eu que des Français qui aient été suffisamment protégés par les responsables marocains du maintien de l'ordre pour ne plus tomber sous les coups des fanatiques?

La commission ne l'a pas pensé et elle estime que ces victimes ont également droit aux réparations puisque le Gouvernement marocain refuse de les indemniser.

Pour ce qui est de l'article 2, nous constatons avec satisfaction que son champ d'application est plus étendu que celui du dahir de 1953 quant aux causes qui ouvrent droit à pension.

Toutefois, il l'est moins que celui du 13 mai 1957 concernant les Français de Tunisie, texte dont l'alinéa 2 de l'article 3 précise: « Ouvrent également droit à pension les blessures reçues même après la date du 3 août 1953 par des explosions de projectiles... »

En outre, l'article 2 du projet de loi prend comme point de départ la date du 1^{er} juin 1953 au lieu de celle du 1^{er} septembre 1953 fixée par le dahir du 30 septembre 1953.

Nous ne pouvons que féliciter le Gouvernement d'avoir ainsi inclus dans le champ d'application de la loi les victimes des sanglantes émeutes qui se sont déroulées au Maroc en juin, juillet et août 1953 et qui se sont notamment caractérisées par les événements d'Oudjda et de Mazagan.

L'article 3 n'appelle aucune observation de la part de votre commission.

Il en est de même pour l'article 4, sinon que nous surrions au Gouvernement, par la voie de l'amendement n° 5, de préciser, dans le règlement d'administration publique, pour éviter toute contestation ultérieure, que les avances qui ont été allouées par l'ambassade seraient définitivement acquises aux bénéficiaires.

Enfin, le projet de loi ne prévoit pas l'attribution de la mention « mort pour la France » aux victimes civiles de nationalité française.

La commission vous propose un amendement dans ce sens. Telles sont, mesdames, messieurs, les observations qu'appelle ce projet de loi.

En le votant, après y avoir apporté les améliorations que vous propose votre commission, l'Assemblée nationale témoignera à nos compatriotes du Maroc que la France n'oublie pas ceux de ses fils qui, victimes innocentes, sont tombés, en pays étranger, sous les coups d'un terrorisme fanatique et aveugle. (Applaudissements de la gauche à la droite.)

M. le président. La parole est à M. Jarrosson, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

M. Guy Jarrosson, rapporteur pour avis. Mes chers collègues, le projet de loi qui nous est soumis conduit à la triple constatation suivante.

Le royaume du Maroc ne respecte pas le droit des gens tel que le praliquent les pays civilisés. En effet, il est couramment admis par tous les pays civilisés que la responsabilité de l'Etat est engagée lorsque des dommages sont causés aux étrangers se trouvant sur son sol du fait de troubles causés par ses propres nationaux. La responsabilité va toujours de pair avec la souveraineté.

En second lieu, le Maroc ne respecte pas les engagements qu'il a pris comme personne morale. L'Etat marocain a toujours existé, même lorsqu'il était un pays protégé. Les trois dahirs du 30 septembre 1953, du 24 avril 1954 et du 22 janvier 1955 ont incontestablement valeur d'engagement. Ils ont garanti l'indemnisation par l'Etat marocain des dommages subis par les nationaux français.

Enfin, l'Etat marocain ne respecte même pas les décisions prises par ses propres juridictions.

En effet, la commission marocaine d'indemnisation a établi environ 800 titres de rente et, juridictionnellement, mis à la charge de l'Etat marocain les arriérages à verser à des personnes qui ont été ainsi reconnues créancières de ce même Etat, du fait des troubles dont elles ont été victimes.

Les chiffres qui m'ont été communiqués par le ministère des affaires étrangères sont les suivants: 221 titres de rente ont été remis à des veuves, 65 à des ascendants, 440 à des enfants mineurs créditeurs jusqu'à l'âge de vingt et un ans, 74 aux victimes frappées d'incapacité, soit en tout 800 titres de rente. Nous ne possédons aucun renseignement sur ces dossiers qui sont restés aux mains des autorités marocaines et ne sont pas communiqués par elles.

Comme vous le savez tout à l'heure M. Tomasini, rapporteur de la commission des affaires culturelles, la commission marocaine d'indemnisation ne s'est plus réunie depuis le 31 mars 1956.

Or l'accession du Maroc à l'indépendance date du 3 mars 1956. L'exposé des motifs donné par le Gouvernement à son projet de loi est sur ce point inexact. Dans ce document le Gouvernement écrit que le dahir « ... qui garantissait, en totalité, la réparation par le Gouvernement marocain « des dommages causés aux personnes lorsque ces dommages résultent des faits constitutifs de crimes ou délits commis par violence sur le territoire de la zone française et de l'empire chérifien », a cessé d'être appliqué aux ressortissants français depuis un an. » C'est inexact: le dahir en question a cessé d'être appliqué depuis plus de trois ans.

Indépendamment des titulaires de rentes dont je viens de parler et qui ont donc des titres de créances reconnues valides par l'Etat marocain, 297 victimes françaises sont à la charge de l'ambassade de France à Rabat qui, du fait des avances

qu'elle leur consent sur une indemnisation hypothétique, se voit cependant obligée de dépenser annuellement, à cet effet, environ cent millions de francs.

La commission des affaires étrangères estime qu'il est nécessaire de régulariser au plus tôt ces avances, d'établir l'indemnisation dans le régime des pensions militaires d'invalidité, qu'en conséquence il est urgent de ratifier le projet de loi qui vous est soumis; mais elle estime également nécessaire de maintenir le principe de l'indemnisation par l'Etat marocain en réparation du préjudice causé.

Comme M. le rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, je souhaite que la subrogation de l'Etat français aux droits des victimes soit clairement établie et ratifiée par le vote que nous avons à émettre.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a estimé utile de mêler à la question des pensions, qui ne peut concerner que des dommages physiques, celle de l'indemnisation des biens.

Cette question a fait l'objet, dans un autre domaine, d'accords avec les gouvernements communistes des pays satellites. C'est ainsi que les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-yougoslave et franco-hongrois ont prévu l'indemnisation des biens des nationaux français, à la suite des spoliations qui leur ont été causées par les nationalisations opérées dans ces pays.

Indépendamment de la pension reconnue pour les dommages physiques subis par les nationaux français, le Gouvernement peut envisager une procédure semblable en ce qui concerne l'indemnisation pour leurs biens.

Le projet de loi fixe une date limite à partir de laquelle cesse le bénéfice des avantages consentis.

Si le Gouvernement fixe cette date limite, c'est afin de bien montrer qu'il n'a pas vocation à indemniser tous ses nationaux, dans l'avenir, pour les dommages qu'ils pourraient subir. C'est une façon d'indiquer qu'il se substitue, provisoirement, au véritable débiteur défaillant, le Maroc. Le Gouvernement français se borne à remédier à la carence, qu'on espère provisoire, du Gouvernement marocain.

Mais il convient que les victimes éventuelles de troubles postérieurs à la date limite ne soient pas injustement écartées du bénéfice de la loi.

La commission des affaires étrangères ne s'opposera donc pas à l'amendement présenté dans ce sens par la commission saisie au fond.

La commission des affaires étrangères s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour ce qui concerne le vote des amendements proposés par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et qui sortent de l'objet normal de ses préoccupations.

Mais je puis dire que la doctrine constante de cette commission a été exposée en son nom par M. André Marie dans un rapport n° 3927, annexé au procès-verbal de la séance du 31 janvier 1957. Il émettait, en particulier, un avis favorable à ma proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter par priorité aux besoins des Français de Tunisie et du Maroc les fonds destinés par le budget français à ces deux États. Cette proposition avait été annexée au procès-verbal de la séance du 30 octobre 1956.

Cette doctrine constante de la commission des affaires étrangères a été également faite sienne à l'époque par le Parlement. Elle demandait déjà ce que nous demandons aujourd'hui: « la réparation intégrale des dommages subis par les ressortissants français, tant dans leurs personnes que dans leurs biens ». (Applaudissements à droite, au centre et à gauche.)

M. le président. La parole est à M. Le Pen. (Applaudissements sur de nombreux bancs au centre droit et à droite.)

M. Jean-Marie Le Pen. Mes chers collègues, il est difficile à la lecture de ce texte juridique fort court que constitue le projet de loi en discussion de se souvenir, tant les ans ont passé, quelle est la réalité cruelle et impitoyable qu'il recouvre.

Après la guerre de 1939-1945, l'un des pays d'Afrique qui voyait s'ouvrir devant lui la plus magnifique ère de paix et de prospérité, grâce à la France, était le Maroc.

À la suite des abandons successifs d'Indochine et surtout de Tunisie, une situation dramatique allait bientôt s'installer et, sous la pression des éléments extrémistes de l'Istiqlal et du P. D. I., soutenus par le sultan, sa majesté Mohamed V, elle devait aboutir, à la suite de bouleversements sanglants, à l'éviction brutale de la France hors du Maroc et sans défense de la part d'un gouvernement français.

Il était convenable, naturel, urgent que le Gouvernement répare, dans la limite de ses possibilités les dommages physiques. Dois-je rappeler que ces mots recouvrent des abominations comme les massacres d'Oued-Zam ?

J'ai donc, à cette occasion, que le résident général de l'époque, attaqué alors par ceux qui sont aujourd'hui quelquefois ses défenseurs, fit suspendre son téléphone pendant plu-

sieurs heures, tandis que les foules ivres de sang massacraient femmes, enfants et vieillards dans la petite ville d'Oued-Zam.

Monsieur le ministre, vous avez présenté, en ce qui vous concerne, un projet tendant à la réparation des dommages physiques. Il y manque, hélas ! à mon avis, la réparation des dommages matériels, car la situation des Français au Maroc n'est en aucun point comparable à celle des ressortissants français dans d'autres pays étrangers. (Applaudissements sur divers bancs à droite et au centre.)

On peut même dire que les Français du Maroc constituaient une émigration d'élite et que, contrairement à certaines émigrations, elle était en majeure partie — surtout après la deuxième guerre mondiale — composée des éléments les plus dynamiques, les plus courageux et les plus intelligents.

Il suffit d'ailleurs de considérer les magnifiques réalisations obtenues en quelques années et l'essor économique formidable qui fut celui du Maroc pour s'en convaincre.

Mais, monsieur le ministre, les dommages physiques et les dommages matériels ne sont point tout. Il y a aussi les dommages moraux.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour dire à l'Assemblée ce que j'en pense et peut-être pour lui rafraîchir un peu la mémoire.

Le mois prochain, le roi du Maroc représentant l'Etat marocain va venir en métropole.

D'aucuns disent qu'il est l'ami de la France.

Je vais vous prouver, mes chers collègues, textes en main, qu'il n'en est rien et qu'il conviendra donc de limiter au personnage qu'il est la portée des engagements que pourrait prendre S. M. Mohamed V.

L'hostilité de S. M. le sultan date officiellement de la guerre. En effet, un document saisi par nos services de renseignements à la Wilhelmstrasse indiquait qu'il avait en 1943 envoyé, par l'intermédiaire du consulat d'Allemagne, ses félicitations et l'affirmation de son soutien et de son appui à Adolf Hitler, chef du III^e Reich.

Il réalisait d'ailleurs, en cela, un paradoxe assez curieux dans l'histoire de nos décorations: il est en effet le seul Compagnon de la Libération qui ait été un ami indiscutable de l'ennemi.

Notre ami M. Raymond Schmittlein, député de Belfort, avait eu l'occasion, en 1945 de fustiger le personnage comme il convenait. Hélas ! la pression des gens qui voulaient à tout prix vendre le protectorat du Maroc fut si forte que nous dûmes nous en aller. Le régime capitulait devant l'opposition de quelques bandes et devant quelques activités terroristes que l'on ne voulait pas réprimer.

Depuis, mes chers collègues, l'attitude de l'Etat marocain a été exempte de toute équivoque. Bien sûr, les affirmations du jeune Moulay Hassan dans les cercles parisiens, quelques-unes des affirmations de S. M. Mohamed V faisaient entendre que l'on veut cultiver l'amitié avec la France. Hélas ! la réalité est bien différente et les discours que l'on tient à Figui ou dans le Sud marocain sont aussi différents dans leur essence de ceux que l'on tient ou que l'on fait tenir à Paris.

Le soutien de Mohamed V à l'Istiqlal ou au P. D. I. a été constant. Les liens entre ces partis et le roi étaient extrêmement étroits. Comme l'a dit le rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères: « qui dit pouvoir dit responsabilité ». S. M. Mohamed V était, en fait, le véritable chef de l'activité terroriste qui s'est déroulée au Maroc et vous avez aujourd'hui en présence de la carence de l'Etat marocain l'obligation...

M. André Chandernagor. Monsieur Le Pen, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Jean-Marie Le Pen. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Chandernagor avec l'autorisation de l'orateur.

M. André Chandernagor. Mes chers collègues, nous avons toujours déclaré, au groupe socialiste, que nous étions solidaires de la politique extérieure de la nation. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Aussi nous abstenions, quand nous entendions des déclarations comme celles que vient de faire l'orateur qui est à la tribune, et qui risquent de porter le plus grave préjudice aux relations entre la France et une nation qu'on dit amie, que le Gouvernement nous dise ce qu'il en pense. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur de nombreux bancs à gauche, au centre et à droite.)

M. Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. Le Gouvernement a demandé précisément à intervenir après les orateurs ins-

crits de façon à pouvoir relever ce qu'il y aurait d'inacceptable dans leurs interventions.

Je tiens dès maintenant à dire au député qui vient d'intervenir que, précisément, dans ce que vient de déclarer M. Le Pen il y a bien des choses que le Gouvernement français ne peut admettre. (*Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et au centre.*)

M. Jean-Marie Le Pen. Mes chers collègues, la prétendue bonne volonté du gouvernement marocain à l'égard de la France est attestée par des faits et en particulier par le soutien permanent de l'activité de l'armée de libération marocaine dont j'aurai tout à l'heure à dire quelques mots.

Elle est surtout l'affirmation du soutien sans condition au front de libération nationale, plus connu — je le rappelle — sous le nom de F. L. N., dont notre armée a sans cesse réclamé la destruction des bases opérationnelles situées en territoire marocain avec l'accord total du roi du Maroc et du gouvernement marocain.

J'ai vu, de mes yeux vu, avec les membres de la commission, de la défense nationale ce qui se passe à la frontière franco-marocaine, où nous avons dressé un barrage miné qui a nécessité 20 milliards de francs de crédits. Nous avons vu, de l'autre côté de la frontière, dans les mines de Zeldija — célèbres à d'autres égards — manœuvrer des bataillons F. L. N. Comment dans ces conditions, peut-on affirmer sans rire que le gouvernement marocain mène envers la France une politique amicale ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs à droite, au centre et à gauche.*)

Mais le soutien que le gouvernement marocain apporte au F. L. N. ne se borne pas à cette activité de guerre, à cette autorisation qu'il donne à des bandes armées d'attaquer l'Algérie à partir de son territoire national. Le gouvernement marocain, se rangeant ainsi dans la catégorie des gouvernements non sérieux, a reconnu le gouvernement provisoire de la République algérienne. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que sa position diplomatique doit être difficile. En effet, étant reconnu par le Gouvernement français et le reconnaissant, il reconnaît en même temps un gouvernement rebelle qui est stationné à Tunis, voire à Rabat.

Il ne faut pas, mes chers collègues, se masquer la réalité. Il ne faut pas ignorer les revendications territoriales sur Tindouf, sur le Sahara, sur la Mauritanie; il ne faut pas ignorer que le gouvernement marocain a nommé des ambassadeurs marocains de nationalité mauritanienne. Les revendications territoriales du roi du Maroc sont connues, explicites, officielles. Comment donc considérer ce gouvernement et ce roi comme autorités favorables à la France ?

Débatir les rues qui ont porté les noms de maréchaux, de généraux français, de constructeurs du Maroc moderne pour leur donner le nom d'assassins notoires, de terroristes officiels, est-ce un geste d'amitié ? Est-ce même un geste de bon voisinage ?

Enfin, puisque la venue du roi du Maroc est symbolique et puisque nous parlons de dommages moraux,...

A gauche. Oui ! Vnons-y !

M. Jean-Marie Le Pen. ... il est un nom qui symbolise les relations entre le Maroc et nous :

Je m'honore d'avoir été le premier Français à soulever le cas dramatique du capitaine Moureau. (*Protestations à gauche.*)

A gauche. Et Bourgoïn ?

M. Jean-Marie Le Pen. Non ! Un an avant le colonel Bourgoïn, j'ai soulevé le cas du capitaine Moureau, à la tribune même de l'Assemblée; et un mois seulement après sa disparition, à une époque où il était encore possible de le sauver. Je tiens à votre disposition l'exemplaire du *Journal officiel* qui en témoigne. (*Applaudissements à droite.*)

« Nous ouvrons le dossier Moureau », litrait *Le Courrier de la colère*, que vous connaissez tous. Vous savez que articles ont été écrits à ce sujet. Le capitaine Moureau, la France en a fait un symbole :

Je ne sais pas si le capitaine Moureau est mort, s'il est vivant, et, comme on l'a dit, il a été torturé, ou si son cadavre a été promené dans les douars et les méchitas. Je n'en sais rien, mais j'aimerais bien que la France fût renseignée avant que Sa Majesté Mohamed V ne vienne officiellement sur le territoire national. (*Applaudissements à droite et sur plusieurs bancs au centre et à gauche.*)

Le cas du capitaine Moureau nous a empêché de dormir; les *Carnets de l'insomnie* en témoignent. Nous avons voulu en faire, au moment où l'on reprochait à la IV^e République ses carences, un thème.

Où bien sûr il ne s'agissait que d'un modeste capitaine de l'armée française et tant d'entre eux sont morts sur le chemin de l'abandon ! Mais la France a voulu que le supplice, le martyre du capitaine Moureau soient un symbole.

C'est ce symbole que j'évoque à cette tribune, en demandant solennellement au Gouvernement français de la V^e République de bien vouloir — et ceci préalablement à toute visite amicale — nous renseigner sur son sort.

Car le capitaine Moureau n'est pas seul. Il y a, tout autour de lui, les fantômes des massacrés, de ceux à qui faisait allusion *Le Courrier de la colère*, quand il titrait : « Nos dirigeants, regardez bien cette photo ! » Cette photographie, elle représente 193 dignitaires de la Légion d'honneur — depuis le grand-croix jusqu'à l'humble croix de chevalier — vêtus de haillons, battus et cassant des pierres sur les routes du Maroc. Le rédacteur écrivait, sous le titre : « Le préalable de l'honneur » :

« Ce n'est pas pour vous, lecteurs, que nous publions cette affreuse photo qui représente, vêtus de haillons et de sacs, barbe coupée et pieds nus, prisonniers voués aux travaux humiliants, quelques-uns des principaux personnages qui ont administré le Maroc à la demande de la France, la France qui leur avait garanti que le changement de régime ne leur ferait aucun tort. Faut-il ajouter que ces hommes, pour les services rendus à la cause commune du Maroc et de la France, sont, pour la plupart, décorés de la Légion d'honneur ? »

Voilà, mes chers collègues, la politique qui a été menée par les différents régimes vis-à-vis du Maroc.

Évoquant ces chemins du déshonneur, après l'abandon des catholiques du Tonkin, des Vietnamiens du Nord, des Tindouf, de tous ceux qui servaient de l'honneur, à la fois, la France et le Maroc, après l'abandon d'un officier symbole de l'armée française, ne pensez-vous pas que nos collègues algériens qui siègent ici doivent entendre sans cesse résonner à leurs oreilles le nom du Glaoui ?

Le jour où la politique française a contraint le vieux chef à aller baiser les babouches de Sa Majesté Mohamed V, on a écrit et on a dit que c'était la France qui, en fait, s'humiliait.

M. Lucien Neuwirth. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur Le Pen ?

M. Jean-Marie Le Pen. Je préfère achever mon intervention. Qu'on m'entende bien : pour nous, désormais, ces temps sont révolus. Et, pour l'honneur de ceux dont vous alloz, aujourd'hui, réparer les dommages physiques, pour qu'au moins ils n'aient pas souffert pour rien, je vous demande, monsieur le ministre, de transmettre cette pensée au chef du Gouvernement : il ne suffit pas de réparer, il faut prévoir.

Il ne suffit pas de réparer les dommages physiques, il faut aussi réparer les dommages de l'honneur. C'est la tâche qui demeure encore à accomplir pour votre Gouvernement. (*Applaudissements à droite, au centre droit et sur plusieurs bancs au centre et à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Fraissinet.

M. Jean Fraissinet. Mesdames, messieurs, mon opposition à cette tribune sera très brève. Vous comprendrez, je l'espère, qu'un député de Marseille, porte de l'Afrique, porte de l'Orient, porte d'éclatante de toutes les mers jointaines, représentant, par surcroît — veuillez excuser cette allusion un peu personnelle — de pavillons centennaires qui ont contribué depuis toujours à manifester le prestige et le rayonnement de la France sur ces mers, ne demeure pas silencieux en un tel débat.

Le Gouvernement auquel vous appartenez, M. le ministre, a recueilli un bien lourd héritage. Bien des fautes — oserai-je dire : bien des crimes — ont été commises dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui.

Les textes qui nous sont soumis sont imbibés de larmes et de sang; je serai, par conséquent, très prudent dans mon propos. Mais je souhaiterais saisir l'occasion de ce débat pour amener l'Assemblée nationale, et elle veut bien m'honorer de son approbation, à rendre un hommage public, éclatant, solennel à tous les Français qui, depuis tant de lustres, sinon tant de siècles, se sont expatriés sous la protection de notre drapeau et ont quelquefois, il faut bien le dire, cruellement expié ce geste noblement patriotique. (*Applaudissements à droite et sur de nombreux bancs.*)

Vous ne sauriez croire combien est émouvant le courrier d'un député de Marseille portant un nom un peu connu dans les milieux français d'outre-mer, car c'est vers lui que convergent les lamentations trop souvent justifiées.

Ce mot même — et c'est peut-être ce qui m'a déterminé à vous infliger, un bref instant, ma présence aujourd'hui à cette tribune — un garçon m'écrit que, s'il invoque sa qualité d'ancien combattant d'Indochine, il trouve à Marseille beaucoup de portes de l'administration fermées devant lui. Je veux espérer qu'il exagère; mais il est bien certain que telles admirations politiques n'ont pas encore été dépolitisées. (*Applaudissements à droite, au centre et à gauche.*)

Je reconnais, monsieur le ministre, qu'il n'est pas facile, surtout dans le Midi (*Sourires*), de les dépolitiser en un tournemain. Il serait tout de même temps d'y songer sérieusement.

J'ai reçu aussi, parmi bien d'autres, des délégations d'anciens fonctionnaires du Maroc — puisque c'est du Maroc que nous parlons aujourd'hui — venant me dire que, s'ils sont théoriquement reclassés, s'ils perçoivent une solde, ils ont le sentiment d'être tenus à l'écart parce que jugés suspects de colonialisme. De ce mot de colonialisme, mes chers collègues, on a cruellement abusé à l'égard des Français dont je salue à l'instant la mémoire ou la présence comme réfugiés, trop souvent humiliés, sur le sol de France.

Colonialiste, veut dire exploiteur. Nous n'avons pas été des exploiters. Sans doute aucune œuvre humaine n'est-elle parfaite. Des erreurs ont pu être commises; mais nous avons tout de même été des pacificateurs. Nous avons fertilisé, soigné, humanisé, assaini, embelli. Je pense aux missionnaires, aux soldats, aux agriculteurs, aux techniciens... à tous ceux qui manifestent, outre-mer, sous toutes les formes, le génie de la France.

Revenant du Maroc, je ne me rajournaillais pas en vous disant que le premier voyage que j'y fis remonte à 1910. Depuis j'y suis retourné je ne sais combien de fois. Pas à pas, j'ai suivi la réalisation de notre œuvre magnifique. Et bien! tout cela, dans les difficultés du jour, dans les drames que nous vivons, nous avons le droit, nous avons le devoir de ne pas l'oublier. Et c'est un hommage à ces Français expatriés sous la protection de notre drapeau que je vous demande.

J'avais eu l'outrecuidance de préparer une motion très brève; mais on m'oppose les rigueurs du règlement. Vous savez tous que nos droits de député sont strictement limités et cela ne vous surprendra donc pas.

M. Fernand Grenier. Ce règlement, vous l'avez voté!

M. Jean Fraissinet. Si j'extirpais cette motion de ma poche, on me dirait sans doute qu'elle n'est pas recevable. J'y renonce donc et me borne, en conclusion, à vous demander encore quelques applaudissements, non, certes, pour ma modeste personne, mais en hommage à ces hommes qui je le répète une fois encore, se sont expatriés sous la protection de notre drapeau, en ont trop souvent souffert, ont bien mérité de la France. *(Applaudissements à droite, au centre et gauche.)*

M. le président. La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. Mesdames, messieurs, je ne serais pas intervenu si le débat n'avait pas tant soit peu dévié de son motif initial.

Je tiens d'abord à rendre hommage à tous ces Français qui ont contribué à faire du Maroc ce qu'il est aujourd'hui. Mais je veux dire aussi à un orateur précédent, qui ne m'a pas autorisé à l'interrrompre, que lorsque le cas douloureux du capitaine Moureau nous a été connu, nous l'avons rendu public et nous avons demandé justice. Et si, alors, certains hommes ont soutenu et diffusé le journal *Le Courrier de la Colère*, ce ne sont pas les mêmes qui, aujourd'hui, le citent et soutiennent ses thèses. *(Interruptions à droite.)*

Je tiens à ajouter qu'on n'a pas le droit de faire un procès d'intention au Président de la République qui va recevoir un souverain étranger. Il appartient au Président de la République de défendre les intérêts supérieurs de la nation française. *(Interruptions à droite.)*

M. Henri Trémolet de Villers. Au Parlement aussi!

M. Lucien Neuwirth. J'estime qu'il n'y a pas d'exemple que de Gaulle ait rien abandonné des intérêts tant matériels que moraux de la France. *(Applaudissements à gauche, au centre et sur divers bancs.)*

Si des gens ont participé aux affaires de la Celle-Saint-Cloud, ce n'est pas nous! *(Applaudissements à gauche, au centre et sur divers bancs. — Protestations à droite.)*

M. Jean-Marie Le Pen. Ayant été mis en cause, monsieur le président, je demande la parole.

M. le président. Pour un fait personnel, je vous donnerai la parole en fin de séance.

M. Guy Jarrosson. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. Je vous donne la parole, sous réserve que votre intervention ait bien trait au règlement.

M. Guy Jarrosson. Il s'agit bien d'un rappel au règlement. Je voudrais, monsieur le président, que chaque fois que M. le Président de la République est mis en cause, vous ne manquiez pas de rappeler à l'ordre notre règle constitutionnelle: nous ne connaissons qu'un responsable, qui est M. le Premier ministre et son gouvernement.

Je regrette que M. Neuwirth ait parlé du général de Gaulle. *(Applaudissements à droite. — Protestations à gauche.)*

M. René-Georges Laurin. Monsieur Jarrosson, parlez-nous de M. Pinay!

M. Lucien Neuwirth. Et de la Celle-Saint-Cloud!

M. Henry Bergasse. Il y a eu des oppositions aux accords de la Celle-Saint-Cloud.

M. Guy Jarrosson. Et vous le savez bien!

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants. Mesdames, messieurs, je voudrais m'élever aussi rapidement que possible de la discussion législative dans laquelle nous sommes engagés. Mais puisque, par-delà le ministre des anciens combattants, certains orateurs ont élargi le débat et se sont adressés au Gouvernement tout entier, je répondrai au nom de celui-ci.

J'assure M. Fraissinet que le Gouvernement s'associe aux paroles émouvantes et nobles qu'il a prononcées. *(Applaudissements.)* Les Français qui, depuis plusieurs générations, ont fait la prospérité du Maroc et ont apporté cette collaboration entre la civilisation chrétienne et la civilisation musulmane qui faisait du Maroc une des perles de la civilisation franco-africaine méritent l'hommage du Parlement et du Gouvernement. *(Applaudissements.)*

Je fais observer à M. Le Pen que, parlant au ministre qui était à ce banc, il savait parfaitement à qui il s'adressait. Je pense que je ne suis pas suspect, à ses yeux, d'avoir favorisé, il y a quelques années, la politique dont nous subissons aujourd'hui les conséquences.

Mais, s'il m'est arrivé de démissionner du Gouvernement sur ce sujet précis, je veux l'oublier aujourd'hui. *(Applaudissements à gauche et au centre.)* Je n'en prendrai prétexte que pour dire à M. Le Pen que mon opinion a quelque autorité quand je lui fais observer que certaines des paroles qu'il a prononcées à l'égard du roi du Maroc ne me paraissent pas convenables à la tribune du Parlement français.

En effet, la politique d'il y a quatre ans était une chose; mais on ne saurait oublier qu'aujourd'hui Sa Majesté Mohamed V est roi du Maroc et que c'est avec lui que le chef de l'Etat français doit discuter des intérêts de la France et du Maroc, dans leurs relations qui doivent se poursuivre et se développer pour le bien des deux pays. C'est pourquoi je pense que M. Le Pen aurait dû ménager ses termes à l'égard d'un chef d'Etat étranger. Aussi bien, ce que M. Le Pen a dit, dans son ensemble, ne me paraît plus opportun. Le discours qu'il a prononcé aurait été excellent il y a quelques années. J'en ai prononcé de bien semblables, permettez-moi de m'en souvenir, en ma qualité d'ancien parlementaire! *(Applaudissements sur quelques bancs à gauche. — Mouvements à droite.)*

M. Henry Bergasse. Vous n'êtes pas le seul!

M. le ministre des anciens combattants. Mais aujourd'hui, le problème est précisément de retrouver l'amitié franco-marocaine et croyez-vous que des paroles comme celles que vous avez prononcées, relatives à l'absence de gestes d'amitié de la part des Marocains, faciliteront beaucoup le retour à cette amitié indispensable?

Croyez-vous aussi que ces paroles soient excellentes précisément pour ces Français du Maroc dont nous avons tous le souci?

Je ne le crois pas.

Dans ces conditions, je me permets, sans mettre aucune en cause la personne du chef de l'Etat, de vous lire que ces paroles qui pouvaient être bonnes au jugement de certaines fractions de l'Assemblée il y a quelques années me paraissent aujourd'hui devoir être considérées comme dépassées par les événements actuels puisque c'est le général de Gaulle qui est Président de la République et de la Communauté française. *(Applaudissements à gauche et au centre.)*

Le ministre des anciens combattants voudrait maintenant, mes chers collègues, répondre à M. Jarrosson que le Gouvernement compte précisément beaucoup sur les entretiens prochains pour régler le contentieux franco-égyptien, notamment en ce qui concerne les projets qui nous intéressent.

M. Jarrosson a parlé d'un accord bilatéral. Nous souhaitons qu'il soit conclu notamment sur ce point.

D'ailleurs, le texte même du projet indiquant que ces dispositions sont prises « sous réserve de la subrogation de l'Etat dans les droits des victimes ou de leurs ayants cause » si l'Etat égyptien reprendait le cours de ses indemnités prouve notamment que nous avons l'espérance — et nous ferons tout pour que cet espoir se réalise — de voir l'Etat égyptien reprendre ses indemnités.

M. Tomasini m'a posé quatre questions mais il me permettra de lui répondre uniquement au sujet de la subrogation.

En effet, sa première question vise les amendements 1 et 4, sa troisième question l'amendement n° 2 et, enfin, la quatrième l'amendement n° 3. Pour accélérer la discussion, je crois préférable de parler de ces problèmes lorsque ces amendements viendront en discussion.

En revanche, en ce qui concerne la subrogation, rien dans le texte n'appelle d'explications sur ce point.

Je tiens à dire dès maintenant à M. le rapporteur que nous ne pouvons pas indiquer quelles seront les sommes correspondant à cette subrogation de l'Etat français. Pourquoi ? Parce que nous espérons qu'un accord bilatéral franco-chérifien sera conclu bientôt. Mais s'il n'était conclu, par malheur, que dans un an ou deux ans, il est évident que les sommes pour lesquelles l'Etat français se trouverait subrogé ne seraient pas de la même importance.

La seule indication chiffrée que l'on puisse donner concerne le nombre des personnes à indemniser, comme M. Tomasini l'a précisé dans son rapport. (Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche et au centre.)

M. le président. Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Sous réserve de la subrogation de l'Etat dans les droits des victimes ou de leurs ayants cause, les personnes de nationalité française ayant subi des dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements survenus au Maroc entre le 1^{er} juin 1953 et le 31 décembre 1956, qui ne sont pas indemnisées ont, ainsi que leurs ayants cause, droit à pension dans les conditions prévues pour les victimes civiles de la guerre par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

« Elles bénéficieront également des droits accessoires, des avantages et des institutions définies aux articles L. 136 bis et L. 221 ainsi qu'aux livres III (titres III et IV) et V du code susmentionné. »

M. Tomasini, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a déposé un amendement n° 1, tendant à substituer, dans le premier alinéa, aux mots : « dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence... » les mots : « dommages, tant dans leurs personnes que dans leurs biens du fait d'attentat, de pillage ou de tout autre acte de violence ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission demande que le régime appliqué aux victimes civiles au Maroc soit identique à celui dont bénéficient ces victimes en Tunisie aux termes de l'article 5 de la loi du 3 août 1956 — comme je l'ai indiqué tout à l'heure — à laquelle se réfère le Gouvernement dans l'exposé des motifs du projet de loi.

Il semble bien que cette extension soit possible, d'abord parce que, lors du vote de la loi de 1956, existait déjà la limitation de la loi des maxima et que le Gouvernement a admis la distinction établie par le rapporteur de l'époque entre l'inscription d'une dépense et l'énoncé d'un principe de réparation, ensuite parce que, l'Etat étant subrogé aux droits des victimes à l'égard du gouvernement marocain, il s'agit d'une avance et non d'une dépense définitive.

Pour en revenir à votre propos précédent, monsieur le ministre, j'ajoute que les sommes versées sur les crédits du ministère des anciens combattants aux pensionnés et retraités, ressortissant de ce département au Maroc, se sont élevées, en 1957, à plus de 3 milliards, 90 à 95 pour cent des bénéficiaires étant des sujets marocains.

Dans ces conditions, la commission considère comme inadmissible que la réparation à nos nationaux soit limitée, dans le projet de loi, aux dommages physiques, à l'exclusion des dommages matériels.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des anciens combattants. Mes chers collègues, je suis obligé de m'opposer à cette extension portant sur l'indemnisation des biens pour une raison de bon ordre législatif.

Ce projet vise, comme tous les projets concernant le personnel militaire en métropole, ou le projet sur les victimes civiles d'attentats en métropole, l'extension de la législation qui figure dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. C'est donc ce code seul qui doit être évoqué dans ce projet. Or il n'a pas d'autre objet que la réparation des dommages physiques aux personnes. Rien ne permet, en bonne législation, d'y introduire des dispositions concernant les biens.

J'ajoute que l'indemnisation relative aux biens relève d'une autre législation, celle des dommages de guerre, et que le ministère intéressé est le ministère de la reconstruction.

L'Etat chérifien avait bien commencé à indemniser les personnes victimes d'un dommage physique ainsi que les victimes de pertes de biens, mais il n'a pas continué. Les victimes qui restent à indemniser, tant pour des dommages physiques que pour des dommages matériels, relèvent dès lors du ministère des affaires étrangères qui a déjà consenti des avances.

Il ne m'appartient de présenter que le projet concernant les dommages physiques.

J'exprimerai au Premier ministre et aux ministres intéressés, notamment au ministre des finances et au ministre de la construction, votre désir qu'un projet analogue règle le problème de l'indemnisation des dommages matériels. Mais je ne puis, en aucune façon, accepter qu'on introduise, dans un texte traitant uniquement des dommages physiques, une disposition concernant les dommages matériels, et je n'ai d'ailleurs aucune qualité pour me prononcer sur ce problème aujourd'hui.

Sous le bénéfice de ces explications et de la promesse que je mettrai le président de la commission et le rapporteur en liaison avec les ministres intéressés pour essayer d'aboutir à une solution sur le plan des dommages matériels, je demande à M. Tomasini de retirer son amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Nous prenons note des explications de M. le ministre et nous lui demandons de bien vouloir engager la procédure nécessaire avec ses collègues, notamment avec le ministre de la construction, pour qu'un projet de loi relatif à l'indemnisation des biens soit déposé le plus tôt possible sur le bureau de l'Assemblée. Moyennant quoi, la commission retire son amendement.

M. le président. L'amendement n° 1 déposé par M. Tomasini au nom de la commission est retiré.

M. Tomasini, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a déposé un amendement n° 2, qui tend à substituer, dans le premier alinéa de l'article 1^{er}, aux mots : « ... entre le 1^{er} juin 1953 et le 31 décembre 1956 », les mots : « ... à compter du 1^{er} juin 1953 ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour objet la suppression de la limitation de date du 31 décembre 1956.

En effet, il est incontestable que, depuis cette date, des Français ont encore été victimes d'attentats, de pillages et d'émeutes au Maroc.

Je ne citerai que deux exemples, récents, parmi tant d'autres : d'une part, l'attentat dont a été victime, dans la nuit du 20 au 21 décembre 1958, M. Raymond Pellegrin à Rabat ; d'autre part celui qui, le 5 janvier 1959, coûta la vie à M. Pierre Claeysen, près d'Alluemas ; cette victime laisse une veuve et un enfant.

Si l'on s'en tient à la limitation de date fixée par le projet de loi, ces victimes seront exclues du bénéfice de la loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des anciens combattants. Mes chers collègues, nous avons fixé cette date sur l'avis du ministère des affaires étrangères car nous avons pensé qu'il convenait d'en fixer une, tout comme nous l'avions fait pour la Tunisie en choisissant la date du 3 août 1955.

La date du 31 décembre 1956 nous avait été indiquée par le département des affaires étrangères comme étant celle où la vie de la colonie française du Maroc pouvait être considérée comme normale.

Mais je me rallie entièrement aux arguments d'humanité développés par M. le rapporteur. Si des personnes ont été victimes de dommages après cette date, il est normal, il est humain et il est juste qu'elles reçoivent indemnisation.

J'accepte donc l'amendement qui est soumis à l'Assemblée. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demandant plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 2 présenté par M. Tomasini, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Tomasini, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a déposé un amendement n° 3 tendant à compléter comme suit le deuxième alinéa de l'article 1^{er} :

« ... et, en outre, des dispositions des articles L. 488 à L. 490 du même code. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement a pour objet de faire attribuer la mention « inert pour la France » aux victimes civiles de ces événements.

L'alinéa 9 de l'article L. 488 du code des pensions d'invalidité dispose que « l'attribution de la mention « mort pour la France » peut être accordée à toute personne décédée à la suite d'actes de violence constituant une suite directe de faits de guerre ».

Votre commission demande, par cet amendement, que les victimes civiles françaises bénéficient des dispositions de ce texte, d'autant que le Gouvernement, dans le projet de loi n° 137, l'admet pour les militaires qui, en permission en métropole, tombent sous les coups des fellagha. La mention « mort pour la France » peut être accordée à ces soldats, même s'ils ont été frappés, revêtus d'un costume civil.

Votre commission estime qu'on ne saurait traiter différemment des Français du Maroc qui ont été victimes d'agressions ou d'attentats parce qu'ils étaient connus comme Français et, comme tels, désignés aux coups des terroristes ou des émeutiers.

M. Félix Kir. Chaque cas requiert un examen.

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. Cet amendement soulève certaines difficultés.

Nous avons accordé la mention « mort pour la France » dans celui des trois projets qui concerne le personnel militaire victime d'attentats en métropole parce qu'il s'agit de militaires et aussi parce que le personnel policier victime d'attentats avait obtenu cette mention aux termes d'une ordonnance du 7 janvier 1959.

Nous voulions donc instituer, pour le personnel militaire en service commandé et le personnel policier en métropole, une unité de législation.

Lorsque nous avons abordé le cas des victimes civiles, quo l'on a coutume de qualifier — je m'excuse de cette expression technique — de « passives » parce qu'elles ne sont pas en service commandé, nous nous sommes trouvés devant une difficulté: pour la guerre 1939-1945, on a accordé la mention « mort pour la France » aux victimes civiles, alors qu'on ne l'a pas fait pour les civils victimes d'attentats en Tunisie.

Vous remarquerez, d'autre part, que le Gouvernement n'a encore soumis à l'Assemblée, bien que la question soit à l'étude, aucun projet du même ordre concernant les victimes civiles d'attentats en Algérie. Vous risquez donc de créer un régime de disparité.

L'intention du ministre des anciens combattants était, après examen du projet de loi relatif aux victimes civiles en Algérie, de refondre dans un but d'unité l'ensemble de la législation concernant l'Algérie, la Tunisie et la métropole et, en attendant, d'éviter toute disparité en n'accordant à personne la mention « mort pour la France ».

Je laisse l'Assemblée décider, dans sa sagesse, si elle entend octroyer, en dépit de la préoccupation dont je vous laisse juge, la mention « mort pour la France » aux victimes civiles d'attentats en métropole et au Maroc.

J'insiste simplement une dernière fois sur le fait que les deux problèmes sont liés: la mention « mort pour la France » n'est pas accordée en l'état de la législation aux victimes civiles de Tunisie et d'Algérie; c'est pourquoi nous n'avons pas envisagé de l'attribuer aux victimes civiles en métropole et au Maroc. Je m'en remets donc, dis-je, à votre sagesse du soin de décider si vous désirez l'accorder aux seules victimes du Maroc.

M. Guy Jarrosson. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jarrosson.

M. Guy Jarrosson. Je précise, monsieur le président, que je ne parle plus en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères. C'est un avis personnel que je vais donner.

Il me semble que M. le ministre a très bien traduit la difficulté qui se présente de régler un point particulier en dehors du cas général.

Je crois qu'il serait de mauvaise méthode de traiter, à propos d'un code de pensions, de cette grave question qu'est la mention « mort pour la France ».

L'Assemblée sera unanime à considérer qu'aucune inégalité de traitement ne serait tolérable entre ceux qui sont morts pour la France. J'aimerais que le rapporteur de la commission des affaires étrangères se borne à demander au Gouvernement de bien vouloir déposer un projet d'ensemble sur cette question, très différente du projet que nous discutons en ce moment. (Applaudissements.)

M. le rapporteur. Je me rallie volontiers à la suggestion de M. Jarrosson.

Nous demandons au Gouvernement de déposer un projet d'ensemble et retirons, en conséquence, l'amendement n° 3.

M. le président. L'amendement n° 3 est retiré.

M. Tomasini, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a déposé un amendement n° 4 tendant à compléter l'article 1^{er} par le nouvel alinéa suivant: « Un règlement d'administration publique fixera les conditions de réparation des dommages aux biens. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement est retiré, monsieur le président.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par l'amendement que l'Assemblée a adopté.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Pour l'application des dispositions de l'article premier ci-dessus, ouvrent droit à pension les infirmités ou le décès résultant:

« 1° De blessures reçues ou d'accidents subis du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements du Maroc mentionnés audit article premier;

« 2° De maladies contractées du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements précités;

« 3° De maladies contractées ou aggravées du fait de mauvais traitements ou de privations subis en captivité en relation avec les mêmes événements.

« Sont réputés causés par les faits prévus à l'article premier les décès, même par suite de maladie, s'ils sont survenus pendant la captivité.

« Lorsque la blessure, l'accident, la maladie ou la mort sont dus à une faute inexcusable de la part des victimes, ils ne donnent droit à aucune indemnité.

« Ne sont pas considérés comme faute inexcusable de la victime, au regard des personnes mentionnées à l'article premier de la présente loi, le suicide ou la tentative de suicide s'ils sont survenus à l'occasion ou sous la menace d'un enlèvement ou de tout autre acte de violence. »

Je viens d'être saisi par M. Le Pen d'un amendement n° 6 tendant à supprimer le sixième alinéa de cet article.

La parole est à M. Le Pen.

M. Jean-Marie Le Pen. Le but de mon amendement est de faire préciser par le Gouvernement, au cas où des contestations s'élèveraient et pour éclairer le juge, l'interprétation à donner au terme « inexcusable ».

C'est pourquoi, sous réserve des explications que fournira le Gouvernement, j'ai demandé la suppression du sixième alinéa. Quel sens précis donne le Gouvernement aux termes « faute inexcusable » et dans quelles limites les tribunaux peuvent-ils arrêter leur jugement ?

J'avoue, d'ailleurs, n'ial comprendre la raison de ce sixième alinéa et ce que je voudrais surtout, c'est qu'on ne donne pas à l'administration le pouvoir de distinguer, au départ, entre certaines personnes dont elle penserait qu'elles ont commise des fautes inexcusables.

Cette remarque rejoint d'ailleurs mon opinion sur l'article 3 qui vise les gens qui ont participé directement ou indirectement à des actes de violence. Il est évident que l'on peut viser, sous les termes employés, les manifestations de rue au cours desquelles les Français du Maroc ont manifesté leur attachement à la France.

Le Gouvernement doit donc bien préciser, d'une part, ce qu'il entend par « faute inexcusable », d'autre part, quels faits il vise quand il traite des actes de violence.

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. En ce qui concerne « la faute inexcusable », je n'apprendrai rien à M. Le Pen qui a fait des études juridiques.

Il s'agit là d'une reprise pure et simple du code des pensions milliaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux termes duquel, s'il y a une faute inexcusable, la pension n'est pas accordée. L'administration et éventuellement le juge des pensions sont guidés à cet égard par une jurisprudence qui fait autorité.

Comme dans les dispositions particulières à la Résistance, nous avons voulu créer une allénuation à cette règle de la faute inexcusable en admettant dans les cas évoqués le suicide ou la tentative de suicide. M. Le Pen est trop averti de ce problème du terrorisme pour savoir que, parfois, le suicide ou la tentative de suicide ne sont pas des actes répréhensibles mais, au contraire, constituent des actions glorieuses et, par suite, méritent d'ouvrir droit à pension. Nous ne ferons donc pas jouer, dans ces cas, la règle de la faute inexcusable qui n'est qu'une règle de droit commun.

Enfin, en ce qui concerne l'article 3 que vous verrez repris dans les trois projets, il s'agit, bien entendu, d'éviter que nous ne payions une pension à une personne qui aurait contribué à des actes de violence contre la France ou les ressortissants français.

M. le président. La parole est à M. Le Pen.

M. Jean-Marie Le Pen. Sous le bénéfice des explications de M. le ministre des anciens combattants, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2, mis aux voix, est adopté.)

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Sont exclus du bénéfice des dispositions de la présente loi les personnes ou leurs ayants cause qui auront participé directement ou indirectement à des attentats ou à tout autre acte de violence en relation avec les événements du Maroc mentionnés à l'article premier ci-dessus. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3, mis aux voix, est adopté.)

[Article 4.]

M. le président. « Art. 4. — Un règlement d'administration publique fixera en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi. »

M. Tomasini a déposé, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, un amendement n° 5, qui tend à compléter l'article 4 par le nouvel alinéa suivant :

« Les avances allouées par le Gouvernement français aux victimes françaises resteront définitivement esquises à leurs bénéficiaires. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'amendement n° 5 a simplement pour objet de faire préciser par le Gouvernement, de façon qu'il n'y ait pas de contestations par la suite, que les avances consenties par l'ambassade sur indemnisation ne pourront, en tout état de cause, faire l'objet d'un reversement de la part des bénéficiaires.

Ces avances ont été allouées après que la commission eut cessé de fonctionner le 31 mars 1956. Le droit à pension découlant des dahirs de 1953 et 1954, les indemnités versées par la commission qui fonctionne à l'ambassade depuis le 31 mars 1956 ne sauraient être contestées.

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Cet amendement ne joue en réalité que pour la période de six mois qui vient de s'ouvrir le 1^{er} juillet. En effet, le projet de loi prendra effet dès la date de sa publication. Cette publication pouvant intervenir vers la fin du mois de juillet, les avances auront été payées par le ministère des affaires étrangères pour la période qui va du 1^{er} juillet au 31 décembre 1959. Le chevauchement redouté ne pourra dès lors jouer que pour un court laps de temps. Pour cette dernière raison, je ne vois pas d'inconvénient à l'adoption de l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5 présenté par M. Tomasini au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. Guy Jarrosson. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jarrosson.

M. Guy Jarrosson. L'article 4 du projet de loi dispose qu'« un règlement d'administration publique fixera en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi ».

D'autre part, l'Assemblée vient d'adopter un amendement présenté par notre distingué collègue M. Tomasini, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, tendant à la suppression de la date limite qui était fixée au 31 décembre 1956.

J'attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'il en résultera une inégalité théorique entre les modalités d'indemnisation des ressortissants français au Maroc et celles qui sont applicables aux Français de Tunisie.

Je lui demande donc, à propos de l'article 4, de bien vouloir revoir le règlement d'administration publique du 13 mai 1957 concernant les ressortissants français victimes des événements de Tunisie.

Le décret en question fixe une date limite, celle du 3 août 1955, évidemment pour le même motif, ce qui a conduit à fixer la date limite du 31 décembre 1956 en ce qui concerne les dommages subis par les ressortissants français du Maroc. C'est pour manifester qu'il s'agit d'une substitution provisoire à un débiteur temporairement défaillant quoique pleinement responsable: l'Etat devenu souverain, auquel incombe, en définitive, l'indemnisation de l'Etat français, lui-même subrogé aux droits de ses nationaux.

Puisque, tout en réservant la position de droit, l'Assemblée nationale a été d'avis de supprimer la date limite, en ce qui concerne les Français du Maroc, je demande, dans un but de logique, d'égalité et de justice, que le Gouvernement veuille bien faire de même pour les Français de Tunisie en revisant dans ce sens le décret du 13 mai 1957.

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. L'observation de M. Jarrosson est parfaitement logique. Comme je l'ai dit à M. le rapporteur, il faudra examiner les cas qui peuvent se poser. S'il n'y avait que deux ou trois cas postérieurs à la date du 3 août 1955, nous les réglerions sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir un texte nouveau.

Je crois à première vue qu'il n'en existe pas. Mais enfin, s'il en existait, il est entendu qu'on appliquerait les textes avec bienveillance dans l'esprit qu'a indiqué M. Jarrosson.

M. Guy Jarrosson. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, avec la modification résultant de l'amendement adopté.

(L'article 4 ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 4 —

DEMANDE DE SUSPENSION DE POURSUITES

Réunion de la commission « ad hoc ».

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission ad hoc chargée d'examiner la proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée nationale se réunira demain mercredi 8 juillet, à quatorze heures trente, dans le local n° 250.

— 5 —

REPARATION DE DOMMAGES PHYSIQUES SUBIS EN METROPOLE PAR DES FRANÇAIS, PAR SUITE DES EVENEMENTS D'ALGERIE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi n° 136 relatif à la réparation des dommages physiques subis en métropole par les personnes de nationalité française, par suite des événements qui se déroulent en Algérie (n° 184).

La parole est à M. Lazeze, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. André Lazeze, rapporteur. Mes chers collègues, voici maintenant qu'apparaît devant vous le deuxième volet du triptyque présenté par le Gouvernement pour venir en aide aux victimes du terrorisme.

Il s'agit maintenant de porter secours aux victimes du terrorisme en métropole. Je dis bien les « victimes civiles ». Malheureusement, en effet, les événements qui se déroulent en Algérie depuis le 31 octobre 1954 ont eu leurs répercussions sur le sol même de la métropole. Déjà, un certain nombre d'entre vous ont été amenés à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'accorder des réparations aux innocentes victimes du terrorisme.

Je dois dire que le Gouvernement n'était pas resté insensible à vos interventions et que des secours d'urgence ont été déjà accordés, mais il devait nécessaire de régulariser cette situation.

Au passage, qu'il me soit permis de souligner qu'il nous apparaît tout de même que depuis un certain nombre de mois, une amélioration très nette quant à la sécurité sur le territoire métropolitain s'est manifestée. Nous tenons à en rendre hommage au Gouvernement. (Applaudissements à gauche et au centre.)

La commission tient à souligner qu'un certain nombre de textes différents vous ont été soumis, les uns pour indemniser les victimes de dommages subis en Tunisie, les autres celles de dommages subis au Maroc. Le présent projet concerne les victimes de dommages physiques subis en métropole par suite des événements d'Algérie.

Il apparaît que, dans l'avenir, une unification de cette législation s'imposera. M. le ministre des anciens combattants, répondant au rapporteur du premier texte qui vous était soumis, a laissé entendre, si je l'ai bien entendu, que ses services s'engageaient dans cette voie.

Il n'est pas question, naturellement, de ne pas indemniser les victimes civiles du terrorisme en Algérie même.

Si, aujourd'hui, nous n'abordons pas ce problème, c'est parce qu'il était déjà, en principe, au moins provisoirement, résolu par une décision de l'Assemblée algérienne en date du 10 juin 1955, homologuée par un décret du 30 juillet 1955.

Il s'agit maintenant d'étendre le bénéfice de la législation en faveur des victimes civiles de la guerre, aux victimes civiles du terrorisme en métropole.

Les mêmes réflexions qu'en ce qui concerne le texte relatif au Maroc sont venues à l'esprit de votre commission.

Devions-nous étendre l'indemnisation aux Liens ? Cela fait l'objet d'un amendement qui subira certainement le sort de son prédécesseur. Se contentant des assurances qui nous ont été données et dans la perspective de voir le Gouvernement se pencher sur ce problème, la commission se résout à retirer cet amendement.

La question de la mention « Mort pour la France » accordée ou non aux victimes civiles mérite aussi de retenir un instant votre attention.

Il nous a paru en effet nécessaire de faire une distinction entre les victimes passives et les victimes actives.

Parmi les victimes civiles du terrorisme, il y a en effet des citoyens qui ont pris une part active à la lutte contre ce terrorisme, soit qu'ils aient été requis, ce qui est le cas d'un automobiliste requis par les forces de l'ordre pour poursuivre un foggah, soit qu'ils aient volontairement pris part à la défense d'une usine attaquée ou de citoyens injustement poursuivis.

Nous pensions donc qu'une distinction pourrait être faite et que la mention « Mort pour la France » pourrait être accordée à tous ceux qui ont pris une part active, soit volontaire, soit sur réquisition, à la lutte contre le terrorisme.

Le nombre des dossiers de réparations dont nous sommes saisis est extrêmement faible. Quatre-vingts demandes seulement ont en effet été déposées jusqu'à ce jour au ministère de l'Intérieur.

Je pense que ce nombre ne correspond pas à la réalité et que dans les jours qui viennent, surtout quand on saura que nous prenons des mesures de nature à apporter un soulagement aux victimes, il augmentera. Je souhaite cependant de tout cœur qu'il reste très faible.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous demande d'apporter votre vote massif à ce projet.

L'Assemblée voudra sans doute, à cette occasion, apporter à ces malheureuses et innocentes victimes l'hommage de la reconnaissance et de la sollicitude de la nation. *(Applaudissements à gauche et au centre.)*

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Boualam. *(Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)*

M. Said Boualam. Mes chers collègues, c'est de grand cœur que mes amis et moi voterons les dispositions qui tendent à indemniser les victimes du terrorisme. Comment pourrait-il en être autrement ?

Qu'il me soit cependant permis, à ce propos, d'émettre quelques observations qui me paraissent essentielles.

Tout d'abord, je pense profondément que tous ces attentats dont nous nous attachons aujourd'hui à réparer les tristes effets n'auraient sans doute pas été perpétrés si les autorités responsables avaient dès l'origine prouvé par des actes clairs et énergiques leur refus d'accepter l'attentat terroriste comme un moyen d'expression politique. *(Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche, au centre et à droite.)*

A cet égard, nous tenons à rendre hommage aux forces de l'ordre qui, dans des conditions particulièrement ingrates et difficiles, ont accompli leur mission de protection de la société avec courage et dévouement *(Applaudissements sur les mêmes bancs)*, un courage et un dévouement qui, aujourd'hui encore, ne connaissent aucune défaillance.

Malheureusement, chaque jour des hommes tombent en ruine de leur attachement à la France. Il importe que leurs familles et que leurs amis soient assurés qu'ils ne tombent pas en vain.

Pour ma part, chef d'une famille qui a donné nombre de siens à la patrie, dont mon propre fils assassiné par le F. L. N.,

je n'admettrai jamais que des assassins puissent un jour participer aux décisions fixant le destin politique de l'Algérie! *(Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.)*

D'ailleurs, ainsi qu'il a été solennellement affirmé par le Premier ministre, ces décisions n'appartiennent qu'au Parlement français, et au Parlement français tout entier. *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Vice-président de notre Assemblée nationale, si jamais un contact n'était réservé avec un quelconque interlocuteur de la rébellion, comme avec l'un quelconque de ses protecteurs, j'entendrais que ce contact se manifeste par l'intermédiaire de ma propre babouche et non de la leur. *(Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Commandant de l'armée française, officier de la Légion d'honneur, si la fatalité voulait s'imposer à moi de partager le sort de tels hauts dignitaires condamnés à casser des cailloux sur les routes marocaines, je me souviendrais que je suis aussi le chef d'une tribu depuis toujours vouée au service de la patrie et devant la menace d'une indépendance qui consacrerait le règne d'assassins, je reprendrais les armes avec mes hommes et avec mes amis *(Applaudissements à gauche, au centre et à droite)* pour combattre une nouvelle fois et mourir Français. *(Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Le drapeau tricolore, que les unités de tirailleurs algériens ont couvert de gloire sur les champs de bataille, portant des noms qui ont résonné fièrement aux oreilles du chef de l'Etat au cours de ses voyages, Magenta, Solferino, Madagascar et d'autres, doit flotter sur les vivants et non pas servir de linceul à nos cadavres.

Je dis: Vive la France! *(Vifs applaudissements à gauche, au centre, à droite et sur plusieurs bancs à l'extrême gauche. — A gauche, au centre et à droite, MM. les députés se lèvent et applaudissent longuement.)*

M. le président. La parole est à M. Le Pen.

M. Jean-Marie Le Pen. Après la bouleversante intervention du vice-président de l'Assemblée nationale, je serai bref.

Il convient cependant, au moment où l'on répare, là encore, les dommages causés par le terrorisme métropolitain, de présenter quelques observations indispensables. Car, mes chers collègues, il ne suffit point de réparer, il faut prévenir. Or, dans ce domaine, force m'est de constater que, malgré les efforts que nous étions en droit d'attendre de la part d'un gouvernement disposant d'une forte majorité parlementaire et d'une stabilité ministérielle indiscutable, n'ont point été prises les mesures indispensables pour juguler le terrorisme.

Tout le monde s'accorde à condamner une des formes les plus abjectes de l'action politique qui consiste, tel le rapt d'enfants, à s'attaquer, non point tellement aux gens que l'on vise, mais à leurs enfants, à leur femme et à leurs parents, tendant ainsi à les tenir sous le joug en les atteignant dans les sentiments les plus nobles de l'homme.

Mes chers collègues, pour ce genre d'individus, aucune pitié n'est, à mon sens, souhaitable. Il convient que la justice soit d'abord rendue aux innocents avant que de l'être aux coupables.

C'est pourquoi j'approuve le projet de loi déposé par le Gouvernement, tendant à la réparation des atrocités commises sur le sol même de la France. Mais je déclare que ce texte n'aurait aucun sens si le Gouvernement ne manifestait pas, dans le même moment, son intention très ferme de faire cesser ces méthodes dignes de la barbarie des siècles lointains, car il eût fallu, mes chers collègues, donner la municipalité de Chicago à M. Al Capone s'il suffit de tirer à la mitrailleuse dans la rue pour devenir un interlocuteur. *(Applaudissements à droite et sur de nombreux bancs à gauche et au centre.)*

Il convient donc, s'il en est besoin, que le Gouvernement demande à sa majorité les pouvoirs spéciaux nécessaires pour éliminer ce chancre qu'est le terrorisme métropolitain et qu'il prenne toutes dispositions, aussi sévères soient-elles, pour que l'on puisse enfin se promener librement et que les travailleurs d'origine nord-africaine ne soient point obligés de vivre dans la terreur permanente de la mort, entassés dans leurs hôtels, contraints de payer de leur sueur les armes qui seryrnt plus tard à les abattre.

Mes chers collègues, cela est décidément intolérable, et il faut que cela cesse! *(Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)*

M. le président. La parole est à M. Djebbour.

M. Ahmed Djebbour. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, c'est au nom des victimes du terrorisme que je prends la parole aujourd'hui. Et je peux le faire, car je suis un de ces victimes.

Il s'agit d'indemniser les victimes civiles du terrorisme. Je vous dirai, tout d'abord, que ce projet de loi est incomplet, car il ne faut pas craindre de dire que la rébellion est

maitresse dans les banlieues ouvrières de Paris et de toutes les grandes villes métropolitaines.

Je ne crains pas de le dire, car j'estime que le Gouvernement n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme au terrorisme en métropole. Quoique le rapporteur ait fait état d'une amélioration, et quoique l'on prétende que le terrorisme est en régression, je puis, hélas! bien dire qu'au contraire, tous les jours — je suis en contact avec les masses ouvrières nord-africaines au travers de la métropole — on déplore des attentats depuis la grenade lancée dans un bar jusqu'à l'étranglement et la victime jetée dans la Seine.

Les milieux ouvriers musulmans se demandent avec moi quel sort sera réservé aux terroristes, car jusqu'à présent, pas une seule condamnation à mort n'a été prononcée.

Je demande au Gouvernement quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme au terrorisme dans la métropole. (Applaudissements au centre droit et sur quelques bancs à gauche, au centre et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Sahnouni.

M. Brahim Sahnouni. Monsieur le ministre, je suis venu à Paris pour un combat: l'Algérie française.

Jamais, je ne me mettrai à genoux; jamais je ne baiserais les babouches de Fehrat Abbas!

Je vous le dis les yeux dans les yeux, jamais Sahnouni, député des Aurès, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, croix de la valeur militaire, ne s'inclinera devant la rébellion!

A vous d'oser! A vous d'agir! A vous d'avoir le courage de dire: « Algérie française » et l'Algérie est une province française!

Je m'excuse, je ne suis pas un orateur de la classe de M. Paul Reynaud, de M. Georges Bidault ou de mon ami M^e Mallem, mais je vous demande d'avoir le courage d'oser; vous avez des atouts, « à vous de jouer » et l'Algérie restera une province française. (Applaudissements au centre droit.)

A vous de ne pas nous abandonner. Vous, Français de la métropole, vous avez l'habitude de promettre et de parler beaucoup; il faut avoir le courage d'agir.

Vive la France! Vive l'Algérie française! (Applaudissements au centre droit et sur de nombreux bancs au centre et à droite.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. Je tiens à remercier nos trois collègues d'Algérie de leurs interventions fort émouvantes. Je tiens également à répondre à M. Le Pen.

Je ne désire ni prodiguer les paroles ni multiplier les promesses, selon l'excellent conseil de M. Sahnouni. Le rôle du ministre des anciens combattants est de veiller...

M. Brahim Sahnouni. Osez, monsieur le ministre, osez!

M. le ministre des anciens combattants. ... à l'indemnisation des victimes. C'est un rôle bienveillant, humain, mais ce n'est pas exactement celui des ministres auxquels s'adressait votre intervention et à qui je rapporterais fidèlement vos propos.

Je puis en tout cas affirmer que le premier gouvernement de la V^e République a beaucoup plus agi, me semble-t-il, qu'il n'a fait de promesses et qu'il n'a parlé.

Il s'est évertué à combattre le terrorisme en Algérie et dans la métropole. Vous voudriez, évidemment, que ce terrorisme soit à son terme, que notre lutte ait abouti, que le succès soit là. Eh bien! par un effort commun et dans l'esprit même qui vous anime, soyez certain que nous aboutirons enfin au succès. (Applaudissements.)

Je voudrais, maintenant, dire quelques mots à ceux de nos collègues qui viennent d'Algérie.

Le problème de l'indemnisation des victimes civiles d'attentats en Algérie me préoccupe beaucoup. Comme l'a très bien indiqué M. le rapporteur, la question est actuellement régie par une décision de l'Assemblée algérienne homologuée par un décret du 30 juillet 1955. Cette législation est très différente de celle que nous allons appliquer aux victimes d'attentats commis dans la métropole. Elle s'inspire de la législation sur les accidents du travail.

Alor, que pour les victimes civiles d'attentats en métropole nous allons accorder, suivant le principe applicable en France, des pensions correspondant aux dommages physiques qu'elles ont subis, et cela quelle que soit leur situation de fortune ou leur profession, la législation algérienne qui s'inspire de celle sur les accidents du travail prévoit que les salariés, par exemple, touchent, durant tout le temps des soins et de l'hospitalisation, une indemnité journalière égale à 50 p. 100 du salaire. Après consolidation, et en cas d'incapacité de travail, le requérant a droit à une rente égale au salaire annuel multiplié par le taux d'invalidité. Vous voyez combien cette législation est différente de celle du code dont j'ai la charge.

En ce qui concerne les veuves et les orphelins, la législation métropolitaine est infiniment plus généreuse.

Je suis, à ce sujet, en train de consulter les autorités responsables en Algérie. Je serai très heureux de connaître également l'opinion de nos collègues représentant l'Algérie au Parlement français. Je leur demande de venir me voir et de me donner leur sentiment sur ce que nous devrions faire.

Devons-nous maintenir le régime local appliqué jusqu'ici en Algérie ou devons-nous y appliquer une législation analogue à celle que nous élaborons en ce moment pour les victimes d'attentats en métropole? Je vous demande, mes chers collègues, de venir me voir nombreux pour me donner votre avis, conformément à la collaboration qui doit s'instituer normalement entre le législatif et l'exécutif. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Sahnouni.

M. Brahim Sahnouni. Monsieur le ministre, nous ne doutons pas de votre parole.

Mais la presse française nous fait beaucoup de mal. Il vous appartient, ainsi qu'à votre Gouvernement, de montrer que vous êtes un vrai ministre, un vrai Gouvernement de la V^e République. Nous sommes derrière vous; nous sommes pour l'Algérie française. Nous avons eu le courage de prendre position, ayez vous-mêmes le courage d'agir. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Portolano.

M. Pierre Portolano. Monsieur le ministre, vous nous avez invités à aller vous voir. Mes collègues et moi-même en prenons acte et vous en remercions.

Nous vous demanderons prochainement un rendez-vous pour mettre au point ces questions qui ne nous ont pas échappé, mais que nous n'avons pas voulu évoquer pour ne pas alourdir le débat ni retarder le vote du projet.

M. le ministre des anciens combattants. C'est cela.

M. Pierre Portolano. Mais dès maintenant nous vous demandons d'être notre interprète auprès du Gouvernement pour faire en sorte, avant que nous n'arrétions les modes définitifs de réparation, que les dossiers des victimes civiles d'Algérie soient réglés.

Certes, il de nombreux dossiers qui ont fait l'objet de décisions définitives, mais les réparations pécuniaires qui en découlent ne sont pas encore venues. Nous vous adressons à ce sujet un appel pressant. Des colons, par exemple, ont été obligés d'abandonner leur exploitation. Il y a des veuves, des orphelins sur lesquels se penche la sollicitude théorique de l'Etat, mais qui attendent encore la pension qui leur est due.

Il est aussi des dossiers qui ne sont pas encore réglés même d'une façon formelle, car, il faut bien le dire, certains fonctionnaires, si louables soient-ils par ailleurs, appliquent en ces matières, qui sont d'un intérêt primordial, des méthodes qui relèvent plus de Courteline que des événements d'Algérie.

Persuadés de votre bonne volonté, monsieur le ministre, et répondant à son appel, nous vous demandons, avant notre rendez-vous et dès à présent, de vouloir bien intervenir dans le sens que nous préconisons auprès du Gouvernement que vous représentez ici. (Applaudissements au centre droit.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Les personnes de nationalité française ayant subi en métropole, depuis le 31 octobre 1954 et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté interministériel, des dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements survenus en Algérie ont, ainsi que leurs ayants cause, droit à pension dans les conditions prévues pour les victimes civiles de la guerre par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

« Elles bénéficieront également des droits accessoires, des avantages et des institutions définis aux articles L. 136 bis et L. 224 ainsi qu'aux livres III (titres III et IV) et V du code susmentionné. »

M. Lacaze a présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, un amendement n° 1 tendant, dans le premier alinéa de l'article 1^{er}, à substituer aux mots: « des dommages physiques », les mots: « des dommages tant dans leurs personnes que dans leurs biens ».

La parole est à M. Lacaze.

M. le rapporteur. Mes chers collègues, devant les assurances données par le Gouvernement et afin d'éviter un alourdissement du texte et un retard des indemnisations attendues, la commission retire cet amendement.

Elle le fait d'autant plus volontiers que nous envisageons tous d'une façon favorable une modification de la législation et que la décision prise en 1955 par l'Assemblée algérienne prévoyait l'indemnisation des dommages dans les personnes et dans les biens.

M. le président. L'amendement n° 1 est donc retiré.

M. Lacaze, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a déposé un amendement n° 2 tendant à compléter comme suit le deuxième alinéa de l'article 1^{er} :

« et en outre des dispositions des articles L. 488 à L. 490 du même code lorsque le décès sera survenu à la suite d'une participation directe de la victime à la lutte contre un acte de terrorisme, soit de sa propre initiative, soit en vertu d'une réquisition ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. J'ai sommairement exposé, dans mon rapport, la raison du dépôt de cet amendement qui a trait à la mention « Mort pour la France ».

La commission entend ainsi marquer sa sollicitude à l'égard de ceux qui ont fait un acte de courage et de volontariat dans la lutte contre le terrorisme.

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. Je demande à M. le rapporteur de retirer cet amendement puisque celui-ci est lié à la décision prise tout à l'heure de demander au Gouvernement de déposer un projet d'ensemble accordant la mention « Mort pour la France », en ce qui concerne la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et la métropole.

A propos de la nouvelle notion introduite par la commission dans ce seul projet, et en vertu de laquelle la mention « Mort pour la France » serait accordée « lorsque le décès sera survenu à la suite d'une participation directe de la victime à la lutte contre un acte de terrorisme, soit de sa propre initiative, soit en vertu d'une réquisition », j'indique qu'à première vue — mais peut-être les discussions, notamment en commission, nous amèneront-elles tout de même à la retenir — cette idée me paraît un peu compliquée.

Juger de la participation exacte d'une victime à la répression du terrorisme, apprécier si elle a été active ou passive, me paraît difficile.

Il se pourrait toutefois que nous accordions la mention « Mort pour la France » d'une façon très large, comme on l'a fait pour les victimes évitées de 1939-1945.

Je puis vous donner l'assurance que, lorsque nous reverrons l'ensemble du problème, je serai dans des dispositions au moins aussi libérales que les auteurs de l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Devant les promesses de M. le ministre, la commission retire son amendement.

M. le président. L'amendement n° 2 est retiré.

Je suis saisi d'un amendement n° 3 présenté par M. Lacaze, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, tendant à compléter l'article 1^{er} par le nouvel alinéa suivant :

« Un règlement d'administration publique fixera les conditions de réparation des dommages aux biens ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement était la conséquence de l'amendement n° 1. Celui-ci ayant été retiré, l'amendement n° 3 n'a plus d'objet.

M. le président. L'amendement n° 3 est donc retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 2 et 3.]

M. le président. « Art. 2. — Pour l'application des dispositions de l'article premier ci-dessus, ouvrent droit à pension les infirmités ou le décès résultant :

« 1° de blessures reçues ou d'accidents subis du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements d'Algérie mentionnés audit article ;

« 2° de maladies contractées du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les mêmes événements.

« Lorsque la blessure, l'accident, la maladie ou la mort sont dus à une faute inexcusable de la part des victimes ils ne donnent droit à aucune indemnité.

« Ne sont pas considérés comme faute inexcusable de la victime au regard des personnes mentionnées à l'article pre-

mier de la présente loi, le suicide ou la tentative de suicide s'ils sont survenus à l'occasion ou sous la menace d'un enlèvement ou de tout autre acte de violence. »

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 3. — Sont exclus du bénéfice des dispositions de la présente loi, les personnes ou leurs ayants cause qui auront participé directement ou indirectement à des attentats ou à tous autres actes de violence en relation avec les événements d'Algérie mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus. » — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 8 —

REPARATION DES DOMMAGES PHYSIQUES SUBIS EN METROPOLE PAR DES MILITAIRES PAR SUITE DES EVENEMENTS D'ALGERIE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi n° 137 relatif à la réparation des dommages physiques subis en Métropole par les personnels militaires des forces armées françaises par suite des événements qui se déroulent en Algérie.

La parole est à M. Jean Le Duc, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Jean Le Duc, rapporteur. Mesdames, messieurs, voici le troisième volet du triptyque signalé par M. Lacaze.

Des militaires des armées françaises ont été victimes d'attentats ou d'actes de violence ayant entraîné leur décès ou une atteinte à leur intégrité physique. Parmi les personnels militaires, certains, du fait des missions qui leur ont été confiées, voire même de leur seule qualité de militaire, se sont trouvés et se trouvent encore soumis à des risques graves. Le nombre des victimes militaires connu est évalué par le ministre des forces armées à dix.

Les attentats dont ils ont été victimes obéissent manifestement à un mot d'ordre du F. L. N., car ils se sont produits en même temps que d'autres attentats, comme les incendies des installations pétrolières, et ils ont tous eu lieu à peu près au même moment, c'est-à-dire dans le mois qui a précédé le référendum, et cela, manifestement, pour influencer l'opinion. Ils ont d'ailleurs tous eu lieu dans le même quartier, le quartier de la gare de Lyon à Paris, et ont été perpétrés sur des militaires qui regagnaient leur corps après leur permission.

Il apparaît équitable de traiter ces personnels de la même manière que les fonctionnaires des services actifs de la sûreté nationale exposés aux mêmes risques qui subissent des dommages physiques du fait d'attentats ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements survenus en Algérie.

Ces dommages physiques — qui donnent lieu à des pensions d'ayants cause ou des pensions d'invalidité, selon le cas — sont actuellement indemnisés au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre dans les conditions prévues pour les militaires « hors guerre », c'est-à-dire le régime du temps de paix.

Au surplus, pour ouvrir droit à une pension, l'attentat ou l'acte de violence devrait avoir été subi au cours du service ou au cours du trajet aller ou retour du corps au lieu de permission. Mais, par une décision administrative bienveillante, il a été admis de reconnaître le droit à pension, même en dehors du service, lorsque par leur seule qualité de militaires — militaires en uniforme ou militaires en civil notamment connus — ces personnels militaires se sont trouvés les victimes désignées de l'attentat.

L'ordonnance n° 59-66 du 7 janvier 1959 a étendu aux personnels de police, victimes de dommages physiques en relation avec les événements d'Algérie, les avantages accordés aux victimes civiles de la guerre.

Il a été estimé équitable d'accorder les mêmes avantages aux personnels militaires des armées qui, du fait des missions qui leur sont confiées ou par leur seule qualité de militaire, se trouvent soumis aux mêmes risques que les personnels de police.

Par rapport à leur régime d'indemnisation actuel, les droits et avantages complémentaires qui seront accordés à ces militaires et à leurs ayants cause sont les suivants :

a) Droit à pension des militaires atteints d'une invalidité.

Bénéfice de l'article L. 5 du code (minimum indemnisable en cas de maladie à partir de 10 p. 100 au lieu de 30 p. 100).

Bénéfice de l'article L. 15 du code (application de la jurisprudence du conseil d'Etat).

Bénéfice de l'article L. 37 (allocations spéciales aux grands mutilés) dans les conditions prévues pour les victimes civiles de la guerre, c'est-à-dire qu'outre les infirmités nommément désignées (amputation, cécité, paraplégie) qui seules ouvrent droit à ces allocations aux militaires du temps de paix, les intéressés pourront en bénéficier pour toutes autres infirmités dès lors que le pourcentage d'invalidité prévu par la loi sera atteint (85 p. 100 pour le porteur d'une seule infirmité).

b) Droit à pension des veuves :

Les conditions générales d'ouverture du droit à pension de veuve sont prévues à l'article L. 43 du code. Mais, dans cet article, une disposition (faisant l'objet du 7^e alinéa) ne s'applique, sauf disposition expresse contraire « qu'aux femmes ayant épousé un mutilé de guerre ou d'expéditions déclarées campagnes de guerre ».

L'article L. 43 étant intégralement appliqué aux veuves des personnels de police (Cf. ordonnance du 7 janvier 1959), est également étendu, en son entier, aux militaires victimes d'attentats en métropole.

Les veuves ou les orphelins de ces militaires bénéficieront en outre de la sécurité sociale dans les conditions prévues à l'article L. 136 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

c) Bénéfice des articles L. 488 à 490 du code :

Mention « Mort pour la France » en cas de décès du militaire.

d) Dispositions spéciales prévues par l'article L. 224 du code en faveur des fonctionnaires victimes civiles de la guerre dont les droits à pension d'invalidité sont fixés dans les conditions prévues aux articles L. 100 à L. 104 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Ces dispositions ne peuvent intéresser que les militaires non de carrière.

Enfin, je n'insiste pas sur les droits et avantages accessoires prévus au livre III, titres III et IV, du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, car ils sont déjà détaillés dans le rapport n° 483 qui vous a été distribué.

Il paraît équitable que ces personnels en dehors du droit à pension du régime du temps de paix dont ils bénéficient au titre du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre jouissent des avantages attachés à la qualité de victimes civiles de la guerre et bénéficient de la mention « Mort pour la France » en cas de décès.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales s'est prononcée — à l'unanimité, je le précise — en faveur du projet. En effet, contrairement à ce qui a été imprimé dans le rapport, les commissaires socialistes n'ont pas voté contre.

Ils ont, en revanche, présenté une observation qui n'a pas été retenue par la commission. Elle visait à étendre aux militaires tués dans les conditions que je viens de définir le bénéfice de la loi n° 55-1074 du 6 août 1955 relative aux avantages accordés au personnel militaire participant au maintien de l'ordre.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Les militaires des forces armées françaises ayant subi en métropole, depuis le 31 octobre 1954 et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté interministériel, des dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements survenus en Algérie ont, ainsi que leurs ayants cause, droit à pension dans les conditions déjà prévues à leur égard par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre complétées par les articles 5, 15, 37 et 43 dudit code.

« Ils bénéficieront également des droits accessoires, des avantages et des institutions définis aux articles L. 136 bis, L. 224 et aux livres III (titres III et IV) et V du code susmentionné et, en outre, des dispositions des articles L. 488 à L. 490 du même code. »

M. Pierre Bourgoïn a déposé un amendement n° 1 tendant à rédiger cet article comme suit :

« Sont applicables aux militaires des forces armées françaises ayant subi en métropole, depuis le 31 octobre 1954 et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté interministériel, des dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements survenus en Algérie, ainsi qu'à leurs ayants cause, les dispositions de la loi n° 55-1074 du 6 août 1955 modifiée et complétée par l'ordonnance n° 59-261 du 4 février 1959. »

La parole est à M. Bourgoïn.

M. Pierre Bourgoïn. J'ai demandé que le projet de loi n° 137 soit ainsi amendé pour les raisons suivantes :

D'abord, parce qu'il institue deux régimes différents de pensions et qu'il distingue deux catégories de militaires, alors que la décision du 9 février 1959 relative à la défense de la Communauté précise dans son article unique que l'armée chargée de la défense de la Communauté est une.

Ensuite, il permet des injustices vraiment intolérables, dont l'effet sur le moral de l'armée peut être désastreux. En effet, si nous adoptons le projet de loi nous pouvons en arriver à la situation suivante : que le colonel Bigeard ou le général Massu, en permission en France, soient assassinés, ils seront alors considérés comme des victimes civiles de la guerre. Est-ce admissible ?

Notre armée est une, et ceux que nous plaçons sous un uniforme qui les désigne aux coups des terroristes ont des droits qu'il ne nous appartient en aucune manière de différencier.

Voynons les faits. Deux possibilités s'offraient à nous pour reconnaître les droits des militaires tués en France par le terrorisme. D'une part, la référence à la loi du 6 août 1955 relative aux avantages accordés aux personnels militaires participant au maintien de l'ordre dans certaines circonstances. D'autre part, la référence à la loi du 7 janvier 1953, qui offre aux personnels de police, à la suite des dommages subis par eux en métropole du fait des événements d'Algérie, des réparations dans les conditions prévues pour les victimes civiles de la guerre. Le projet de loi n° 137 a choisi d'assimiler les militaires aux civils en la circonstance.

On peut se demander pourquoi le Gouvernement n'a pas préféré le texte de la loi de 1953. C'est qu'à l'origine ce texte ne s'appliquait qu'aux militaires servant hors la métropole. Des décrets particuliers ont permis successivement de le mettre en vigueur pour l'Indochine, le Cameroun, la Tunisie, le Maroc et enfin l'Algérie, mais il n'est pas applicable en métropole.

Pourquoi ? Parce que la métropole, officiellement, n'est pas en guerre ! Nous nous rendons tout compte ici, alors que cent musulmans sont assassinés tous les jours, que nous ne sommes pas en guerre ! Bien entendu, la population n'est pas avertie ! Elle croit sans doute encore qu'on maintient les jeunes recrues pendant trente mois sous les drapeaux et qu'on mobilise des classes uniquement pour les perfectionner dans l'épluchage des pommes de terre, et non pour faire la guerre ! C'est une maladresse du Gouvernement de ne pas reconnaître les faits tels qu'ils sont en réalité.

La France sait qu'elle est en guerre et tous les Français mobilisés doivent bénéficier d'avantages équivalents quand ils ont été victimes d'attentats.

Le Gouvernement a peut-être reculé devant les incidences financières qu'entraînerait l'application de la loi de 1953. Celles-ci — M. le rapporteur vient de le souligner — ne sont pas bien grandes.

En effet, si la loi de 1955 accorde quelques avantages supérieurs à ceux prévus par le texte de 1959, il convient de noter, ainsi que l'a aussi souligné M. le rapporteur, que les victimes sont au nombre de dix seulement et que ce ne sont pas les secours aux orphelins qu'elles laissent ou les pensions d'invalidité à payer qui risquent de beaucoup endetter le pays.

Je propose donc, en modifiant l'article 1^{er} du projet, d'accorder sans réticence aux militaires victimes du terrorisme en métropole le bénéfice de la loi du 6 août 1955 et des textes subséquents exactement comme il est reconnu à tous les militaires victimes du terrorisme, où qu'ils soient. (Applaudissements à gauche, au centre et sur divers bancs.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. J'ai déjà donné l'avis de la commission. Le projet du Gouvernement a été voté à l'unanimité.

Le groupe socialiste, par la bouche de M. Darcheourt, a bien repris l'amendement de M. Bourgoïn mais ce texte n'a pas été accepté par la commission.

Il appartient maintenant au Gouvernement de se prononcer et à l'Assemblée de décider.

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. Je demande au colonel Bourgoïn de bien vouloir retirer son amendement.

Il s'agit d'une discussion purement juridique.

Certes, il y a du côté du colonel Bourgoïn comme du mien, certains désirs de répondre à des exigences morales ou pratiques. En effet, l'exigence morale, pour le colonel Bourgoïn, c'est l'unité de l'armée : il n'y a pas de raison de traiter différemment un militaire selon qu'il se trouve en métropole ou en Algérie.

De mon côté, c'est un désir d'efficacité qui me pousse : la matière des pensions et de leurs accessoires étant déjà traitée, quel est le texte qui nous permettra d'obtenir, par la suite,

pour les combattants ou, plutôt les anciens combattants d'Algérie, le maximum d'avantages ? Je ne puis oublier que je suis ministre des anciens combattants.

Je demande donc au colonel Bourgoïn de comprendre ma position et celle du Gouvernement.

Il vient d'indiquer que son amendement n'aurait pas une incidence financière importante.

En effet, les différences au fond entre la loi du 6 août 1955 — je suis bien placé pour la connaître puisque j'ai été l'un de ses rédacteurs — et le texte qui vous est soumis ne sont pas considérables. Elles portent essentiellement sur la présomption d'origine en cas de maladie. Or les victimes d'attentats ne souffrent pas, d'ordinaire, de maladies, mais, la plupart du temps, de blessures.

J'ajoute qu'il se pose aussi un problème touchant mes services de transfert et sépulture des corps des décedés. Sur ce point, les divergences entre les deux textes ne sont pas non plus importantes : dans le cas d'un attentat en métropole, le problème du transfert du corps ne se pose pas de la même façon que pour un militaire servant en Algérie, ce que nous avions prévu dans la loi du 6 août 1955. Les différences sont donc minimes.

L'important, comme l'a rappelé le colonel Bourgoïn, c'est que le Gouvernement ne peut considérer que des opérations militaires se déroulent en métropole. Par suite, y étendre la législation du 6 août 1955 qui vise un théâtre d'opérations — on ne dit pas de guerre, mais de maintien de l'ordre — est juridiquement difficilement défendable.

Je répète que si nous avons voulu appliquer la même législation aux militaires et aux policiers c'est parce qu'il s'agit en métropole, dans un cas comme dans l'autre, notamment pour les gendarmes, d'opérations très semblables en service commandé. Nous leur accordons par le texte que vous êtes appelés à voter un régime plus favorable que celui appliqué aux militaires hors guerre. C'est bien le problème qu'a signalé très justement M. le rapporteur.

On a évoqué le cas du général Massu. S'il était victime d'un attentat dans la métropole, il bénéficierait du régime des militaires hors guerre. Nous voudrions par notre texte lui accorder — ce qu'à Dieu ne plaise — un traitement plus favorable. Mais est-ce une raison pour choisir exactement la législation applicable aux territoires d'opérations militaires ? Je ne pense pas que ce soit nécessaire. Ce serait même peut-être néfaste car je poursuis actuellement des négociations pour essayer de reconnaître à tous ceux qui reviennent d'Algérie, non pas le titre de combattant, puisqu'il paraît qu'on ne pourra le leur reconnaître, mais du moins une distinction. Elle serait accordée notamment aux blessés et à ceux qui auraient obtenu la « Valeur militaire » ou une attestation particulièrement élogieuse du commandement. Cela leur créerait des titres pour obtenir les avantages sociaux de l'office national des anciens combattants dont les anciens d'Algérie ne relèvent pas jusqu'à présent s'ils ne sont pensionnés. Si l'Assemblée nationale entend voir appliquer en métropole toute la législation propre à l'Algérie, si elle donne ce premier exemple, je rencontrerai de plus grandes difficultés dans les négociations à mener pour réaliser le projet que je viens d'évoquer.

Pour ma part, je crois qu'il faut maintenir une différence de législation entre ceux qui servent en Algérie et ceux qui servent en métropole dès lors qu'il ne s'agit pas de réparation pure.

C'est pourquoi je demande au colonel Bourgoïn de se rendre à mes raisons, afin de ne pas compliquer l'effort que j'accomplis présentement en faveur des anciens d'Algérie, et de retirer son amendement.

M. François-Valentin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. François-Valentin.

M. François-Valentin. M. le ministre des anciens combattants ne s'entendra pas de m'entendre souligner l'importance extrême de l'amendement de notre collègue Bourgoïn.

A mon tour, je demande à M. le ministre de ne pas maintenir sa position et, au contraire, d'accepter le texte de l'amendement déposé et soutenu par M. Bourgoïn.

Il est en effet juridiquement surprenant et moralement inacceptable de demander à l'Assemblée nationale et au Parlement d'assimiler les militaires tombés victimes du terrorisme — parce qu'ils sont militaires — à des civils. C'est pourtant très exactement ce que le texte dont nous sommes saisis nous demande de faire, car par delà les développements spéculativement juridiques et les formules, développées très heureusement d'ailleurs par M. le rapporteur dans son analyse, nous retrouvons les termes mêmes du bref exposé des motifs du Gouvernement : les militaires seraient assimilés aux civils quant à la réparation des dommages qu'ils pourraient subir en métropole du fait du terrorisme.

Du seul point de vue juridique, cette conception paraît étrange et ajoute encore à l'in vraisemblable complexité de la législation en matière de pensions. A part peut-être quelques spécialistes éminents, il n'est certainement personne dans cette Assemblée qui soit actuellement capable de suivre avec clarté le cheminement des dossiers.

Tant entre les articles L et les articles R du code des pensions il semble que l'on se soit ingénié à compliquer les choses.

El voici qu'on nous demande d'entériner une complication supplémentaire : Deux soldats victimes des balles du terrorisme ne connaîtront pas le même régime, les mêmes L ou les mêmes R du code des pensions, parce que l'un sera tombé dans la métropole et l'autre hors de la métropole.

Mais, par-delà ce problème juridique sur lequel, monsieur le ministre, vous voudriez nous maintenir, il y a fondamentalement un problème moral. Or, ce qu'a dit le colonel Bourgoïn est d'une gravité qui doit apparaître à tous dans cette enceinte.

Par la première décision prise par le Président de la Communauté, il a été affirmé — et il ne pouvait pas être affirmé autre chose — que l'armée est une, l'armée de la République française et l'armée de la Communauté. Et le premier acte législatif qu'on nous demande d'avalliser en ce domaine aurait pour conséquence de briser cette unité et d'établir des régimes différents pour des hommes qui, portant le même uniforme, tomberaient sous les mêmes coups !

Il n'est pas possible que nous prenions une pareille décision. Elle serait de nature à porter au moral de l'armée un coup certain et à l'idée même que nous devons tous nous faire de la solidarité de tous ceux qui portent glorieusement l'uniforme.

Si, par hasard, monsieur le ministre, vous maintenez votre proposition et si l'Assemblée paraissait devoir vous suivre, alors je vous demanderais en grâce la permission de saisir pour avis la commission de la défense nationale et des forces armées, afin qu'elle examine ce problème dans son ensemble et qu'elle puisse rapporter officiellement devant l'Assemblée un avis sur la nature duquel, d'ailleurs, je ne me fais aucun doute. *(Applaudissements de l'extrême gauche à la droite.)*

M. Fernand Darchicourt. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Darchicourt.

M. Fernand Darchicourt. Mes chers collègues, je veux tout d'abord remercier M. le rapporteur de la précision qu'il a fournie à la tribune sur l'attitude des représentants socialistes à la commission.

Présentés, dans le rapport écrit, comme ayant voté contre le projet, nous avons seulement entendu voter contre l'article 1^{er}, rejoignant ainsi le point de vue de notre collègue M. Bourgoïn, après avoir vainement tenté de faire valoir, avec sans doute beaucoup moins d'éloquence que notre collègue M. François-Valentin, les raisons qui militaient en sa faveur.

Nous nous sommes trouvés en présence d'une attitude à peu près semblable à celle de M. le ministre des anciens combattants. Des textes d'ordre juridique nous ont été opposés. On a donc développé, comme M. le ministre il y a un instant, une thèse purement administrative et sèchement administrative.

Or, en la circonstance, à notre avis, le soldat qui du fait de son uniforme est exposé aux mêmes coups doit bénéficier, en métropole, des mêmes dispositions qu'en Algérie, parce que l'armée est une. Nous n'avons pas été suivis. M. le ministre vient de reprendre à son compte l'argumentation qui vous a été opposée, en invoquant des raisons de droit.

Mais, monsieur le ministre, s'il y a le droit, il y a aussi le fait et en certaines circonstances le fait doit peut-être se substituer au droit actuel.

En tout cas, le rôle de l'Assemblée est de légiférer, donc de déterminer le droit. A mon sens, elle ferait preuve d'une grande sagesse en adoptant l'amendement de M. Bourgoïn qui rejoint exactement la position prise par les socialistes au sein de la commission et qui les avait précisément amenés à voter contre l'article 1^{er} en réservant toutefois leur vote favorable à l'ensemble du projet. *(Applaudissements à l'extrême gauche et sur de nombreux bancs à gauche, au centre et à droite.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. Mes chers collègues, si l'on se place sur le terrain de l'éloquence et si l'on considère que je me situe sur le terrain de la sécheresse administrative *(Protestations à droite)*...

Excusez-moi, mais c'est ce qu'ont dit vos honorables collègues.

... Il est bien difficile de discuter raisonnablement d'un texte. Or il ne s'agit ni d'éloquence ni de sécheresse administrative.

Il est si pen vrai que le moral de l'armée soit atteint que le dépôt du texte qui vous est soumis a été demandé par le minis-

tère des armées. En outre, je dois indiquer que, lorsque je suis allé en Algérie, il m'a été également demandé avec beaucoup d'insistance par le commandement. On m'a déclaré : « Puisque certains avantages en matière de pensions ont été accordés au personnel de police lorsqu'il sert en métropole, nous demandons l'alignement ». C'est tout ce qui m'a été demandé.

Soyez certains, mes chers collègues, que la notion de théâtres d'opérations est familière à l'armée et que celle-ci n'a jamais estimé que son moral fût atteint en quoi que ce soit parce que, sur tel théâtre, elle ne jouissait pas des mêmes avantages que sur tel autre.

Evidemment, l'on doit se soucier du moral de l'armée. Encore faut-il que cela corresponde à une réalité.

J'affirme sur l'honneur, d'après les renseignements que je possède, que le moral de l'armée n'est nullement en cause.

Il est préférable, juridiquement, et pour des raisons de fait, monsieur Darchicourt — puisque vous parlez de raisons de fait — que nous ayons une législation s'appliquant aux attentats commis en métropole contre le personnel de police commandé, qu'il soit civil ou militaire, et que nous ayons d'autre part, en ce qui concerne l'Algérie — pour les forces armées, cette fois — une autre législation, car l'assimilation, du point de vue législatif, rendra certainement plus difficile, sur le terrain des faits, la tâche du ministre des anciens combattants pour obtenir, en faveur des « anciens d'Algérie », des avantages nouveaux tenant à cette qualité.

M. le président. La parole est à M. François Valentin.

M. François-Valentin. Je regrette, monsieur le ministre, que vous n'ayez pas mieux saisi l'inspiration d'une pensée qui nous unit tous sur ces banes, car, vous avez pu le constater, une unanimité s'est faite dans un sentiment qui est profond et qui touche à quelque chose d'essentiellement moral.

Vous venez d'apporter un démenti à une formule que j'avais employée peut-être avec un peu de rapidité, en faisant état d'une demande dont vous auriez été saisi de la part du commandement afin que cette loi soit votée.

Permettez-moi de vous dire qu'il doit y avoir une confusion et que vous avez été effectivement saisi d'un vœu très vif pour qu'une loi intervienne afin qu'il y ait réparation des actes causés aux militaires en métropole, mais que, très vraisemblablement, ce n'est pas spécialement ce texte qui a été réclamé, puisque, sauf erreur, il n'a finalement été établi et déposé qu'à la suite d'un arbitrage inspiré par un certain nombre de préoccupations d'un autre ordre que celles qui, en cette minute, nous animent.

Ainsi donc, il n'est pas douteux que si nous sommes d'accord pour estimer, comme le commandement, nécessaire et urgent que la loi répare les dommages physiques causés par le terrorisme à des militaires en métropole, il n'en reste pas moins qu'il y a un intérêt majeur à ce que cette réparation s'inspire des principes mêmes qui, dès 1955, étaient adoptés par le législateur.

Pourquoi, en 1955, a-t-on limité les effets de la loi aux territoires autres que la métropole ? Pour une raison de fait ; parce que, effectivement, à ce moment-là, le terrorisme n'avait pas encore fait sentir ses ravages en métropole et que chacun pensait que jamais il ne serait capable d'y faire sentir les effets de sa présence.

Dans ces conditions, il n'y avait aucune raison pour que la loi intervienne afin de prévoir la réparation de dommages dont personne n'imaginait qu'ils pourraient se produire.

En face de quoi nous trouvons-nous aujourd'hui ? D'une extension du terrorisme qui appelle l'extension de la législation. Tous ceux qui sont intervenus vous ont dit : « L'armée est une ». Nous vous disons de la même manière : « Le territoire est un ».

De la même manière, nous vous disons : « Que la loi soit la même partout ». (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. S'il s'agit maintenant de l'unité du territoire, comment voulez-vous poursuivre cette discussion ? (Murmures.)

Je vous oppose des arguments juridiques et vous me dites que je ne vous ai pas satisfaits. Comment ne vous saisis-je pas ? Ce que vous venez de dire me paraît, au contraire, répondre aux sentiments de la plupart des bons Français. Ce que je nie, c'est que cette querelle de sentiments se pose à propos de ce texte qui juridiquement et en fait, est préférable à celui que vous proposez. Voilà tout.

Quant aux sentiments que vous venez d'évoquer avec beaucoup d'éloquence, je m'y associe entièrement. (Exclamations.)

M. le président. La parole est à M. Palewski.

M. Jean-Paul Palewski. Permettez-moi de vous dire, monsieur le ministre, que vous commettez une erreur en vous accrochant uniquement à l'aspect juridique de l'affaire.

Nous sommes en ce moment dans une période très particulière de conflits à caractère révolutionnaire et subversif. (Applaudissements au centre droit et à droite.)

Nous ne pouvons donc pas appliquer la législation des guerres passées aux conflits actuels. (Très bien ! très bien ! au centre droit.)

Que ce soit en métropole, en Algérie ou en tout autre point du territoire, si des Français, qu'ils soient en uniforme ou non, tombent dans une guerre à caractère subversif et révolutionnaire, il faut que nous adoptions à leur égard des principes de réparation différents de ceux qui ont été adoptés jadis.

A la lumière de ces quelques observations, je vous demande donc, monsieur le ministre, de bien vouloir revoir ce problème de l'indemnisation des victimes du terrorisme, mais pas dans le sens d'une loi qui s'applique dans un territoire et non dans un autre, en distinguant entre victimes portant ou non un uniforme.

Tous les Français, en effet, quels qu'ils soient, lorsqu'ils combattent le terrorisme, ont des droits égaux en matière de réparation. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants.

M. le ministre des anciens combattants. Je m'en remets bien volontiers sur ce point à la sagesse de l'Assemblée. (Exclamations sur divers bancs.)

Je tiens toutefois à dire que l'intervention de M. Palewski va exactement à l'inverse de sa conclusion.

En effet, il vient de dire que les victimes doivent être indemnisées. Précisément, c'est ce dont il est question. Mais, victimes en métropole et militaires en Algérie, voilà la distinction. Or cette distinction est due à un conflit qui, tout de même, présente un caractère juridique particulier, vous le savez parfaitement.

Vous êtes trop ancien parlementaire, monsieur Palewski, pour ne pas savoir que l'ensemble des opérations dites « de maintien de l'ordre en Algérie » pose des problèmes juridiques délicats et des problèmes diplomatiques non moins délicats. C'est dans ce cadre que l'on est amené à établir des solutions juridiques qui sont évidemment particulières et assez nouvelles.

C'est cela que nous proposons et je crois que, juridiquement et en fait, nous avons raison. Mais je laisse, à l'Assemblée le soin de décider.

M. le président. La parole est à M. Halbout pour répondre au Gouvernement.

M. Emile-Pierre Halbout. Je désire répondre à l'argument mineur présenté il y a quelques instants par M. le ministre des anciens combattants, lorsqu'il prétendait que le fait d'indemniser suivant les lois en vigueur les militaires tombés en métropole empêcherait les militaires d'Algérie d'obtenir les mêmes avantages en ce qui concerne l'application de la législation des anciens combattants.

J'estime que la lutte est « une » puisque, pour ceux qui sont tombés à Paris, c'est l'uniforme qui a été la cause de leur mort ou de leurs blessures. Je ne crois pas, par conséquent, qu'il soit possible d'établir deux législations différentes. (Applaudissements.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1 de M. Bourgoïn.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le texte de cet amendement devient l'article 1^{er}.

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Pour l'application des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, ouvrent droit à pension les infirmités ou le décès résultant :

« 1^o De blessures reçues ou d'accidents subis du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements d'Algérie mentionnés audit article premier ;
« 2^o De maladies contractées du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les mêmes événements.

« Lorsque la blessure, l'accident, la maladie ou la mort sont dus à une faute inexcusable de la part des victimes, ils ne donnent droit à aucune indemnité.

« Ne sont pas considérés comme faute inexcusable de la victime au regard des personnes mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus le suicide ou la tentative de suicide s'ils sont survenus à l'occasion ou sous la menace d'un enlèvement ou de tout autre acte de violence. »
Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.
(L'article 2, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.
(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 7 —

AMNISTIE

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 190, 195).

La parole est à M. Maziol, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Jacques Maziol, rapporteur. Monsieur le président, mesdames, mes chers collègues, les nouvelles institutions que la France s'est données et l'espoir qu'elles ont fait naître dans le pays justifient de la part du législateur, à un tournant de l'histoire nationale, un geste de clémence pour célébrer l'avènement de la V^e République.

Après une période troublée, quand l'ordre est rétabli il faut savoir se pencher en arrière et considérer la confusion qui a pu alors régner dans les esprits non point pour justifier, mais pour expliquer peut-être certaines défaillances qui, sans ces circonstances, ne se seraient pas produites. Ensuite on retourne la tête vers l'avenir et on les a oubliées. C'est ce qu'est l'amnistie.

Est-il besoin de dire qu'elle concerne seulement le passé, puisque ce n'est que le passé qu'on peut oublier ? Je dois même dire que c'est un passé déjà assez éloigné. Cela d'ailleurs aura une importance lorsqu'il s'agira de trouver la date jusqu'à laquelle les infractions vont être oubliées, mais à partir de laquelle on se souvient encore.

Il est dans l'habitude des lois d'amnistie, en outre, d'effacer un certain nombre d'infractions bénignes par leur nature ou par les peines qui les sanctionnent. Alors, le législateur veut effacer les infractions dans le passé, mais veut le faire avec l'espoir qu'il engagera, dans l'avenir, des consciences neuves à demeurer sans tache. C'est là le sens véritable du geste de clémence du législateur.

Je ne veux pas reprendre dans le détail l'exposé du texte qui nous est soumis et des travaux de la commission parce que je sais déjà que nous allons être obligés de le relaire à l'examen des amendements qui vont vous être proposés.

Le rapport que vous possédez, puisqu'il a été distribué, est suffisamment explicite et compréhensible. Il me suffira de vous dire que ce texte comporte trois titres, le premier ayant trait à l'amnistie d'ordre général, le second à l'amnistie par mesure individuelle et le troisième aux effets de l'amnistie.

Sous réserve de la fixation de la date dont nous discutons tout à l'heure, notre commission a manifesté, en général, le souci d'étendre la portée de ce texte bien plutôt que de la restreindre, ce qui me paraît normal de la part de celle des deux assemblées qui se trouve le plus directement au contact du public.

Sous réserve des amendements que je vous proposerai au nom de la commission, je vous demande de voter le projet qui vous est soumis, dans l'espoir que notre geste de clémence, s'il est bien compris, contribuera à l'apaisement des esprits et au redressement du pays. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la Justice.

M. Edmond Mihaliet, garde des sceaux, ministre de la Justice. Mesdames, messieurs, vous êtes saisis du projet de loi d'amnistie que le Sénat a adopté le 2 juillet dernier.

Laissez-moi, tout d'abord, vous remercier de la célérité que vous avez bien voulu apporter à l'examen de ce texte. Deux heures après son adoption par l'autre assemblée, votre commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République s'en saisissait. C'est ainsi qu'en moins d'une semaine nous pouvons maintenant l'examiner en séance publique.

Grâce à la bonne volonté des uns et des autres, nous allens, je l'espère, pouvoir adopter une mesure traditionnelle que nous pourrions ainsi présenter, en don de joyeux avènement, pour la première fête nationale célébrée sous la V^e République.

Pourquoi le Gouvernement a-t-il proposé au Parlement cette loi d'amnistie ? Il est de tradition, vous le savez, qu'après les grands événements de l'histoire, des mesures de clémence et d'apaisement interviennent.

Au cours de ces derniers mois, toutes les grandes institutions de la nation ont été renouvelées. C'est donc à cette tradition ancienne et très respectable que le Gouvernement a voulu se conformer.

Par ailleurs, la dernière loi d'amnistie générale datée du 6 août 1953. Après six ans, il n'était pas excessif de prévoir

un nouveau texte. Vous avez noté, en effet, que l'ordonnance du 31 janvier 1959 était spéciale et limitée. Elle ne concernait que des faits en rapport soit avec les événements de la Libération, soit surtout avec ceux qui se déroulent en Afrique du Nord.

Une autre raison milite enfin en faveur d'une loi d'amnistie. La réforme judiciaire, qui est entrée en vigueur le 2 mars 1959, a transformé en contraventions de police beaucoup d'anciens petits délits qu'il convenait d'effacer des casiers judiciaires. Cette réforme judiciaire, qui marque un tournant dans la vie de nos tribunaux, peut opportunément être accompagnée d'une amnistie qui ne saurait être en aucun cas, je tiens à bien le souligner, considérée comme un désaveu de l'œuvre des tribunaux.

Je dois, au contraire, signaler, puisque l'occasion m'en est offerte, le travail et le dévouement des magistrats qui n'ont rien épargné de leur temps et de leur peine pour que notre nouveau système judiciaire prenne un bon départ.

Je ne m'étendrai pas sur l'analyse du projet de loi d'amnistie qui vous est soumis, après l'excellent exposé que vous venez d'entendre de votre rapporteur, M. Maziol.

Le projet gouvernemental a été modifié sur quelques points par le Sénat et le Gouvernement a accepté la plupart de ces modifications.

Je voudrais vous soumettre ici très brièvement quelques-unes des préoccupations qui sont les miennes au sujet de certains amendements.

Une loi d'amnistie ne doit pas être, en effet, à sens unique, elle ne doit pas être non plus ni trop étroite ni trop large. Trop étroite, elle n'atteint pas son but de concorde et d'apaisement, trop large, elle apparaît vite démagogique.

A l'article 6 du projet de loi, le Sénat a étendu d'une façon considérable le projet gouvernemental. Il s'est inspiré d'une disposition de la loi de 1953. Cette disposition est sans doute très large, mais dans un souci de conciliation le Gouvernement ne demandera pas de revenir sur ce texte.

Par contre, un article 13 bis nouveau a été ajouté à la suite d'un amendement. Cet article tend à amnistier de nouveau certaines catégories de citoyens, notamment les anciens combattants, les déportés ou les résistants, ainsi que certains membres de leur famille. A parler franchement, j'admets difficilement qu'on puisse concevoir une amnistie tous les cinq ans en faveur de certaines personnes qui, ainsi, prendraient une sorte d'abonnement permanent à l'amnistie.

Je me suis donc opposé à cet amendement au Sénat. Il a cependant été adopté.

J'ai pensé depuis que, dans la mesure où il s'agirait d'une amnistie par décret, le principe de telles dispositions pourrait être retenu.

Il ne me paraît pas possible cependant d'amnistier, même par décret, certains combattants, anciens résistants ou anciens déportés, qui ne sont en réalité des délinquants primaires qu'en apparence à la suite des amnisties antérieures leur ayant rendu, si j'ose dire, une virginité provisoire.

Enfin, je voudrais dire un mot de l'article 12 prévoyant l'amnistie des événements qui se sont déroulés au cours du mois de mai 1958.

A cet égard, le Sénat a, malgré le Gouvernement, remplacé l'amnistie par décret par l'amnistie du plein droit. Vous conviendrez avec moi, mesdames, messieurs, qu'il n'est pas dans le rôle des parquets chargés de constater l'amnistie du plein droit, d'apprécier si un fait est ou non en relation avec certains événements politiques.

M. Lucien Neuwirth. Très bien !

M. le ministre de la Justice. L'appréciation normale de cette situation revient au pouvoir exécutif. Aussi me paraît-il vraiment très souhaitable de voir adopter les dispositions se rapprochant le plus possible du texte gouvernemental.

Sous le bénéfice de ces quelques observations, je tiens dès maintenant à assurer l'Assemblée nationale de la bonne volonté du garde des sceaux à examiner dans l'esprit le plus compréhensif les amendements qui pourront lui être soumis s'ils ne s'écartent pas trop de la double règle que j'énonçais il y a un instant : ni mesquinerie, ni démagogie.

En retenant tout à l'heure le rapport de M. Maziol, une réflexion se présentait à moi. Vous ne m'en voudrez pas de vous en faire part au seuil de ce débat.

En effet, comme le dit excellemment M. le rapporteur, à l'heure où nos institutions prennent un nouveau départ il est bon d'effacer les souvenirs attristants d'un passé marqué de divisions et de rançunes. J'ai toujours pensé, quant à moi, qu'une des raisons déterminantes du mauvais départ des institutions précédentes fut précisément d'avoir perdu de vue cette règle de très haute politique : rien de durable ne s'établit en effet, sur l'amertume ou le ressentiment.

Comment ne pas évoquer ici cette admirable image du poète et cette invitation que proposait alors à une France indifférente ou distraite celui qui est devenu le chef de l'Etat :

Mère, voyez vos fils qui se sont tant battus.
Qu'ils ne soient pas jugés sur quelque basse trinité
Qu'ils soient réintégrés comme l'enfant prodigue!
Qu'ils viennent s'écrouter entre deux bras tendus

(Applaudissements à gauche et au centre.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Veschetti.

M. Guy Veschetti. Mes chers collègues, l'unique objet de mon intervention à la tribune est d'attirer plus spécialement votre attention sur l'article 23 du projet de loi portant amnistie.

Alors que l'exposé des motifs ou le préambule du projet gouvernemental ou du texte adopté par le Sénat laissent longtemps transparent le sentiment de générosité qui a inspiré tant les auteurs initiaux du projet que les sénateurs, j'ai été quelque peu surpris de voir que ceux-ci comme ceux-là avaient cru bon, se référant à des traditions que j'estime mauvaises puisqu'elles conduisent à une injustice, d'ajouter, *in fine*, dans le projet, un article 23 excluant du bénéfice des dispositions de la loi d'amnistie les infractions réprimées par les codes fiscaux et douaniers ainsi que par les lois ou règlements intéressant les matières fiscales et douanières.

M. Lucien Neuwirth. Très bien!

M. Guy Veschetti. Or, une pareille disposition aboutirait à exclure du bénéfice de l'amnistie toutes les personnes ayant eu avec le fisc ou la douane des démêlés bénins, bénins en effet puisque l'on se réfère à l'article 6 du titre I du texte qui nous est présenté. L'article 23 figurant dans le titre III intitulé « effets de l'amnistie » ne se conçoit, à l'évidence, que dans le cadre de ce qui précède, c'est-à-dire de l'article 6. Il ne s'agit donc que d'infractions bénignes.

Le petit travailleur qui lutte chaque jour pour subvenir aux besoins de sa famille et qui, à la suite de démêlés avec son percepteur, aurait été condamné à une peine très légère, ne verrait pas son infraction amnistiée, tandis que celle du proxénète qui n'a pas été condamnée à plus d'un an de prison avec sursis le serait. De même, le touriste qui, venant de l'étranger et rentrant en France, à ramené avec lui un appareil de photographie qu'il a omis de déclarer à la douane, ou qui, sortant de France, a emporté avec lui 30.000 francs en argent français au lieu des 20.000 francs auxquels il a droit, ne verrait pas son infraction amnistiée, tandis que dans le même temps le voleur ou l'esclave serait rendu blanc comme neige.

Si l'amnistie est bonne tant par les motifs qui l'inspirent que par ses effets qui permettent aux petits délinquants, leur tâche lavée, de se sentir des hommes comme les autres, on ne voit pas pourquoi on distinguerait entre deux catégories de délinquants en défavorisant justement celle dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est la plus digne de notre sollicitude, c'est-à-dire souvent celle qui n'a certainement pas voulu se mettre délibérément en marge de la loi en commettant de petites infractions douanières ou fiscales. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Nous sommes une Chambre législative. Par conséquent, ne nous laissons pas opposer l'argument de la tradition, de la tradition des technocrates. Il faut bien le dire, qui veut qu'en matière fiscale ou douanière l'amnistie ne soit jamais accordée. C'est nous qui faisons la loi et c'est nous exécutants, à savoir aux technocrates des finances, à tirer leur théorie des lois que nous leur faisons. (Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.)

C'est compte tenu de ces considérations que, ce matin, devant la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, j'ai, avec MM. Portolano, Djebbour, Delachenue, Bérard et Collinet, déposé un amendement qui a été adopté à l'unanimité. Il tend à rédiger ainsi l'article 23 :

« Les infractions réprimées par les codes fiscaux et douaniers ainsi que par les lois ou règlements intéressant les matières fiscales et douanières, bénéficient des dispositions de la présente loi sous réserve que les drols et amendes auront été acquittés. »

Ce dernier membre du phrase donne toutes garanties au Trésor et évite toute discussion quant à la recevabilité de l'amendement, aux termes de l'article 40 de la Constitution ou de l'article 98 du règlement.

Cet amendement, ainsi recevable, a pour objet de ne pas défavoriser la catégorie des petits délinquants, la plus intéressante. Je vous demanderai donc, mes chers collègues, de l'adopter avec la même unanimité que l'a fait, ce matin, la commission des lois. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. le président. La parole est à M. Ballanger.

M. Robert Ballanger. Mesdames, messieurs, le projet de loi d'amnistie qui nous est présenté est, selon l'exposé des motifs gouvernemental — M. le garde des sceaux l'a précisé dans son exposé liminaire — dans la tradition des mesures de clémence adoptées à l'occasion de l'entrée en fonctions du Président de la République.

Cette affirmation est à la fois vraie et fautive. Elle est vraie dans la forme, mais elle est fautive dans le fond.

En effet, si le dépôt du projet d'amnistie est conforme à la tradition, son contenu en diffère par le caractère insuffisant, mesquin même de certaines des dispositions proposées. Dans plusieurs articles, il prend même l'allure d'une revanche partisane, puisqu'il propose d'amnistier plus largement les délits de droit commun que les délits politiques.

Par ailleurs, dans le même esprit, le projet confirme les dispositions bienveillantes prises à l'égard des collaborateurs par l'article 5 de l'ordonnance du 31 janvier. De hauts fonctionnaires condamnés pour collaboration avec l'ennemi pourront bénéficier de leur retraite. En revanche, des travailleurs, des agents des services publics, des cheminots révoqués pour leur action revendicative ou pour leur action en faveur de la paix, seraient-ils des résistants authentiques, se verraient refuser le droit de bénéficier de l'amnistie et ne pourront être réintégrés dans leur emploi et dans leurs droits.

Ainsi l'économie du projet, son analyse, montrent que, même dans une loi de clémence ou d'oubli qui devrait être une loi d'amnistie, le Gouvernement entend faire entrer des préoccupations politiques partisans et traiter mieux les condamnés de droit commun que les citoyens en désaccord avec lui sur sa politique. Ceux qui ont collaboré avec l'ennemi sont mieux traités que les travailleurs condamnés pour leur lutte revendicative.

Le Sénat, qui a, le premier, examiné ce projet, y a apporté quelques modifications heureuses qui l'améliorent sans pour cela en faire une amnistie générale et large.

La commission compétente de l'Assemblée, par contre, a restreint certaines dispositions, en particulier en a diminué le champ d'application puisqu'elle propose que la possibilité de bénéficier de ce texte prenne fin au 8 janvier 1959, alors que le Sénat a adopté la date du 28 avril.

A ce propos, nous pensons qu'à l'occasion des fêtes du 14 juillet une large amnistie, une levée générale des punitions d'ordre réglementaire devrait être décidée et qu'en particulier les jeunes soldats retenus sous les drapeaux pour effectuer ce que l'on appelle le « rabiot disciplinaire » devraient être immédiatement libérés et rendus à leurs familles.

Je désire maintenant, au nom de mes amis, présenter quelques observations sur le contenu d'un certain nombre d'articles afin d'illustrer les affirmations que je viens de produire.

L'article 1^{er} prévoit que seront amnistiés un certain nombre d'infractions commises avant le 28 avril 1959, avant le 8 janvier propose maintenant la commission de l'Assemblée nationale. L'énumération des articles du code pénal montre qu'il s'agit, dans l'ensemble, de délits mineurs, de délits peu courants surtout, comme par exemple ceux qui visent les articles 192 à 195, relatifs à la tenue des actes d'état civil, ou l'article 236, concernant le refus d'un service dû légalement par un juré, ou les articles 249 et 250 ayant trait au bris des scellés.

Nous proposerons, pour cet article, de reprendre les dispositions prévues dans la loi d'amnistie du 6 août 1953, en particulier la liste des faits visés par son article 22.

Enfin, monsieur le ministre, s'il est une tradition bien établie en matière de loi d'amnistie, c'est celle qui consiste à en faire bénéficier largement les délits de presse, délits politiques par définition.

Le projet qui nous est soumis, il faut bien le constater, fait cependant exception à cette règle. Là encore, il établit une discrimination entre les délits politiques et les délits de droit commun et, bien entendu, toujours à l'avantage de ces derniers. C'est ainsi, par exemple, que seraient amnistiés de plein droit les journaux ou les journalistes coupables de provocation au crime ou de publications pornographiques, mais que seraient exclus de ces mesures les délits commis par des journalistes politiques défendant dans la presse les idées d'une large partie de l'opinion démocratique.

Les délits exclus de l'amnistie par l'alinéa 2 de l'article 2 sont, en effet, essentiellement des délits à caractère politique. C'est en s'appuyant sur l'article 25 de la loi du 29 juillet 1881 que la plupart des poursuites sont engagées contre la presse démocratique.

On veut, sous la chape de plomb de la répression, imposer le silence à ceux qui ne pensent pas comme le Gouvernement. En voici un exemple: des jeunes gens auxquels la guerre d'Algérie a posé un ess de conscience (*Exclamations à gauche et au centre*) l'ont résolu d'une manière que l'on peut approuver ou désapprouver; mais personne ne peut nier que leur débat intérieur, leur résolution, mérite le respect (*Protestations sur les mêmes bancs*)...

M. Pierre Lagallarde. C'est l'apologie de la désobéissance!

M. Robert Ballanger. ... comme le méritent les objectifs de conscience qui, pour des raisons morales ou philosophiques, se refusent à porter des armes. (*Interruptions à gauche et au centre.*)

M. Jean-Baptiste Biaggi. Ils ne méritent que le mépris!

M. Robert Ballanger. Le seul fait, pour un journal démocratique, de citer le nom d'un de ceux-là, d'Alban Liechti par exemple, le désigne aux poursuites et à la répression. De très nombreux journaux démocratiques ont été et sont encore l'objet de ces mesures.

Il faut non seulement que ces faits, considérés à tort comme délits, soient amnistiés, mais encore que le Gouvernement en finisse avec de telles méthodes; c'est la liberté même de la presse qui est gravement en cause et nous entendons la défendre jusqu'au bout. (*Exclamations à gauche et au centre.*)

M. Jean-Baptiste Biaggi. A Moscou, la liberté de la presse existe-t-elle? La Pravda est-elle libre?

M. Robert Ballanger. Telles sont, mesdames, messieurs, quelques-unes des réflexions que suggère l'examen de ce projet de loi d'amnistie. Certes, nous ne pouvions guère en espérer davantage d'un Gouvernement autoritaire et partisan. Il y a, là encore, un divorce profond entre les paroles sur le respect de l'homme, la dignité humaine, la démocratie et la réalité d'une amnistie marchandée parcimonieusement aux citoyens qui ne pensent pas comme les maîtres actuels et, je l'espère, provisoires du pouvoir. (*Applaudissements sur certains bancs à l'extrême gauche.* — *Exclamations à gauche et au centre.*)

M. le président. La parole est à M. Biaggi. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

M. Jean-Baptiste Biaggi. Monsieur le ministre, mes chers collègues, il ne faut jamais médire des lois d'amnistie, ne fût-ce que parce que, tôt ou tard, dans les temps troublés que nous vivons, chacun peut être appelé un jour à en bénéficier. (*Sourires et applaudissements à gauche et au centre.*)

C'est ainsi que je m'étonne de l'acérbie critique que vient de faire M. Ballanger de cette loi, puisque aussi bien, si certaine amnistie n'était pas intervenue, plusieurs de ses amis, et en tout cas M. Maurice Thorez, qui siège dans cette assemblée, n'auraient pas été éligibles. (*Applaudissements au centre et sur de nombreux bancs à gauche et à droite.*)

La générosité, dont on a parlé, de la conception de ce projet de loi est une vertu qui sied au vainqueur et — n'en déplaise à certains aujourd'hui — avec l'avènement de la V^e République c'est la France qui a gagné une bataille, même si elle n'a pas définitivement gagné la guerre. (*Applaudissements à gauche, au centre et au centre droit.*)

Il nous convient donc d'être généreux, même si nous sommes profondément persuadés que dans le cas où nos adversaires auraient été les vainqueurs, ils ne nous auraient pas traités avec tant de générosité. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Il convient d'être généreux car, dans les crises, le difficile, pour un honnête homme, n'est pas de faire son devoir, mais de le connaître et nous admettons parfaitement que certains aient pu, au cours de la période troublée que nous avons traversée depuis, hélas! de nombreuses années, se tromper quelquefois lorsqu'ils jugeaient de ce qui était leur devoir.

Cependant, cette générosité n'exclut pas la prudence, et cette prudence s'impose tant à l'Assemblée qu'au Gouvernement. Il faut être généreux dès qu'il n'y a plus à craindre le retour offensif de la délinquance, et particulièrement — pourquoi ne pas la nommer? — de la trahison; il convient d'être prudent quand la clémence, surtout dans l'ordre législatif, peut apparaître comme un encouragement aux attentats. (*Applaudissements sur quelques bancs au centre, à gauche et à droite.*)

M. Pierre Lagallarde. Oui!

M. Jean-Baptiste Biaggi. Il se trouve que l'avènement de la V^e République coïncide avec la fin de ce qu'on peut appeler une « période de répression ».

Fort heureusement, le temps a fait son œuvre pour les délits de collaboration. Et, pour ma part, moi qui n'aurais pas hésité, dans la lutte, à me montrer impitoyable, je crois avoir été l'un des premiers, une fois cette lutte terminée, à faire appel à tous ceux de nos Français qui pouvaient, avec nous tous, reconstruire la patrie blessée.

M. le garde des sceaux. Très bien!

M. Jean-Baptiste Biaggi. Mais la guerre de 1910 à 1944 n'a pas seulement été l'occasion de crimes et délits d'ordre, disons, politique.

Nombre de ces jeunes hommes qui avaient embrassé avec feu, avec fougue, quelquefois avec témérité, la cause de la Résis-

tance se sont trouvés mal adaptés après leur retour à la vie civile.

Je comprends, certes, les réserves que vous exprimiez, monsieur le ministre, quant à ceux que vous appelez les « abonnés aux lois d'amnistie ». Mais interrogeons-nous tous ensemble et demandons-nous si les pouvoirs publics ont fait tout leur devoir en ce qui concerne la réadaptation des anciens militaires et des anciens résistants à la vie civile. La réponse est certainement négative. (*Applaudissements.*)

C'est pourquoi, je serai appelé à soutenir un amendement aux termes duquel les mesures très généreuses qui ont été prises jusqu'ici pour les faits de collaboration pourront être étendues, dans une certaine mesure, à ceux qui ont glorieusement combattu pour la liberté de notre patrie, même lorsque leurs manquements ont été graves. Mais, bien entendu, l'appréciation de l'application de ces mesures sera laissée, non pas à l'arbitraire, mais à la conscience du Gouvernement de la République. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Ceci est d'autant plus évident que la fin de l'occupation et des hostilités n'a pas coïncidé pour nous, hélas! avec une véritable période de paix.

Nous vivons, depuis 1945, dans cette guerre froide qui, pour nous autres Français, est très souvent une guerre tout court, même si cette appellation, plus ou moins contrôlée, des chancelleries n'est pas encore admise.

Aussi me paraît-il nécessaire de prévoir certaines mesures en faveur de ceux qui, depuis des années, luttent dans des conditions extrêmement difficiles, qui font une guerre, à la lettre, inhumaine, car ils doivent côtoyer, non seulement les périls du feu et du combat, mais aussi la bombe, l'attentat, le traquenard, l'embuscade. Tout cela a pu conduire certains d'entre eux à commettre des actes délictueux quelquefois graves. Ils doivent pouvoir être absous exactement comme l'ont été, par certaines lois d'amnistie, celles de 1951 et de 1953 notamment, les résistants qui s'étaient laissés entraîner, par l'ardeur de la lutte, à des actes délictueux ou criminels.

Cela se comprend d'autant plus, mes chers collègues, que — on l'a justement souligné — nous venons d'entreprendre toute une série de réformes très profondes, qui n'ont épargné ni l'antique édifice de l'organisation judiciaire, ni le codé pénal, ni même — puisque nous allons en discuter bientôt — l'édifice fiscal.

A cet égard, je ne saurais trop approuver les observations très pertinentes de notre collègue M. Vascetti, demandant que certaines infractions d'ordre mineur puissent tout de même bénéficier des dispositions de la loi d'amnistie, alors qu'une technocratie étroite d'esprit et de cœur les en avait exclues.

Mais le principe de la prudence demeure même si l'on retient qu'il faudrait tendre, dans une loi d'amnistie, surtout au lendemain d'une réforme judiciaire, à débarrasser autant que possible les tribunaux qui viennent de se réorganiser et dont le fonctionnement est alourdi par les nouvelles dispositions de certaines instances et, par le jeu de l'amnistie, à faire avorter certains procès en cours.

C'est pourquoi je me rallie à certaines mesures de grâce amnistiantes qui permettent au Gouvernement de juger de l'opportunité du pardon, tant dans le domaine de la répression que dans celui du retentissement, il faut le dire, quo pourraient avoir certaines mesures individuelles.

Monsieur le ministre, vous serez ainsi chargé d'une responsabilité redoutable. Nous vous remettons une arme. L'Assemblée — et par-delà elle le pays — aura à juger de l'usage que vous en aurez fait. Je suis sûr que votre haute conscience ne nous fera pas repentir d'avoir été généreux. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur plusieurs bancs au centre droit et à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Sénat est de droit.

Toutefois, avant de passer à la discussion des articles, j'indique à l'Assemblée que je serai obligé de lever la séance à dix-huit heures cinquante-cinq minutes, la conférence des présidents étant convoquée pour dix-neuf heures.

Le premier amendement présenté à l'article 1^{er} par M. Mazlou est très important puisqu'il porte sur la date, et M. André Marie s'est fait inscrire contre cet amendement.

M. René Moatti, président de la commission. Concluons, nous gagnerons vingt minutes.

M. le président. Il appartient à l'Assemblée de manifester si elle entend commencer tout de suite la discussion des articles ou la renvoyer à demain après-midi.

Je la consulte sur ce point.

(*L'Assemblée, consultée, décide de poursuivre la discussion.*)

M. le président. La discussion continue donc jusqu'à dix-huit heures cinquante-cinq minutes.

[Article 1^{er}.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE I^{er}

AMNISTIE DE DROIT

« Art. 1^{er}. — Sont amnistiées les infractions suivantes, lorsqu'elles ont été commises antérieurement au 28 avril 1959 :

« 1^o Contraventions de simple police et contraventions de police ;

« 2^o Délits prévus par les articles suivants du code pénal : 123, 192 à 195, 199, 222 à 225, 236, 238, alinéa 1^{er} (s'il y a eu négligence), 249, 250, 271, 274, 275, 337 à 339, 346 à 348, 414, 415 et 456 ;

« 3^o Délits prévus par les articles 80, alinéa 1^{er}, et 157 du code d'instruction criminelle ».

M. Mazlou a déposé, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, un amendement n^o 2 tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer la date du « 28 avril 1959 » par la date du « 8 janvier 1959 ».

La parole est à M. Mazlou.

M. Jacques Mazlou, rapporteur. Au nom de la commission nous proposons de remplacer dans le texte soumis par le Sénat la date du 28 avril 1959 par la date du 8 janvier 1959.

L'Assemblée sait parfaitement quelle est la signification de chacune de ces dates.

Nous avons noté que le projet gouvernemental motivait cette amnistie par l'installation du président de la V^e République et la date que la commission a retenue est justement le jour de l'installation du président de la V^e République, le 8 janvier 1959.

La commission a considéré en outre, pour se montrer en ce seul domaine plus restrictive que le Gouvernement et le Sénat, qu'il y avait intérêt pour une bonne justice que ne soient pas amnistiés par l'effet de la loi que nous allons voter des délits ou des infractions qui viennent à peine d'être commis.

Des infractions ont été commises dans les derniers jours du mois d'avril dernier qui ne sont peut-être pas encore poursuivies, qui ne sont peut-être pas encore prêtes à venir devant les tribunaux.

C'est en considérant que l'amnistie regardait surtout un passé assez éloigné, susceptible d'être oublié, que la commission vous propose de substituer cette date du 8 janvier à celle du 28 avril 1959.

Enfin, elle fait observer que, dans les lois antérieures d'amnistie, il n'avait jamais été prévu de date aussi rapprochée de celle de la loi.

M. le président. La parole est à M. André Marie, contre l'amendement.

M. André Marie. Mes chers collègues, je vous demande de bien vouloir retenir la date proposée par le Sénat et, par conséquent, de repousser l'amendement qui vient d'être soutenu par notre distingué collègue M. Mazlou.

Nous sommes tous liés unanimement d'accord sur le principe de la clémence. Il s'agit de savoir, étant engagés sur la voie de la clémence, comment nous en définissons les limites.

La limite dans le temps est, vous le sentez bien, une question capitale. C'est sur ce point surtout que nous retiendrons votre bienveillante attention.

La date que je propose, et que le Sénat a adoptée, était celle que le Gouvernement lui-même avait originellement proposée dans son projet. J'y reviendrai dans quelques instants.

La commission avait substitué à la date du 28 avril, celle du 8 janvier qui est la date de l'élection du chef de l'Etat. Je comprends fort bien, dans une certaine mesure, la décision qu'alors elle avait prise. Peut-être même me serais-je incliné et n'aurais-je pas pris la parole contre la date du 8 janvier si le Sénat n'était lui-même revenu au texte gouvernemental.

Il serait infiniment regrettable, dans le vote d'un loi d'amnistie qui est un geste de pardon, que l'Assemblée, issue, qu'on le veuille ou non, du vote populaire, dont les représentants sont évidemment le plus en contact avec le peuple, puisse se montrer apparemment moins généreuse que ne s'est montré le Sénat. (Applaudissements sur certains bancs au centre et sur divers bancs, à gauche et à l'extrême gauche.)

D'autre part les arguments fort éloquentement développés par M. Mazlou trouvent deux faciles réponses.

Le premier argument qu'a fait valoir M. Mazlou est le suivant : c'est l'élection du chef de l'Etat qui, traditionnellement, marque la date limite de la clémence. C'est vrai, mes chers collègues, puisque traditionnellement, tous les sept ans, l'élection d'un nouveau Président de la République entraînait un grand geste de clémence, mais c'était l'élection du

Président de la République qui constituait, dans cette tradition, le seul événement politique.

Or M. le rapporteur comme M. le garde des sceaux ont parlé de cet ensemble d'événements qui ont marqué le renouveau du régime.

L'élection du chef de l'Etat, bien qu'elle constitue aux yeux de tous les Français l'élément dominant de cet ensemble, n'en est cependant qu'une phase quoi qu'elle en soit une phase capitale, et j'estime qu'il est sage et raisonnable de retenir la date qui, aux yeux du Gouvernement, marque précisément la dernière phase de la dernière réalisation de cet ensemble du renouveau. (Applaudissements sur divers bancs à gauche et au centre.)

Au surplus, comment pourrions-nous ne pas noter — je le fais, bien entendu, avec la respectueuse réserve qui s'impose — que la date du 28 avril a été proposée par le Gouvernement, dans la délibération du conseil des ministres, sous la présidence même du chef de l'Etat ? En réalité, ce serait lui rendre le plus respectueux des hommages que de suivre, dans ce domaine de la clémence, la voie que lui-même, avec ses ministres, nous a tracée. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Tel est réponse au premier argument, qui peut donc être facilement écarté.

Le deuxième ne me semble pas devoir être retenu d'avantage.

On nous dit que, dans les lois d'amnistie antérieures, la date retenue était assez éloignée du vote de la loi elle-même.

C'est bien la première fois que j'entends invoquer, comme un exemple à suivre, de regrettables lenteurs parlementaires !

Les projets antérieurs de loi d'amnistie étaient déposés le lendemain même de l'élection présidentielle et si elles n'étaient votées qu'avec un certain retard et après un certain nombre de navettes, nous ne pouvons que le déplorer rétrospectivement et nous féliciter, comme vient de le faire M. le garde des sceaux, de l'heureuse rapidité de nos débats qui permettra de promulguer un texte de pardon pour le proclamer le 14 juillet. (Très bien ! très bien !)

Donc, le second argument qui était invoqué contre la date que je vous propose d'adopter me parait au contraire la justifier, parce que cette date marque, par sa précision, l'existence d'un nouveau régime parlementaire qui permet une procédure plus rapide dans ce domaine infiniment généreux de la clémence et du pardon.

C'est pourquoi je demande à l'ensemble de nos collègues de revenir au texte proposé par le Gouvernement et adopté par le Sénat. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Mesdames, messieurs, je n'ai vraiment pas grand-chose à déclarer, après l'émouvante exhortation que vous venez d'entendre d'un ancien garde des sceaux et — j'ajouterais avec une certaine gravité — d'un ancien député.

Lorsqu'il est question de générosité, remarquez le bien, les députés ne sont jamais les derniers à l'approuver. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

Comme vient de le dire excellemment M. André Marie, ce serait bien certainement aller à l'encontre de l'intention du chef de l'Etat que de supprimer indirectement et paradoxalement le bénéfice de l'amnistie à tous ceux qui pourraient en bénéficier entre la date de son entrée en fonction et celle de votre propre installation.

Vous ne devez pas oublier non plus, mesdames, messieurs, que, dès son élection, le chef de l'Etat à voulu, par une amnistie politique, marquer son accession à la plus haute magistrature de l'Etat. Par un sentiment que je vous laisse le soin d'apprécier, il a également voulu laisser un rôle dans ce domaine à l'Assemblée que vous consultez.

Mesdames, messieurs, je le répète, acceptez donc, en don de joyeux avènement, comme vient de vous le demander M. André Marie et comme je vous le demande au nom du Gouvernement unanime, la date qu'il vous a proposée. (Applaudissements sur de nombreux bancs de la gauche à la droite.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n^o 2 présenté par M. Mazlou, au nom de la commission, et repoussé par le Gouvernement. (L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. Ballanger a déposé un amendement n^o 24 tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 1^{er} (paragraphe 2^o) par les mots :

« Articles 211 (s'il n'y a pas eu port d'armes) ; 212, 218, 219, 220, 257, 283, 285, 311, loi du 21 avril 1910, loi du 10 avril 1931, loi du 7 juin 1848, loi du 11 juillet 1938, loi du 17 mai 1946, loi du 6 décembre 1947 ».

La parole est à M. Ballanger.

M. Robert Ballanger. Mesdames, messieurs, comme je l'ai annoncé tout à l'heure, mon amendement tend à reprendre purement et simplement les dispositions qu'avait adoptées une précédente assemblée le 6 août 1953 dans une loi d'amnistie.

L'article 23 de cette loi allait beaucoup plus loin et était beaucoup plus large que les mesures qui nous sont proposées aujourd'hui. Je demande à l'Assemblée, sous la forme de cet amendement, de ne pas rester en deçà de la loi précédente.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission est opposée à l'amendement de M. Ballanger qu'elle n'a d'ailleurs pas discuté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement s'oppose également à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Ballanger.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'article 1^{er}.

M. André Chandernagor. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chandernagor.

M. André Chandernagor. Je désire simplement présenter une observation d'ordre technique.

Etant donné que nous venons de décider que l'amnistie s'appliquera aux faits ayant eu lieu jusqu'au 28 avril, je rappelle que, depuis le 2 mars 1959, c'est le code de procédure pénale et non le code d'instruction criminelle qui est en vigueur. Par conséquent, il faudrait faire référence, dans le paragraphe 3^e de l'article 1^{er}, non seulement aux articles 80, alinéa 1^{er}, et 157 du code d'instruction criminelle, mais encore aux articles du code de procédure pénale qui concernent la même catégorie de délits.

M. le rapporteur. C'est parfaitement exact.

M. René Moatti, président de la commission. Sur cette précision technique, avis conforme.

M. Michel Habib-Deloncle. La numérotation des articles n'est pas la même.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 8 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre de l'industrie et du commerce un projet de loi relatif à la révision des loyers commerciaux.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 198, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu de M. le ministre des armées un projet de loi relatif à la notification des ordres de route pour le recrutement des forces armées.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 197, distribué et renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées.

— 9 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mercredi 8 juillet, à quinze heures, première séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Scrutin secret à la tribune pour l'élection de 93 membres du Sénat de la Communauté ;

Suite de la discussion du projet de loi n° 190, adopté par le Sénat, portant amnistie (rapport n° 195 de M. Mazlou au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Discussion en deuxième lecture du projet de loi de programme relatif à l'équipement sanitaire et social n° 146 (rapport n° 186 de M. Bisson au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan) ;

A vingt et une heures trente, deuxième séance publique :
Éventuellement, deuxième et troisième tour du scrutin secret à la tribune pour l'élection de 93 membres du Sénat de la Communauté ;

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures cinquante-cinq minutes.)

La Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

Erratum

au compte rendu intégral de la 2^e séance du 24 juin 1959.

Page 1037, 1^{re} colonne :

— 5 —

Dépôt d'une proposition de loi.
(Premier et deuxième alinéa.)

Rétablir comme suit ces deux alinéas :

« J'ai reçu de M. Terrenoire et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à fixer la place de l'agriculture dans l'ensemble de notre économie et à tracer les grandes lignes d'une politique agricole cohérente.

« La proposition de loi sera imprimée sous le n° 168, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges ».

Erratum

au compte rendu intégral de la 1^{re} séance du 2 juillet 1959.

Page 1255, 1^{re} colonne, 2^e ligne :

Au lieu de : « ...directeur général des contributions scolaires et universitaires... »,

Lire : « ...directeur général des constructions scolaires et universitaires... ».

Démission d'un député.

Dans sa séance du mardi 7 juillet 1959, l'Assemblée nationale a pris acte de la démission de M. André Sanglier de son mandat de député (Madagascar).

Modification aux listes des membres des groupes politiques et des formations administratives.

GRUPPE DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS D'ACTION SOCIALE
(108 membres au lieu de 109.)

Supprimer le nom de M. André Sanglier.

Nomination des membres de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée. (n° 159).

Dans sa séance du 7 juillet 1959, l'Assemblée a nommé membres de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 159) tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée :

MM. Battesti, Carous, Chandernagor, Dolachena, Mohamed Djouini, Habib-Deloncle, Legaret, Mazlou, Molinet, Rémy Montagne, Raymond-Clergue, Rieunaud, Sammarcelli, Vidal, de Villeneuve.

Nomination de membres d'organismes extraparlimentaires.

Ont été nommés membres :

1° De la commission supérieure de la défense passive : par le président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, M. Tardieu ; par le président de la commission de la défense nationale et des forces armées, M. Drmott-L'Herminie ; par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, M. Pigeot ;

2° De la commission supérieure de la protection contre l'incendie et autres sinistres du temps de paix : par le président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, M. Tardieu ; par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, M. Boulet ;

3° De la commission nationale de l'organisation hospitalière : par le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Vanier ;

4° Du conseil supérieur de l'aide sociale : par le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, Mme Devaud.

Nomination de rapporteurs.**COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

M. Jarrosson a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi (n° 135) relatif à la réparation des dommages physiques subis au Maroc par les personnes de nationalité française, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Jarrosson a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi (n° 148), adopté par le Sénat, relatif à l'accès des salariés français de Tunisie et du Maroc au régime de l'assurance volontaire pour la vieillesse, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

QUESTIONS

RENSEIÉS A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

1784. — 4 juillet 1959. — M. Carous expose à M. le ministre de l'intérieur que les propositions faites par la commission nationale paritaire à l'unanimité des délégués, des maires et du personnel, notamment en ce qui concerne le reclassement indiciaire et les conditions d'avancement, n'ont pas encore obtenu satisfaction à ce jour. Malgré les réponses faites aux différents parlementaires qui lui ont posé la question, rien n'est paru jusqu'ici. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'assurer, dans les meilleurs délais, et compte tenu des propositions de la commission nationale paritaire, la publication des arrêtés nécessaires à la mise en application d'un nouveau reclassement indiciaire et des conditions d'avancement du personnel communal.

1786. — 6 juillet 1959. — M. Biaggi demande à M. le ministre des armées si les mémoires parus dans un journal du matin sous la signature d'un général du cadre de réserve ont reçu le visa prévu par les règlements. Dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour réparer de très graves atteintes au moral de l'armée qui en sont résultées. Dans le cas contraire, quelles sanctions il a prises contre un officier général qui fait argent de la publication de souvenirs ou s'attole publiquement des affirmations et des jugements qu'il n'a pu obtenir ou formuler qu'à la suite de la communication, à lui faite, de dossiers restés secrets, au cours de missions dont il avait été chargé par l'autorité militaire.

1802. — 7 juillet 1959. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de l'agriculture que les évaluations laissent prévoir une récolte de blé dépassant assez largement les besoins de la consommation intérieure ; qu'en conséquence, le problème de la répartition des charges entraînées par la résorption des excédents va se poser à nouveau. Il lui demande si, tenant compte de ce que les grosses exploitations obtiennent des prix de revient beaucoup plus bas que les exploitations familiales, il ne prévoit pas deux mesures permettant aux petits producteurs de vendre la plus large partie de

leur récolte au prix égal en décidant, par exemple, que les 100 premiers quintaux de blé livrés par les producteurs ne commercialisent pas plus de 300 quintaux seront exonérés de toute charge de résorption des excédents pour la campagne 1959-1960.

1803. — 7 juillet 1959. — M. Waldeck Rochet rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'aux termes de la législation en vigueur, les aveugles et grands infirmes perçoivent, selon les cas, une pension d'invalidité au taux minimum de 72.400 francs par an ; une allocation de compensation variant entre 10.570 francs et 23.870 francs par mois ; une allocation variant entre 5.200 francs et 6.031 francs par mois. Il lui demande : 1° les mesures qu'il compte prendre afin de relever les taux de ces pensions ou allocations ainsi que les plafonds de ressources à ne pas dépasser pour en bénéficier ; 2° s'il n'envisage pas de verser aux aveugles et grands infirmes ayant une invalidité permanente d'au moins 50 p. 100 une allocation proportionnelle à leur infirmité avec un plafond de ressources suffisamment élevé pour sauvegarder l'encouragement au travail, allocation proportionnelle qui pourrait être égale à 60 p. 100 des pensions versées aux invalidés de guerre ; 3° s'il entre dans ses intentions de faire bénéficier, sans considération des ressources, les aveugles et grands infirmes ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne, d'une allocation supplémentaire égale à celle prévue aux articles 313 et 314 du code de la sécurité sociale.

1804. — 7 juillet 1959. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret n° 59-175 du 7 janvier 1959 relatif au prix des baux à ferme excédés sur le blé va provoquer l'augmentation de nombreux fromages. Cette augmentation peut atteindre 40 à 60 p. 100. Il lui demande : a) si cette surévaluation est compatible avec les raisons que le Gouvernement a invoquées pour supprimer l'indexation des prix agricoles ; b) s'il ne serait pas opportun, en vue d'empêcher une rapide et inévitabile hausse généralisée de tous les fromages, d'abroger le décret du 7 janvier 1959.

1814. — 7 juillet 1959. — M. de Gesmala expose à M. le ministre de la construction que l'ordonnance du 23 octobre 1953 portant réforme de l'expropriation pour cause d'utilité publique ne sera applicable dans tous les cas de dispositions que lorsque seront publiés les nombreux décrets d'administration publique qu'elle prévoit ; que, parmi ces décrets, il en est un qui apparaît comme essentiel, celui qui doit fixer les règles spéciales de procédure. Il lui demande s'il envisage de prévoir, dans ce décret : 1° qu'au stade de la descente sur les lieux et de l'audience publique qui suit (art. 15 et 16 de l'ordonnance), les expropriés seront obligatoirement assistés, sur leur demande, d'un représentant de leur organisation syndicale ou de leur chambre professionnelle et que, dans cette hypothèse, le juge foncier devra, en cas de désaccord, recueillir tous éléments d'information auprès de l'organisation syndicale ou de la chambre professionnelle ; 2° que le mémoire de l'administration expropriante devra obligatoirement distinguer entre les différents pos d'indemnité, de manière à permettre à l'exproprié de contester les propositions qui lui sont faites.

QUESTIONS ÉCRITES

(Application de l'article 138 du règlement.)

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent impose d'un délai supplémentaire d'un mois ».

1774. — 7 juillet 1959. — M. Foudevigne demande à M. le ministre de l'agriculture quelles représentations il compte faire au Haut Comité de lutte contre l'alcoolisme pour protester contre les termes du rapport qu'il vient de rendre public. Déplorant que la consommation du vin n'ait baissé que de 40 p. 100, le rapport souligne que « les préjugés relatifs au vin restent fortement ancrés dans l'esprit de la population et se traduisent par une forte résistance de la part des Français à réduire sensiblement leur consommation ». La subvention importante versée par le gouvernement à cet organisme, lui conférant un caractère officiel, sous l'autorité de M. le Premier ministre, fait-il en conséquence que le gouvernement souhaite une diminution de la consommation de vin, et par voie de conséquence, de la production.

1775. — 7 juillet 1959. — M. Le Paq expose à M. le ministre de la construction que la juridiction sur les loyers oblige les locataires d'immeubles d'habitation à payer les charges au prorata de leur

loyer et lui demande s'il est juste que des personnes âgées qui avaient un appartement assez grand pour leur permettre d'élever (sans allocations) leurs enfants, se voient actuellement dans l'obligation de payer avec des moyens réduits, une part des charges locatives incombant à des voisins sous prétexte que ces derniers payent un loyer inférieur, alors que le nombre élevé de leurs enfants nécessite une consommation d'eau et d'électricité beaucoup plus forte que celle des premiers. N'y aurait-il pas intérêt à apporter une modification à la réglementation de la distribution des charges.

1776. — 7 juillet 1959. — M. La Pen expose à M. le ministre des armées qu'un officier de réserve (ayant volontairement risqué son sursis pour combattre en Algérie) rapatrié sanitaire à la suite d'une blessure qui a motivé son hospitalisation au C.M.C. Foch à Suresnes (blessé de la face). 1^o Epreuve de grandes difficultés pour percevoir sa solde au début de son rapatriement. 2^o S'est vu refuser le strict nécessaire pour s'habiller. 3^o Voul son avancement stoppé du fait que sa conduite héroïque lui a valu plusieurs mois d'hospitalisation. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire, à la veille du manque d'effectifs du aux « classes creuses » de préconiser des réformes pour remédier à de telles anomalies.

1777. — 7 juillet 1959. — M. Hastache expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la limitation actuelle à 4 p. 100 des maîtres remplaçants par rapport aux maîtres titulaires a des conséquences graves sur la bonne marche des écoles publiques et la formation des enfants. De plus, le peu d'attraits qu'exerce la fonction d'instituteur détermine un recrutement exclusivement féminin; or les jeunes institutrices mariées nécessitent un nombre important de remplaçants du fait de leurs maternités, ce qui aggrave encore les données du problème. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette pénurie et s'il n'envisage pas, au moins, d'appliquer à la loi du 8 mai 1951 qui permet l'engagement d'un nombre de remplaçants égal à 6 p. 100 des postes budgétaires ainsi que la revalorisation de la fonction d'instituteur.

1778. — 7 juillet 1959. — M. Hastache demande à M. le ministre du travail s'il estime que le service des psychotechniciens de son ministère lui paraît suffisamment étoffé pour remplir une mission qui ne peut que prendre dans les mois à venir une extrême importance en raison de la politique de promotion sociale heureusement entreprise par le Gouvernement et si les statuts de ces personnels lui paraissent suffisamment attrayants par rapport aux possibilités offertes aux mêmes spécialistes dans le secteur privé pour encourager un recrutement convenable, voire même assurer le maintien de ces personnels dans le secteur public.

1779. — 7 juillet 1959. — M. Terrenoire demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si des instructions ont été données à des établissements bancaires de la métropole, de refuser, en garantie d'un découvert sollicité par leurs clients, une caution pour le motif que les sommes offertes en garanties sont domiciliées chez une banque de la République malgache; dans l'affirmative, des recommandations ne devraient-elles pas être faites à ces établissements de crédit, d'abandonner des pratiques qui paraissent ne pas s'accorder avec la politique suivie par le Gouvernement, dans ses relations avec les Etats de la Communauté française.

1780. — 7 juillet 1959. — M. Missoffe expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi de finances pour 1959 fait obligation aux producteurs et grossistes d'adresser à l'administration le relevé annuel des offres réalisées avec chacun de leurs clients. Cette obligation complique les écritures des commerçants visés et les contraint à embaucher du personnel comptable supplémentaire. Il lui demande si le résultat visé ne pourrait pas être obtenu plus simplement par l'obligation qui serait faite aux producteurs et grossistes d'acquitter le montant des taxes qui incombent à leurs clients et d'ajouter ces sommes sur les factures avec la mention « Toutes taxes perçues ».

1781. — 7 juillet 1959. — M. Missoffe demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques pour quelles raisons les commerçants ne peuvent pas faire figurer en dépenses dans leur comptabilité et leurs déclarations fiscales la rémunération du travail fourni par eux-mêmes et, éventuellement par leur conjoint ou autre parent puisque, s'ils n'exercent pas eux-mêmes, ils devraient faire appel à un personnel dont le salaire figurerait au compte d'exploitation. Dans cette hypothèse, les salaires en question seraient passibles du versement de 5 p. 100 sur salaires qui bénéficierait au budget de l'Etat dans une mesure plus importante que ne le fait la législation fiscale qui est applicable aux commerçants, laquelle est à l'origine de moyens frauduleux de s'y soustraire.

1782. — 7 juillet 1959. — M. Malleville attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'arrêté ministériel du 28 mai 1959 (Journal officiel du 29 mai), qui vient d'étendre le bénéfice de la déduction de 10 p. 100 à certains matériels d'équipement. Pour pouvoir donner lieu à déduction, ces divers matériels doivent avoir fait l'objet de commandes passées entre la date de la publication de l'arrêté (c'est-à-dire le 29 mai 1959) et le 1^{er} janvier 1960. Ce texte pénalise indirectement les industriels qui n'ont pas cessé, malgré les craintes que pouvait leur inspirer la

récession, de procéder à des investissements de matériel. En effet, les industriels qui ont maintenu et même augmenté leur programme d'équipement, vont se trouver dans une situation moins favorable sur le plan fiscal que les industriels qui se sont bornés des mois durant à attendre un retournement de la conjoncture et qui peuvent maintenant, à des conditions plus avantageuses, procéder à des investissements nouveaux. Il lui demande s'il envisage la fixation au 1^{er} janvier 1959, de la date d'application de cette mesure, au lieu du 29 mai, date à partir de laquelle les commandes de matériels d'équipement donneront lieu à la déduction de 10 p. 100.

1783. — 7 juillet 1959. — M. Tomaïni demande à M. le ministre du travail: 1^o s'il est exact que les crédits de fonctionnement des ateliers des centres publics d'apprentissage sont d'un volume moindre que celui de l'année précédente; 2^o dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et quelles mesures l'envisage de prendre pour permettre le fonctionnement normal de ces ateliers qui, à la rentrée prochaine, compteront un nombre accru d'élèves, cette recrudescence de fréquentation étant heureusement encouragée par la politique de promotion sociale du Gouvernement.

1785. — 7 juillet 1959. — M. Lecocq expose à M. le ministre du travail que nombre de retraités encore valides prennent — en raison de la modicité de leur pension — des emplois dans le commerce, l'industrie ou les sont souvent rémunérés à un taux inférieur. Il lui demande comment, devant cet état de choses, peut-être parfaitement légitime en soi, il entend sauvegarder la promotion, non moins légitime, des jeunes.

1787. — 7 juillet 1959. — M. Francis Leonhardt demande à M. le ministre de l'agriculture, s'il ne pense pas que l'accroissement de la prime à l'exportation pour les porcs vivants et abattus permettrait d'écouler, notamment en Italie, un tonnage plus important, ce qui serait moins cher que l'intervention de la S. I. B. E. V. et assurerait un assainissement plus efficace du marché du porc.

1788. — 7 juillet 1959. — M. Chauvet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les dispositions prises dans l'avis paru au Journal officiel du 7 décembre 1958, en application du décret du 4 août 1956, et réglementant les ventes à crédit quant au montant et à la durée ou crédit, s'appliquent à une entreprise française qui vend du linge de maison, des vêtements confectionnés et tous articles similaires, au détail et à tempérament, hors du territoire métropolitain, soit à des étrangers, soit à des ressortissants français résidant à l'étranger, étant précisé que cette entreprise bénéficie, pour cette activité, du régime fiscal des ventes à l'exportation.

1789. — 7 juillet 1959. — M. Jacques Fourcade demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, à supposer qu'une société à responsabilité limitée ait fait l'objet d'une vérification et que l'administration estime que certains frais ont profité au gérant: quels parts des frais d'autos, frais de voyage et de représentation et, si, étant admis que l'ensemble de ces frais ajoutés à la rémunération perçue par le gérant ne dépasse pas le salaire normal autorisé, l'administration est en droit d'ajouter les frais en question au bénéfice imposable ou doit se borner, ainsi qu'il résulte de l'arrêt du conseil d'Etat du 25 novembre 1950 et de la décision n^o 7529 de l'enregistrement, à ajouter le montant des frais non admis aux rémunérations du gérant pour être taxés (tant à la taxe proportionnelle qu'à la surtaxe progressive. Il précise: à toutes fins utiles, qu'il s'agit, en l'espèce, d'un seul gérant majoritaire d'une entreprise produisant des déclarations très détaillées et faisant ressortir de façon claire et nette les frais de représentations et voyages, tous les frais d'autos et que les dépenses à caractère personnel ont fait l'objet d'un accord préalable avec l'inspecteur divisionnaire qui avait consulté son supérieur hiérarchique; que, d'autre part, il est repris à l'intéressé une certaine somme forfaitaire pour quelle part personnelle des frais d'autos, alors que le gérant possède une auto dont il supporte seul tous les frais.

1790. — 7 juillet 1959. — M. Jacques Fourcade expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les cas suivants: un contribuable ayant recueilli, dans la succession de son père, des marques de spécialités pharmaceutiques, ses cohéritiers voulant également s'approprier les marques, celles-ci ont fait l'objet d'une adjudication à la barre du tribunal. Il s'est donc vu attribuer des marques, mais alors, au 1^{er} janvier 1959, il a évalué à 55 millions plus les frais, soit 70 millions. L'intéressé a dû emprunter une somme considérable pour désintéresser ses cohéritiers. Actuellement, dans l'industrie pharmaceutique, on estime à dix ans la durée commerciale valable d'un nouveau produit qui démarre bien, en raison de la mise continue sur le marché de nouveaux produits d'une action thérapeutique supérieure. Le contribuable en question étant âgé de cinquante ans, il lui demande dans quelle durée il pourra amortir les 70 millions que lui ont coûtés les marques.

1791. — 7 juillet 1959. — M. Baylot signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les rentes viagères telles qu'elles ont été déterminées par la loi du 11 juillet 1957 ont été revalorisées, mais qu'il n'a pas été tenu compte, depuis longtemps,

des modifications intervenues depuis dans la situation économique. Ainsi la revision de 1500 p. 100 des rentes constituées avant le 4^{er} août 1914 ou de 105 p. 100 pour les rentes constituées avant le 4^{er} janvier 1949, pour ne prendre que les deux extrêmes du barème de revision, laissent ces pensionnaires en dessous des besoins de l'existence et de l'affaiblissement du franc. Or, elles ont été concédées à des épargnants particulièrement dignes d'intérêt, appartenant à des catégories modestes et dont elles constituent souvent l'unique ressource. La politique financière du Gouvernement ayant pour objet la stabilisation, la reconstitution sur des bases financières saines du crédit de l'Etat, l'affermissement de la monnaie, semble devoir trouver un complément logique dans une revalorisation des rentes viagères dont la valeur serait remise à la parité du nouveau franc, qui doit être prochainement mis en circulation. Il lui demande s'il compte donner à ce problème une solution favorable.

1782. — 7 juillet 1959. — M. Durlet expose à M. le ministre du travail qu'en application de la loi du 21 mars 1931, modifiée par la loi du 14 août 1941, seuls les apprentis des professions libérales apprenant un métier pour lequel les services de l'enseignement technique ont prévu un C. A. P. peuvent bénéficier des prestations familiales; que, cependant, les apprentis clercs de notaires ont été admis au bénéfice de ces prestations, mais que les apprentis clercs d'huissiers en sont écartés; que la chambre nationale des huissiers a organisé depuis quelques années des cours professionnels qui peuvent être suivis par tous les clercs et apprentis clercs d'huissiers et qui sont sanctionnés par un examen de fin d'année. Il lui demande si les jeunes gens apprentis clercs d'huissiers ne pourraient être admis au bénéfice des prestations familiales par application d'une interprétation analogue à celle qui a été adoptée pour les clercs de notaires.

1783. — 7 juillet 1959. — M. Sallenave expose à M. le ministre de la justice que, conformément aux articles R. 33-11^o et R. 37 du code pénal résultant de l'ordonnance n^o 58-1303 du 23 décembre 1958, la dégradation d'un chemin public est punie d'une amende de 4.000 à 6.000 francs et qu'en cas de récidive une peine de huit jours d'emprisonnement peut être prononcée. D'autre part, le décret n^o 58-1354 du 27 décembre 1958 dispose que ceux qui auront accompli un acte portant atteinte à l'intégrité du domaine public routier seraient punis d'une amende de 6.000 à 36.000 francs et ne prévoit pas de peine spéciale en cas de récidive. Il demande de quelle manière doivent être conciliés les deux textes précités étant donné que, le fait de « dégrader » un chemin public a pour conséquence de « porter atteinte à son intégrité ».

1784. — 7 juillet 1959. — M. Sallenave expose à M. le ministre de la justice que l'ordonnance n^o 58-126 du 15 décembre 1958 relative à la circulation routière prévoit que les tribunaux de l'ordre judiciaire, statuant en matière correctionnelle et de police, peuvent, pour certaines infractions, prononcer, à titre de peines complémentaires, la suspension du permis de conduire. Il demande: 1^o si une suspension ainsi ordonnée est opposable à la commission administrative de retrait des permis; 2^o ou si cette dernière peut ignorer cette décision et prononcer à son tour, pour le même fait, une suspension de permis de durée différente; 3^o dans l'éventualité où une telle solution serait admise, si elle ne serait pas en contradiction formelle avec l'autorité et le respect qui doivent s'attacher aux décisions de justice.

1785. — 7 juillet 1959. — M. Marquaire expose à M. le ministre de l'intérieur les difficultés de recrutement du personnel des communes nouvellement créées, en raison des textes en vigueur qui ne permettent pas de trouver des agents susceptibles de se fixer dans ces régions désertées — aucune indemnité, ni avantages en regard aux difficultés géographiques et météorologiques ne les y encourageant. Il lui demande quels sont les mesures qu'il compte prendre pour pallier cette situation très difficile qui lui a été signalée par la fédération, des maires du département d'Alger. Il attire son attention sur le véritable mépris que se dessine parmi les populations de l'impossibilité où sont placés les nouveaux maires — presque tous musulmans — d'assumer avec efficacité les affaires de leur commune. Certains sont presque seuls à supporter le charge de leur commune groupant 4.000 à 5.000 habitants.

1786. — 7 juillet 1959. — M. Ribière expose à M. le ministre de l'agriculture que les modalités de délivrance des licences d'importation afférentes aux fruits et légumes soulève les plus vives critiques de la part des professionnels. Ces licences sont réparties sur avis des ministères responsables après consultation des comités techniques et au profit de catégories antérieures dont peuvent justifier les importateurs. Ces comités fonctionnent dans des conditions anormales. Les organismes habilités à désigner des membres ne connaissent jamais la suite réservée à leurs propositions; certains comités, sans être dissous, ne se réunissent jamais; des membres titulaires ne sont pas convoqués alors que des personnalités étrangères au comité y siègent fréquemment. Cette situation a fait l'objet, le 20 février 1958, d'un rapport d'enquête de la commission des affaires économiques du Conseil de la République. Le rapport fait au nom de cette commission, est extrêmement sévère et laisse planer des doutes sérieux quant à la régularité des opérations de délivrance des licences. En fait, la répartition au profit de catégories constituées injusticé et décourage les jeunes ou les nouveaux importateurs en créant un monopole de fait au profit de grosses maisons, toujours

les mêmes, qui bénéficient de protections singulières. Il lui demande quelles mesures il a prises ou compte prendre pour mettre de l'ordre dans un service où se produisent les errements signalés, que la commission des affaires économiques du Conseil de la République, qu'il présidait avec une grande autorité, a justement condamnés.

1787. — 7 juillet 1959. — M. Gernez expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: le droit de mutation à titre onéreux des biens immeubles édicté par les articles 721 et 723 du code général des impôts était réduit à 1,20 p. 100, la taxe complémentaire exceptionnelle sur la première mutation profit du département et de la commune étaient supprimés pour les acquisitions de terrains. Les allègements fiscaux susvisés étaient subordonnés aux conditions suivantes: a) que l'acte constatant l'acquisition soit enregistré avant le 4^{er} janvier 1960; b) que l'acquéreur dudit terrain s'engage à construire, dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'acte, une maison qui, pour les trois quarts au moins de sa superficie totale, soit affectée à usage d'habitation, ceci attesté par un certificat du maire de la commune. Or, un particulier, remplissant les conditions susvisées, a bénéficié, au moment de l'enregistrement de l'acte, du tarif de faveur, à savoir 1,20 p. 100. Il eût fallu édicter sur son terrain un cholet préfabriqué dispensé du permis de construire par une société spécialisée dans ce genre de construction. L'intéressé se trouve dans l'impossibilité de produire au bureau de l'enregistrement les documents susvisés. Il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'assouplir le règlement en vigueur en prévoyant, le cas échéant, une mesure de tempérament pour des personnes qui, en toute bonne foi, ont fait édicter sur un terrain leur appartenant un cholet qui leur a procuré un logement décent et pourvu d'un certain confort.

1788. — 7 juillet 1959. — M. Neuwirth signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques, qu'en prévision des changements de prix provoqués par l'apparition du franc nouveau, dit laur, certains établissements procéderaient à des augmentations de prix. Il lui demande: 1^o si les services de la direction générale des enquêtes économiques ont, d'ores et déjà, reçu les instructions nécessaires et s'ils disposent des moyens voulus pour intervenir efficacement; 2^o quelles mesures, et dans quels délais, il compte prendre pour éviter la généralisation de tels procédés.

1789. — 7 juillet 1959. — M. Haibout demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'envisage pas d'exonérer de la taxe de la radiodiffusion les militaires servant en Algérie.

1800. — 7 juillet 1959. — M. Rieunaud appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'insuffisance des mesures prises jusqu'à présent pour assurer effectivement et rapidement l'indemnisation des victimes des calamités publiques: inondations, orages de grêle, etc. Il lui signale que, notamment, d'après les informations qui lui sont parvenues, les dispositions de la loi du 3 avril 1958 relatives à l'aide aux sinistrés des Alpes et celles de l'ordonnance du 19 septembre 1958 concernant les sinistrés du Bas-Rhin et de l'Aveyron n'ont pas permis, jusqu'à présent aux sinistrés de percevoir la moindre subvention de l'Etat. Il lui demande s'il n'entend pas faire procéder à une étude approfondie de ces problèmes, afin d'aboutir à l'établissement d'un statut de la solidarité nationale fixant les définitions précises des calamités publiques et établissant les règles suivant lesquelles devront être dédommagés les victimes de toutes les calamités intervenues en France depuis le début de l'année 1957 ou de celles qui sont susceptibles de se produire à l'avenir.

1801. — 7 juillet 1959. — M. Doray demande à M. le Premier ministre pour quelles raisons, ni le conseil supérieur de la fonction publique, ni l'assemblée plénière, n'ont encore été convoqués conformément aux dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires.

1805. — 7 juillet 1959. — M. André Marie demande à M. le ministre de l'intérieur les dispositions qu'il compte prendre en vue d'assurer le respect de l'horaire normal de travail des agents de service de la sûreté nationale en activité dans les compagnies républicaines de sécurité et écoles de police.

1806. — 7 juillet 1959. — M. André Marie demande à M. le ministre de l'intérieur quel est le nombre de gardiens et gradés du corps urbain réformé pour invalidité résultant des causes de service, et qui ont été ensuite reclassés, sur leur demande, dans les cadres administratifs et techniques de la sûreté nationale, au cours des années 1956, 1957 et 1958.

1807. — 7 juillet 1959. — M. André Marie demande à M. le ministre de l'intérieur: 1^o quel est le nombre de jours de déplacements effectués en Algérie par les agents de service de la sûreté nationale en fonctions dans les compagnies républicaines de sécurité, au cours des années 1956, 1957 et 1958; 2^o quel est le nombre d'agents de service ayant participé à ces déplacements; 3^o s'il ne lui paraît pas opportun de doter ce personnel d'un statut répondant à leurs servitudes spéciales.

1808. — 7 juillet 1959. — M. André Marie expose à M. le ministre de l'intérieur qu'une instruction ministérielle SN. PER/STA n° 5661 du 6 juin 1959 prévoit l'attribution d'une récompense exceptionnelle de 10.000 francs aux agents du service actif de la sûreté nationale. Il lui demande quels sont les conditions d'attribution de cette prime, le montant des crédits engagés à cet effet et les raisons pour lesquelles les personnels des cadres administratifs et techniques de la sûreté nationale ne bénéficient pas de cette mesure.

1809. — 7 juillet 1959. — M. André Marie expose à M. le ministre de l'intérieur que les diplômés demandés pour le recrutement des commis de la sûreté nationale sont les mêmes que ceux exigés pour présenter les concours des inspecteurs de la sûreté nationale. Considérant que, dans le cadre de la réforme statutaire et indicielle envisagée pour les corps actifs, il est prévu l'intégration des inspecteurs de la sûreté nationale dans le corps des officiers de police adjoints, alors que de nombreux commis exercent dans certains services de police des fonctions identiques, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre en faveur des commis de la sûreté nationale exerçant de telles fonctions.

1810. — 7 juillet 1959. — M. Robert Ballanger demande à M. le ministre de la reconstruction les mesures qu'il compte prendre de concert avec M. le ministre de l'industrie et du commerce afin que, dans tout lotissement important, soient obligatoirement prévus des moyens de distribution correspondant aux besoins réels de la population, que ces moyens soient répartis de façon équitable et en dehors de toute idée spéculative, et que notamment les habitants des nouvelles cités aient toujours la possibilité matérielle de recourir aux coopératives de consommation pour assurer eux-mêmes leur approvisionnement familial, aucun obstacle ne devant, même de façon détournée, s'opposer au libre exercice de leur droit d'association.

1811. — 7 juillet 1959. — M. Robert Ballanger, rappelant à M. le ministre de l'intérieur les odieuses agressions dont ont été victimes, notamment le 6 juin, à Paris, des citoyens de la Communauté, étudiants dans la capitale, lui demande: a) les mesures qui ont été prises à l'encontre des agresseurs; b) les dispositions qu'il compte prendre afin de mettre un terme aux agissements des groupements racistes.

1812. — 7 juillet 1959. — M. Canca expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que la suppression de la subvention de fonctionnement aux colonies de vacances de l'entraide coopérative a eu pour conséquence une élévation très sensible du prix de journée, qui ne sera nullement compensée par l'octroi de bourses individuelles dont les modalités d'attribution et le nombre laissent beaucoup à désirer. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre afin de rétablir cette subvention de fonctionnement qui permettrait de faire bénéficier des colonies de vacances le plus grand nombre possible d'enfants.

1813. — 7 juillet 1959. — M. Fernand Grenier se référant à la réponse faite le 28 avril 1959 à la question écrite n° 246 demande à M. le ministre de la santé publique et de la population: 1° à quelle date va entrer en application pour les bénéficiaires de l'aide sociale les dispositions de l'article L. 711-2 du code de sécurité sociale, tel qu'il a été modifié par l'ordonnance n° 59-127 du 7 janvier 1959; 2° s'il envisage de prescrire la révision automatique de tous les dossiers de demandes d'allocation supplémentaire formulées par les bénéficiaires de l'aide sociale, et qui ont fait l'objet d'une décision de rejet, depuis le 2 août 1957.

1815. — 7 juillet 1959. — M. Davaut, se référant aux réponses données les 21 avril et 23 juin 1959 aux questions écrites n°s 331 et 772 demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° si les droits de places et de stationnement constituent des recettes exclusivement fiscales, qu'ils soient collectés par les régisseurs directs des communes ou par des adjudicataires reconnus « nécessairement proposés des communes » par la jurisprudence; 2° dans l'hypothèse où il estime qu'une partie de ces recettes n'a pas le caractère fiscal: a) pour quelle raison la partie des recettes affectée au paiement du personnel des charges sociales et des autres frais de perception est considérée d'origine fiscale en régie directe, alors que la même partie de ces recettes laissée entre les mains des adjudicataires pour acquitter les mêmes dépenses et bien qu'ayant la même origine est considérée comme taxable; b) pour quelle raison la partie des recettes qui est laissée également aux mains des adjudicataires pour acquitter des impôts: droits d'enregistrement et de timbre, contribution des patentes et taxes vicinales, est considérée comme taxable alors que les sommes ainsi laissées aux régisseurs des communes ne sont que passer entre leurs mains et que, d'origine fiscale, elles sont récupérées par des administrations fiscales; 3° s'il considère que seuls sont recevables des taxes sur le chiffre d'affaires ceux qui ont une activité industrielle ou com-

merciale sans qu'il y ait lieu d'examiner le mode d'imposition des bénéfices tirés de cette activité, mode d'imposition parfois litigieuse, puisque, en ce qui concerne les concessionnaires de droits communaux, une activité reconnue spécialement non commerciale par la direction générale des impôts elle-même, est réputée engendrer des bénéfices commerciaux pour l'application de la taxe proportionnelle; 4° s'il n'estime pas que les dispositions de l'article 35, 4°, du code général des impôts, imposables par le texte lui-même à « l'application de la taxe proportionnelle » ne sauraient, sans abus, être étendues aux taxes sur le chiffre d'affaires et étendues, en outre des bénéfices, à l'activité qui les procure; 5° s'il ne conviendrait pas de liquider un contentieux d'autant plus fâcheux qu'il a pris naissance dans un arrêté ministériel qui, ayant pour objet théorique d'égaliser les charges fiscales des entreprises, des collectivités et celles des particuliers effectuant les mêmes opérations, a supprimé, en fait, l'égalité qui existait entre les régies et les adjudicataires de droits de places.

1816. — 7 juillet 1959. — M. Davaut expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il semblerait nécessaire de déterminer, une fois pour toutes, la situation des concessionnaires de droits communaux qui, en province, s'abstiennent rigoureusement de toute prestation commerciale et bornent leur activité à la perception de taxes à caractère fiscal: droits de places et de stationnement. Il lui fait observer, en effet, qu'il n'est pas possible que les intéressés soient considérés tantôt comme des non-commerçants et que leur personnel soit considéré comme employé dans une entreprise chargée d'un service public non commercial par une administration qui, elle-même, prétend que les bénéfices de cette entreprise sont de nature commerciale. Il ne semble pas logique d'assimiler les concessionnaires de droits communaux à des fonctionnaires, alors qu'ils ne bénéficient, ni de retraite ni de la garantie de l'emploi; qu'il n'est pas davantage possible de les assimiler à des commerçants alors qu'ils n'effectuent aucun acte de commerce et que dans le cas contraire il faudrait leur reconnaître la propriété commerciale à l'encontre des communes concédantes. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, de recueillir les dispositions de l'article 35, 4°, du code général des impôts, afin d'en limiter l'application (comme l'arrêté Verneiron du 30 septembre 1917 sur lequel cette disposition a été fondée) aux adjudicataires, concessionnaires et fermiers de droits communaux dont une partie importante des recettes provient d'opérations commerciales.

1817. — 7 juillet 1959. — M. Rieunaud demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il ne serait pas possible de modifier les instructions ministérielles prises pour l'application à la Société nationale des chemins de fer français de la loi du 6 août 1953 portant amnistie, afin que les agents ayant obtenu l'amnistie de plein droit par application des dispositions de ladite loi puissent, à nouveau, bénéficier des facilités de circulation accordées aux agents de la Société nationale des chemins de fer français.

1818. — 7 juillet 1959. — M. Canat attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'attitude d'hostilité agressive à l'égard de la France adoptée publiquement par M. le président du conseil égyptien et notamment sur: 1° sa prise de position publique pour l'indépendance de l'Algérie; 2° sa revendication de ce qu'il nomme le « Sahara marocain ». Il lui demande si les déclarations faites publiquement par ce représentant officiel de Mohamed V sont compatibles avec la politique du Gouvernement français, particulièrement à la veille de la rencontre annoncée des deux chefs d'Etat; et si, malgré cette hostilité non dissimulée, il projette d'engager la France dans une nouvelle politique d'aide technique et financière au Maroc; et, dans l'affirmative, s'il a mesuré les effets désastreux qu'une telle faiblesse na manquera pas d'avoir sur le moral déjà très ébranlé de la population des départements français d'Algérie.

1819. — 7 juillet 1959. — M. Crovis demande à M. le ministre du travail s'il envisage de prendre, à brève échéance, les arrêtés portant extension des conventions collectives pour lesquelles a été donné un avis favorable le 23 avril 1959 par la section spécialisée de la commission supérieure des conventions collectives créée par décret du 7 janvier 1959.

1820. — 7 juillet 1959. — M. de La Malène expose à M. le ministre de l'intérieur qu'un conseiller municipal exécuté pour le compte de sa commune le travail suivant: trois fois par semaine, il conduit le camion-benne pour retirer les ordures ménagères et touché pour ce travail un salaire mensuel comme les ouvriers communaux. Ce service de voirie est effectué en régie par la commune. Le véhicule appartenant à la commune, il lui demande si ce conseiller municipal ne doit pas être considéré comme saisié de la commune et à ce titre inéligible? ou bien si le préfet ne doit pas le mettre en demeure d'opter, soit pour le mandat municipal soit pour l'emploi.

1821. — 7 juillet 1959. — M. Fred Moore expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation des opticiens lunetiers s'inscrivant à l'acoustique. Effectivement, ces opticiens lunetiers non agréés par la sécurité sociale pour la fourniture de prothèses auditives sont inquiétés pour l'avenir en raison de l'organisation de la profession d'acousticien diplômé et cela d'autant plus que le délai de vente, pour les non-agrégés, expire au 31 décembre 1959. La commission nationale consultative d'agrément leur ayant conseillé de suivre le stage des arts et métiers préparant au certificat de qualification qui, automatiquement, leur donnerait leur agrément à la sécurité sociale, il lui demande où en est le projet d'organisation de la profession d'acousticien diplômé.

1822. — 7 juillet 1959. — M. Roulland expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que certaines personnes qui n'ont pu utiliser leurs cauchettes de fait de la dernière grève de la Société nationale des chemins de fer français, n'ont pu obtenir jusqu'à présent le remboursement de leurs places et que les services intéressés les ont informés qu'un délai supérieur à deux mois était nécessaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser de tels abus qui lésent à double titre les utilisateurs de la Société nationale des chemins de fer français.

1823. — 7 juillet 1959. — M. Tarrou demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne serait pas possible que des dispositions soient prises en faveur des militaires français en service au Maroc afin qu'ils n'aient plus à supporter les conséquences du déchéage du franc marocain, à l'occasion des mandats qui leur sont adressés de la métropole.

1824. — 7 juillet 1959. — M. Pizanon, observant que la période de sécheresse semble vouloir persister dans le district de Paris, demande à M. le ministre de l'intérieur si cette région est actuellement susceptible d'être alimentée en eau d'une façon à peu près normale. Déjà, en effet, de nombreuses mesures seraient envisagées qui risquent de gêner considérablement la population et voire même de compromettre la santé publique. En dépit d'ailleurs des restrictions imposées par diverses compagnies concessionnaires en ce qui concerne l'usage des baches de lavage, des manœuvres destinées à réduire la pression générale du réseau au du être appliquées afin de ménager les réserves d'eau constituées dans les réservoirs et il s'ensuit qu'en de nombreux immeubles à usage d'habitation, aux étages supérieurs, l'eau manque à diverses heures de la journée. Or, dans les réservoirs, la cata d'eau continue à baisser, ce qui ne laisse pas d'être alarmant, si bien que les puissances en rivières (Seine, Marne, Oise, etc.) auraient été accrues d'une manière considérable pour pallier la réduction du débit des eaux provenant de sources et de puits forés. La capacité des stations de pompage et filtrage étant toutefois limitée, il lui demande quelles sont les mesures prises afin que cette eau ne manque pas à des dizaines de milliers d'habitants, aux bateliers, aux hôpitaux et cliniques, aux usines et, qu'en tous points du district, les services compétents soient à même de subvenir à la défense contre l'incendie.

1825. — 7 juillet 1959. — M. Pizanon appelle l'attention de M. le ministre des armées sur la situation de certains militaires de carrière dégrados des cadres puis rappelés à l'activité et qui ont subi, en ce qui concerne leur avancement de grade, un sensible préjudice. C'est ainsi qu'un officier mis en disponibilité en 1915, placé ensuite en situation de non-activité au cours de l'année 1946 pour être enfin rappelé au début de 1952, peut être considéré comme ayant éprouvé un tel préjudice des lars qu'il était au tableau d'avancement en 1943 et devait être promu en 1945. Une proposition de loi déposée durant la précédente législature tendait à accorder aux intéressés la réparation du retard apporté ainsi au déroulement logique de leur carrière; ce texte précisait d'ailleurs que les mesures prévues en ce sens devaient être excécutées de tout rappel de solda ou autres indemnités. Or, un nouveau projet de loi présentement à l'étude reprendrait la plupart des dispositions de la précédente avec toutefois, paraît-il, le correctif suivant, à savoir que les militaires promus à une épogée où ils se trouvaient dégrados des cadres n'auraient pas droit à la réparation du préjudice de carrière. Il lui demande s'il n'estime pas que la loi devrait être plus libérale et s'appliquer, sans distinction d'espèces, à tous les militaires rappelés à l'activité et, dans cette hypothèse, quelle est la suite que l'on peut en escompter.

1826. — 7 juillet 1959. — M. Pizanon appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'un des aspects particuliers qui pourraient présenter dans leurs conséquences les obligations nouvelles édictées en matière d'assurances automobiles. La somme des cotisations encaissées par les compagnies d'assurances devant être indéfiniment plus élevée que par le passé, ces dernières seraient dorénavant susceptibles de participer aux dépenses de signalisation publique que les collectivités territoriales, et en premier lieu les communes, sans seules à supporter des lars qu'il s'agit, pour elles, de procéder à l'équipement en feux tricolores d'un carrefour dangereux. Des installations de ce genre sont établies dans l'intérêt même des usagers de la voie publique et, à l'évidence, les assureurs ne peuvent, de leur côté, s'y trouver avatage en raison de la diminution correspondante des sinistres imputables aux accidents de la circulation. Il lui demande s'il n'estima pas souhaitable que les compagnies d'assurances soient appelées à concourir aux frais de premier établissement des appareils de signalisation dont il s'agit.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

704. — M. Damenech demande à M. le Premier ministre de lui faire connaître: 1° le nombre total de fonctionnaires et assimilés employés dans les administrations françaises; 2° le nombre total des fonctionnaires et assimilés jouissant actuellement de leur retraite; 3° le montant total des traitements et retraites de ces fonctionnaires et assimilés. (Question du 28 avril 1959.)

Réponse. — 1° D'après le recensement de 1956, le nombre total des fonctionnaires titulaires s'élève à 759.720, auxquels s'ajoutent 131.060 ouvriers; 2° le nombre total des fonctionnaires et assimilés titulaires du régime général des retraites de l'Etat, qui sont actuellement inscrits au grand livre de la dette publique, s'élève à 255.600, 3° compte tenu des traitements en vigueur depuis le 1er février 1959, le chiffre qui peut être retenu pour le montant total des traitements avec les charges sociales afférentes est celui de 1.215 milliards indiqués pour le budget de 1959 par les services de la direction du budget du ministère des finances, et le montant total des pensions de retraite servies aux fonctionnaires est, d'après les éléments fournis par la direction de la dette publique, de 153 milliards.

ARMÉES

971. — M. Bernasconi appelle l'attention de M. le ministre des armées sur la situation des militaires gravement blessés et que l'armée rapatrie en métropole pour y être soignés. Il lui demande s'il compte faire en sorte que ces blessés soient confiés à des hôpitaux militaires proches de leurs résidences, afin de permettre aux familles d'apporter à ces convalescents le réconfort de leur présence. (Question du 11 mai 1959.)

Réponse. — Les militaires gravement blessés en Afrique du Nord sont rapatriés soit en métropole soit dans le Nord et le Sud. Ils sont alors dirigés sur l'un des hôpitaux militaires au moment de leur région de résidence. Toutefois, cette ligne de conduite ne peut être tenue à l'égard des blessés justiciables de soins dans des services spécialisés n'existant que dans certains hôpitaux. D'autre part, l'évacuation des intéressés sur leur région d'origine n'est pas toujours immédiatement réalisable en raison de la capacité des formations hospitalières et du nombre des hospitalisés. Dans de tels cas, assez peu fréquents d'ailleurs, les blessés sont dirigés, dans toute la mesure du possible, sur une région voisine de la leur.

1326. — M. Junot expose à M. le ministre des armées que depuis le 1er juillet 1949, par l'acte n° 3543/11/M, la direction de la gendarmerie a prescrit de refuser la remboursement du montant du loyer aux saufs-officiers de la garde républicaine de Paris logés hors casernes faute de logement dans les bâtiments appartenant à l'Etat et l'onde son droit; et sur le refus des propriétaires d'accepter le paiement des quittances par virement direct à leur C. C. P. (celle modalité, aux termes de la circulaire ministérielle n° 20016/Gend. A. C. étant assimilée à un bail verbal); b) sur les dispositions de la C. M. n° 121-22/B/5 du 31 décembre 1949, titre VI. Il lui demande: 1° quelles seraient les incidences budgétaires si le montant du loyer était viré directement au C. C. P. des militaires intéressés, en application de la C. M. 20046/Gend. A. C. (location verbale) et non à celui des propriétaires; 2° si les dispositions de la C. M. 121-22/B/5 peuvent abroger les dispositions du décret n° 51-588 qui stipule que les militaires de la gendarmerie ont le bénéfice du logement gratuit par nécessité absolue de service, dans la négative, à quelle date il sera en mesure d'étendre le bénéfice de ce décret aux sous-officiers de la garde républicaine de Paris logés hors casernes à leur frais; 3° quels sont les textes réglementaires sur lesquels la direction de la gendarmerie fonde son droit à décider arbitrairement d'une fraclian importante de la soide de son personnel; 4° quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre pour mettre un terme à cette situation et pour que soit respectée la volonté du législateur. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — Le décret n° 51-588 précise que les personnels de tous grades de la gendarmerie nationale en activité de service et logés dans des casernements ou dans des locaux annexés aux casernements bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service. Aux termes du décret n° 49-732 du 7 juin 1949, « il y a nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir son service sans être logé dans les bâtiments où il doit exercer ses fonctions ». D'autre part, « seules les concessions de logement par nécessité absolue de service comportent la gratuité de la prestation du logement ». Le ressort de cette réglementation, qui le logement des militaires de la gendarmerie en caserne au dans des locaux pris à bail régularisé par l'Etat résulte d'une allocation de service au lieu d'un droit statutaire; que la gratuité de la prestation de logement n'est un corollaire de cette allocation et non un accessoire de soide. En outre, toute indemnité compensatrice de loyer a été supprimée par application des dispositions combinées des lois n° 45-2294 du 19 octobre 1946 (art. 31) et n° 47-1197 du 23 août 1947 (art. 30), ainsi que du décret n° 48-1366 du 27 août 1948 (art. 1er), dispositions rappelées par la C. M. n° 121/22/B/5 du 31 décembre 1949. En conséquence: 1° les crédits prévus chaque année au budget de la gendarmerie doivent couvrir les dépenses de loyer de la totalité du personnel de cette arme; mais il n'est pas possible légalement de virer au compte personnel des militaires

de la gendarmerie logés hors caserne à leurs frais le montant de leur loyer, 2° la C. M. n° 121/22/B 5 est le texte d'application des décrets n° 49-712 du 7 juin 1949 et n° 49-1618 du 28 décembre 1949 dont procède le décret n° 51-888 du 9 juillet 1951; ces deux textes sont applicables à tous les fonctionnaires civils et militaires. Le décret n° 51-888 ne comporte aucune disposition dérogatoire aux textes de référence; 3° en ce qui concerne la gratuité de la prestation de logement nu, il convient de rappeler qu'elle n'est pas un accessoire de soldes; 4° enfin, le logement des militaires de la gendarmerie en casernic est la règle du service; c'est à défaut de logements en caserne qu'il est procédé à la location par l'Etat de logements hors caserne. Des directives sont données constamment aux unités afin de rechercher des logements pouvant être régulièrement pris à bail par l'Etat en faveur des militaires logés à leurs frais. En ce qui concerne la région parisienne, il est prévu un programme d'extension du casernement de la gendarmerie qui doit permettre de réaliser, au fur et à mesure des possibilités budgétaires, le logement de tous les militaires en casernic. Il convient de noter qu'une amélioration pourra être obtenue en cette matière dès que, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957, le Gouvernement sera en mesure de fixer « les conditions des conventions spéciales de location à conclure par les organismes d'habitations à loyer modéré avec les services de la gendarmerie et les services organisés de lutte contre l'incendie ».

CONSTRUCTION

994. — M. Albert Denvers demande à M. le ministre de la construction de lui faire connaître s'il entre dans ses intentions de proposer au Gouvernement l'établissement d'un plan de destruction des constructions provisoires et de relogement des occupants, assorti des modalités de financement, conformément au paragraphe 11 de l'article 15 de la loi cadre sur le logement, du 7 août 1957 (Question du 11 mai 1959.)

Réponse. — Il est effectivement dans les intentions du ministre de la construction de soumettre au Gouvernement un plan propre à permettre de régler, dans son ensemble, le problème des constructions provisoires. Les modalités en sont présentement à l'étude et il y a lieu de penser que le Gouvernement pourra en être saisi dans les prochains mois.

EDUCATION NATIONALE

1255. — M. Trémolet de Villers demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° Si un instituteur en congé de longue durée et d'une impotence telle qu'il doit être assisté constamment d'une tierce personne, doit bénéficier de l'indemnité de « la tierce personne » payée par la sécurité sociale; a) quand il est rémunéré à plein traitement; b) quand il est rémunéré à demi-traitement; 2° à quelles indemnités de sécurité sociale a-t-il droit. (Question du 2 juin 1959.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'instruction générale du 1^{er} août 1958 relative au régime de sécurité sociale des fonctionnaires titulaires de l'Etat, les fonctionnaires doivent bénéficier soit des avantages prévus par leur statut particulier, soit des avantages prévus par le régime de sécurité sociale, le régime le plus favorable leur étant appliqué. En tout état de cause, l'honorable parlementaire est prié de bien vouloir préciser le cas particulier qu'il a provoqué sa question écrite; une réponse plus détaillée lui sera alors adressée.

1294. — M. Noël Barrot expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'à compter du 1^{er} octobre 1958, par décision du 7 novembre 1958 prise sous la timbre du 2^e bureau de la direction de l'enseignement technique les emplois des agents des services économiques des Internats en règle d'Etat ont été transformés en postes budgétaires et que le traitement de ces agents est désormais liquidé par les soins de l'inspection académique alors qu'avant cette date du 1^{er} octobre 1958, ce personnel était un personnel auxiliaire recruté par la chef d'établissement, c. rémunéré par l'économie de la règle d'Etat sur les ressources propres de l'internat; quo, cependant, aucune précision n'a encore été fournie par l'administration en ce qui concerne la nouvelle situation juridique des personnels en place à la date du 1^{er} octobre 1958, aucune mesure d'intégration dans les cadres de fonctionnaires n'ayant encore été prise à ce jour; que, par contre, la direction du 2^e degré, qui a pris des mesures analogues en faveur des agents des services économiques des Internats en règle d'Etat des établissements du 2^e degré (circulaire du 6 février 1959, 2^e et 6^e bureaux du 2^e degré) a prévu, par la circulaire du 4 mars 1959 des mesures d'intégration applicables en faveur du personnel en place. Il lui demande s'il n'est pas possible d'appliquer aux agents des services économiques de l'enseignement technique en place au 1^{er} octobre 1958 des mesures d'intégration analogues à celles prévues pour ses agents par la direction du 2^e degré et s'il peut lui donner l'assurance que toutes précisions utiles seront fournies dans un délai assez bref par la direction de l'enseignement technique. (Question du 3 juin 1959.)

Réponse. — Les modalités d'intégration des agents de service des Internats en règle d'Etat des collèges techniques ont été fixées par l'article 46 du décret n° 56-970 du 28 septembre 1956 (J. O. du 29). En application de l'article 4 de ce texte, les recteurs sont chargés de l'application des dispositions susvisées, qui ne devraient souffrir aucun retard. Toutes instructions complémentaires nécessaires sont d'ailleurs données aux services académiques qui ont pu signaler des difficultés d'application particulières.

1324. — M. Desouches expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'au moment où le manque de maîtres se fait cruellement sentir, il lui semble anormal que certaines mesures soient prises envers les instituteurs retraités ayant accepté de reprendre du service dans les écoles primaires. La loi du cumul leur est appliquée en faisant un décompte chaque jour et, de ce fait, ils y sont constamment soumis alors que d'autres qui, par exemple, travaillent à mi-temps dans le secondaire, les cours complémentaires ou dans les organismes privés, échappent à cette loi. Il demande pourquoi le gain qui leur est accordé pour cette reprise d'activité n'est pas réparti sur l'année, ce qui leur permettrait de rester en-dessous du maximum autorisé. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — Cette anomalie n'a pas échappé à mes services qui l'ont signalée au ministre, des finances afin d'obtenir une modification de la réglementation en vigueur.

1342. — M. Juszkiewski demande à M. le ministre de l'éducation nationale si un menteur d'éducation physique peut faire valider, au titre de services d'Etat, ses années de services accomplies dans les écoles primaires au titre d'une municipalité, pour son reclassement. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — Aux termes du décret n° 51-1123 du 5 décembre 1951 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les règles de reclassement applicables au personnel enseignant d'éducation physique et sportive, les services rendus au titre des collectivités locales ne sont pas pris en compte pour le reclassement de ce personnel.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

914. — M. François-Bernard rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu de nombreux textes réglementaires, et notamment des décrets du 30 octobre 1948 et du 4 août 1949, il avait décidé que les titres de 500 francs et au-dessus de valeur nominale seraient regroupés en titres de 5.000 francs. Or, il existe encore actuellement de nombreuses valeurs, notamment des anciennes compagnies de chemin de fer pour lesquelles les coupons étant épuisés, les intérêts minimes, parfois de 5 à 6 francs par semestre, sont payés par les banques après que les titres ont été revêtus d'une estampille. De plus, ces titres n'étant plus cotés en Bourse sont invendables. Cet état de choses est très préjudiciable à leurs possesseurs qui sont, en général, des personnes âgées peu fortunées. Il demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à cette situation sans léser en aucune manière les propriétaires de ces titres déjà largement pénalisés par les dévaluations monétaires. (Question du 13 mai 1959.)

Réponse. — Si l'on excepte l'emprunt 5 p. 400 1925 dont les titres nominatifs appartiennent à trois souscripteurs seulement, tous les emprunts des anciennes grandes compagnies métropolitaines de chemins de fer ont été écumés aux opérations de regroupement. Cependant les petits porteurs qui possédaient des obligations pour une valeur nominale totale inférieure à celle des titres nouveaux ne pouvaient pas, compte tenu de la réglementation en vigueur, être forcés à vendre leurs titres ou à acheter les titres supplémentaires nécessaires pour obtenir un titre de 5.000 ou de 10.000 francs. C'est pourquoi 5 à 40 p. 400 du nombre des obligations n'ont pu être regroupées. La situation au 31 décembre 1958 était la suivante: 458.941 titres d'une valeur nominale de 500 francs à 3, 4 et 5 p. 400 seront entièrement amortis en 1960; 263.078 titres d'une valeur nominale de 500 francs (3 p. 400 1921 et 3 1/2 p. 400 1943) sont encore en circulation, leur amortissement normal est terminant en 1982-1983; 607.306 titres d'une valeur nominale de 1.000 francs (4 p. 400 1921, 5 p. 400 1921 et 4 p. 400 1941) ne seront épuisés qu'en 1982 ou 1991; 286.875 titres d'une valeur nominale de 2.000 francs (4 p. 400 1941 et 3 1/2 p. 400 1913) restent à amortir d'ici 1985 ou 1991. Ces titres ne sont pas cotés en Bourse en raison du regroupement intervenu (art. 11 du décret du 30 octobre 1948). Toutefois, les coupures d'appoint remises en échange des anciens titres peuvent être négociées en Bourse à la condition que l'ordre de vente soit libellé au mieux. En ce cas, les cours d'exécution sont ceux cotés sur le marché des obligations de 5.000 ou de 10.000 francs divisés par le nombre de titres nécessaires au regroupement.

944. — M. Thamazoit demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est exact que, dans l'état actuel de la législation fiscale, un pensionné qui recoll son pension soit directement d'un ancien employeur, soit d'une caisse non « reconnue » en France est frappé de la taxe proportionnelle à 22 p. 100 alors qu'un pensionné recevant une pension de l'étranger, quelle que soit la personnalité du débiteur, peut s'exonérer de la taxe proportionnelle en acquittant le versement forfaitaire de 3 p. 400. (Question du 12 mai 1959.)

Réponse. — En l'état actuel de la législation et sous réserve des modifications qui pourront y être apportées par la réforme fiscale dont le Parlement sera prochainement saisi, les retraités qui sont exonérés de la taxe proportionnelle sont, d'après les dispositions de l'article 482 du code général des impôts, uniquement ceux dont la pension donne lieu au versement forfaitaire de 3 p. 400, c'est-à-dire ceux dont la pension est versée par l'Etat, les collectivités publiques et les caisses de retraite spécialement autorisées par arrêté ministériel à se placer sous le régime du versement forfaitaire. Les retraités qui reçoivent leur pension directement de leur ancien employeur ou d'une caisse non autorisée à effectuer le versement forfaitaire doivent donc effectivement acquitter la taxe

proportionnelle, observation étant faite que le taux de cette taxe est de 5,50 p. 100 et non de 22 p. 100, sur la fraction des arriérés qui n'a excédé pas 440 000 francs. Quant à la mesure concernant les bandes de pensions de source étrangère — à laquelle il est fait allusion dans le texte de la question — elle se présente comme le corollaire de celle prise en 1953 qui a autorisé les salariés résidant en France au service d'employeurs établis hors de France à effectuer le versement de 5 p. 100 sur leurs salaires au lieu et place de leurs employeurs et elle trouve sa justification dans le fait que, lorsque le débiteur des pensions est, comme c'est le cas le plus fréquent, une caisse de retraite domiciliée à l'étranger, la procédure prévue pour obtenir l'autorisation d'acquiescer le versement forfaitaire ne peut lui être appliquée puisqu'elle n'est pas soumise à la législation française et qu'il est équitable, dans ces conditions, d'admettre que les retraités puissent se substituer à elle et exercer eux-mêmes l'option pour le régime dudit versement.

1012. — M. Paquet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 1^{er} de la loi n° 51-101 du 10 avril 1951 dispose que les entrepreneurs de travaux immobiliers, à l'exception des artisans remplissant les conditions prévues à l'article 181 du code général des impôts, sont obligatoirement assujettis à la T. V. A. — que dans son instruction n° 175 du 30 juin 1951, l'administration des contributions indirectes a donné au terme « entrepreneur » une signification de plus extensives puisqu'elle considère comme entrepreneur général passible de la T. V. A. le maître d'œuvre lorsqu'il est une société civile ou une association de copropriétaires qui construisent ou font construire des immeubles pour la vente ou pour en répartir les appartements entre leurs membres (logements économiques et familiaux) — que les sociétés et actionnaires acquérant leur logement se trouvent frappés dans le prix d'acquisition du logement d'autant plus que l'administration prétend faire entrer dans l'assiette de la T. V. A. (Instruction du 43 mars 1957, n° 47 B) les honoraires d'architectes, les charges financières des emprunts contractés pour la construction, les mémoires des artisans, alors que datés d'un régime spécial, ils payent déjà, sur tous leurs achats, toutes les taxes comptant, et non en suspension de taxes, les mémoires des comptabilistes dotés également d'un régime spécial, les salaires des employés, gérants de la société, agios, de banques, etc., que cette interprétation nuit considérablement à l'action entreprise pour la réalisation du programme de logements avec accession à la propriété, notamment par les sociétés immobilières d'économie mixte. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait juste d'exonérer de la T. V. A. les frais généraux précédents qui ne peuvent être assimilés à un chiffre d'affaires, toutes les fois qu'il s'agit de logements répondant aux normes des logements économiques et familiaux. (Question du 4 mai 1959.)

Réponse. — L'instruction n° 95 du 11 mai 1959 publiée au *Bulletin officiel* des contributions indirectes n° 19, règle, d'une manière définitive, la question posée, dans le sens préconisé par l'honorable parlementaire.

1078. — M. Vaschotti expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, d'après le code général des impôts, les artistes musiciens bénéficient d'une réduction à la base de 20 p. 100. Cependant, cette mesure n'est pas appliquée uniformément à tous les musiciens de la préfecture de police qui sont pourtant recrutés comme tel (par voie d'affiches dans les conservatoires de musique) et qui sont propriétaires de leurs instruments. Il lui demande s'il n'estime pas logique de prendre une circulaire d'application pour que tous les inspecteurs percepteurs fassent bénéficier tous les artistes musiciens, sans discrimination, de cet abattement de 20 pour 100. (Question du 26 mai 1959.)

Réponse. — La déduction supplémentaire pour frais professionnels prévue par l'article 5 de l'annexe IV du code général des impôts en faveur des artistes musiciens n'est pas applicable aux musiciens de la préfecture de police, les intéressés appartenant à un corps hiérarchisé, soumis à un statut particulier, et les dépenses professionnelles qu'ils engagent étant, pour une fraction importante, soit supportées directement par la préfecture de police, soit remboursées aux intéressés par l'action d'indemnités spéciales, de sorte que la partie desdites dépenses qui reste à leur charge peut, dans la plupart des cas, être considérée comme étant entièrement couverte par la déduction normale de 10 p. 100.

1099. — M. Laurent attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'incidence de la taxe à la valeur ajoutée sur les ventes franco. En effet, dans ce cas, la taxe à la valeur ajoutée est supportée par les frais de transport, alors que le législateur a, au contraire, marqué sa volonté récemment encore de soutenir la transport à cette taxe. Si la question a assez peu d'importance pour des livraisons de producteur à producteur, plus, dans ce dernier cas, l'acheteur récupère la taxe à la valeur ajoutée, il n'en est pas de même dans le cas des relations entre un assujetté et un non-assujetté à la taxe à la valeur ajoutée. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre des mesures pour que la part « transport » des facturations franco soit exempte désormais de la taxe à la valeur ajoutée. (Question du 20 mai 1959.)

Réponse. — Réponse négative. Dans le cas des ventes « franco », la partie du prix représentative des frais de transport ne peut, en vertu de l'article 273-1^{er} du code général des impôts, être distraite de l'assiette des taxes afférentes à la vente des produits. Cette interprétation est confirmée par une jurisprudence constante du conseil d'Etat.

1119. — M. Planteau demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques en vertu de quel texte les services de l'inspection du chiffre d'affaires contraignent les artisans colporteurs de papiers peints à payer la taxe locale sur les opérations qu'ils effectuent pour le compte des clients qui payent la taxe sur la valeur ajoutée. En effet, l'artisan ne fournit rien; son rôle consiste uniquement à poser du papier pour des tiers déjà assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée. Or, d'après le décret n° 55-165 du 30 avril 1955, les opérations de façon effectuées pour le compte d'assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée sont reconnues comme devant être exonérées de la taxe locale. (Question du 26 mai 1959.)

Réponse. — La pose du papier peint constitue un travail immobilier par nature et non une opération de façon, au sens de l'article 10, II, 2^e du décret n° 55-165 du 30 avril 1955. Les artisans visés à la question posée par l'honorable parlementaire sont donc passibles de la taxe locale par application de l'article 8, I, 3^e dudit décret.

1132. — M. Volsin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques sur quels éléments est calculée la taxe loi prestations de service des associations de tourisme visées à l'article 3, alinéa 8, du décret n° 55-169 du 30 avril 1955 et combien cette taxe a rapporté annuellement pour chaque grande association départementale ou nationale, depuis sa mise en recouvrement. (Question du 26 mai 1959.)

Réponse. — L'article 3, 8^e du décret n° 55-169 du 30 avril 1955 ayant abrogé l'alinéa b de l'article 256, le sixième alinéa de l'article 286 et le dernier alinéa de l'article 1655 du code général des impôts, les associations de tourisme et d'éducation populaire antérieurement exonérées par ces textes ont été replacées dans le champ d'application de la taxe sur les prestations de services. Elles sont soumises à cette taxe soit sur le montant global de leurs recettes, soit, si elles rendent compte aux touristes des débours engagés, sur le seul montant de leur rémunération. Eventuellement, les services rendus à l'étranger échappent à l'imposition. Par ailleurs, les recouvrements effectués au titre de ces affaires n'étant pas comptabilisés à part, l'administration n'est pas en mesure d'en faire connaître le montant global. Au surplus, les règles relatives au secret professionnel ne permettraient pas la publication de renseignements qui concernent l'activité d'organismes privés.

1134. — M. Baltoncourt rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vue d'assurer aux entreprises exploitées par des personnes morales un meilleur rendement, un régime fiscal de faveur a été institué, qui facilite la concentration de ces entreprises en permettant la fusion sous certaines conditions. Il lui signale que le même intérêt, qui a guidé le législateur dans ce sens, existe pour des personnes physiques, commerçants ou industriels, envisageant la fusion de leurs entreprises avec des entreprises exploitées soit par des personnes morales, soit par des personnes physiques. Il lui demande : 1^o si, à l'égard de ces personnes physiques, une fusion présentant les mêmes avantages n'est possible que ceux accordés aux personnes morales est possible et, dans l'affirmative, dans quelles conditions; 2^o dans la négative, quelles sont les raisons qui peuvent justifier la facilité accordée aux personnes morales et qui serait refusée aux personnes physiques. (Question du 26 mai 1959.)

Réponse. — 1^o Réponse négative. Il est rappelé toutefois qu'en application des dispositions des articles 152 et 200 du code général des impôts, les plus-values de cession réalisées, dans le cas envisagé, par les entreprises absorbées ne sont — dans la mesure où elles sont affectées à des éléments de l'actif immobilisé — comprises dans les bénéfices imposables qui, à concurrence de la moitié de leur montant ou sont taxées exclusivement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques au taux réduit de 6 p. 100 — majoré le cas échéant, du décime institué par l'article 1^{er} de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 — suivant que la cession intervient ou non dans les cinq années de la création ou de l'achat du fonds. Il convient d'autre part, de tenir compte du fait que, dans cette situation, l'entreprise absorbante peut calculer ultérieurement les amortissements des immobilisations apportées ainsi que les plus-values de cession ultérieures en partant de leur valeur réelle au moment de l'apport, alors que, dans le cadre d'une opération de fusion de sociétés effectuée sans la bénéfice des dispositions de l'article 210 du code général des impôts, la société absorbante est tenue de calculer ces amortissements et ces plus-values d'après le prix de revient qui comporte également les immobilisations pour les sociétés absorbées; 2^o l'impôt sur le revenu des personnes physiques est assis sur les plus-values, la dissolution d'une société de capitaux entraîne normalement l'extinction, sur le montant du bilan de liquidation, de la taxe proportionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers et, au nom des associés ou actionnaires, de la surtaxe progressive. Cette superposition d'impôts constituant pour les sociétés et leurs membres des charges particulièrement lourdes qui leur interdisent pratiquement de se dissoudre, l'article 210 du code général des impôts a eu pour objet de supprimer les obstacles qui s'opposaient ainsi aux fusions de sociétés et, à cet effet, de faire apparaître, au regard de l'impôt, la société absorbante ou nouvelle comme continuant purement et simplement l'exploitation des sociétés absorbées. Compta tenu des avantages réduits auxquelles sont soumis seulement, lieu des cessions d'entreprises individuelles (V. 4^e de dessous), il n'a pas paru opportun de faire bénéficier ces derniers des dispositions analogues, remarque étant faite, au surplus, que la fusion de telles entreprises entraîne, sur le plan juridique, des conséquences différentes de celles d'une fusion de sociétés de capitaux, dès lors que l'existence desdites entreprises est directement liée à la personne de l'exploitant.

1151. — **M. Devémy** se référant aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n° 59-236 du 4 février 1959 portant loi de finances rectificative pour 1959, expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en application de ces dispositions, les entreprises conservent la possibilité de déduire de leurs bénéfices imposables les subventions qu'elles ont versées avant le 1^{er} janvier 1959 à des sociétés ou organismes de construction; que, depuis le 1^{er} janvier 1959, seules les subventions versées aux organismes (et non aux sociétés) habilités demeurent déductibles. Il lui demande si les subventions versées depuis le 1^{er} janvier 1959 aux sociétés de construction habilitées (en l'occurrence sociétés d'I. L. M.) peuvent encore être déductibles du bénéfice imposable. (Question du 26 mai 1959.)

Réponse. — Il a été admis que les versements effectués à fonds perdus depuis le 1^{er} janvier 1959 aux sociétés d'habitations à loyer modéré et de crédit immobilier pourront, dans les mêmes conditions que par le passé, être compris dans les charges déductibles pour la détermination des bénéfices imposables des entreprises versantes.

1164. — **M. Bouchet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le fait suivant: un groupement grossiste qui achète des marchandises au prix fabricant et qui, compte tenu de l'ampleur de ses opérations, revend au même prix à ses clients qu'il appelle concessionnaires se contente, à titre de bénéfice brut, des ristournes sur quantités effectuées par les fabricants. S'agissant d'un grossiste, ce groupement a pris le qualité d'assujéti à la T. V. A. et, en conséquence, ne paye effectivement cette taxe que sur la différence entre son prix de vente et son prix d'achat, soit sur les ristournes qu'il reçoit en fin d'année. Les concessionnaires qui sont, en fait, des épiciers détaillants, achètent au groupe au prix fabricant, et revendent à leurs clients qui sont des consommateurs, au prix que le groupement aurait dû leur vendre à eux-mêmes, soit au prix grossiste. Se basant sur la définition donnée par l'article 5 du décret du 30 avril 1955, ces commerçants prétendent faire des ventes en gros et être normalement assujéti à la T. V. A., à l'exclusion de la taxe locale. Il lui demande si cette solution est correcte au regard des lois et règlements en vigueur, et quels textes justifient ou infirment cette façon de procéder. (Question du 27 mai 1959.)

Réponse. — Pour l'application des dispositions de l'article 5 du décret n° 55-465 du 30 avril 1955, la notion de prix de détail — donc de vente au détail — s'apprécie dans le cadre de l'entreprise elle-même et non par référence aux prix généralement pratiqués dans la profession. A priori, les concessionnaires visés à la question doivent être considérés comme effectuant des ventes au détail. Toutefois, s'agissant d'un cas d'espèce, l'administration ne pourrait se prononcer en toute connaissance de cause que si, par l'indication des noms et adresses des intéressés, l'administration était en mesure de faire procéder à une enquête.

1211. — **M. Crucis** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il est exact que les crédits rattachés au fonds spécial d'investissement routier seront désormais inscrits aux titres V des dépenses directes d'investissement et VI A des subventions en capital, et non plus au titre VIII des dépenses sur ressources affectées et attire son attention sur la répercussion qu'aurait, vis-à-vis des usagers de la route, cette mesure qui semblerait une étape vers la suppression pure et simple du fonds spécial d'investissement routier, alors que chacun reconnaissant déjà l'insuffisance des crédits alloués par l'Etat à l'entretien et à la modernisation du réseau routier français, quelle est la politique envisagée par lui à l'égard de ce problème qu'il conviendrait de placer dans le cadre du Marché commun. (Question du 28 mai 1959.)

Réponse. — Le titre VIII du budget « Dépenses sur ressources affectées » a été effectivement supprimé par l'ordonnance n° 52-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. Il s'agit, en l'espèce, d'une mesure d'ordre général inspirée par le souci de faire disparaître l'anomalie que le titre VIII constituait à l'intérieur de la présentation budgétaire d'ensemble. Cette modification de présentation n'implique aucunement que le Gouvernement méconnaisse les besoins du réseau routier français dans le cadre du Marché commun et le lien qui doit nécessairement exister entre les dotations qui lui sont consacrées et le développement de la circulation routière. Cela est si vrai que les dotations concernant les investissements routiers fixées pour 1959 à 16 milliards en autorisations de programme contre 9 en 1958 ne seront pas inférieures à 30 milliards en 1960.

1222. — **M. Mariotte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'il a toujours été admis jusqu'ici que les entreprises puissent apprécier directement dans leur inventaire la valeur de réalisation des articles démodés, défraîchis ou encore des déchets de fabrication, des décapages pour échantillons et collections vu que, de le prix de revient à aucun sens pour ces articles ou produits invendables conformément à leur destination primitive. 2° Il s'agit d'ordinaire de renseignements de fabrication ancienne dont il est pratiquement impossible de rechercher les éléments d'un prix de revient. Etant donné au surplus que ces marchandises dépréciées doivent rester sans influence sur le calcul de la décade appliquée sur les éléments normaux du stock, il lui demande si l'administration continue à admettre ce mode d'évaluation directe dans l'inventaire pour les articles et produits de l'espèce. (Question du 29 mai 1959.)

Réponse. — Réponse affirmative, à moins qu'il ne s'agisse d'entreprises ayant procédé à la révision de leur bilan ou pratiquant des décaies ou dotations sur stocks à raison des produits dépréciés compris dans les inventaires servant à la détermination du stock indispensable. En effet, il résulte de l'article 13 du décret n° 58-723 du 7 août 1958 édictant les dispositions d'ordre comptable applicables aux entreprises revisant ou ayant révisé leur bilan ou de l'article 0012 de l'annexe II au code général des impôts relatif aux entreprises pratiquant des décaies ou dotations sur stocks que ces entreprises sont tenues de constater, par voie de provision, la dépréciation éventuellement subie par leurs éléments en stocks.

1224. — **M. Mariotte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'administration, suivie par la jurisprudence du conseil d'Etat, refuse d'admettre la déduction pour l'impôt sur les B. I. C. des indemnités payées en conséquence d'un accord de non concurrence (C. E. 22 décembre 1958, req. 40.437; B. O. C. D. de 1959, n° 791). Or, la mise en œuvre du Marché commun a déjà provoqué de nombreux accords de ce genre entre sociétés françaises et sociétés des pays ayant adhéré à la convention. Il serait extrêmement grave pour notre économie nationale que le partage des zones de vente entraînant le paiement d'indemnités ne puisse se faire pour motif fiscal; les solutions devraient à cet égard être conformes à celles des autres pays qui, à notre connaissance, admettent les déductions fiscales sur ce point très important. (Question du 29 mai 1959.)

Réponse. — En l'état actuel de la législation fiscale, et en égard notamment à la définition du bénéfice net des entreprises industrielles et commerciales, telle qu'elle résulte de l'article 38-2 du code général des impôts, l'administration ne saurait — nonobstant la conjoncture économique résultant de la mise en œuvre du Marché commun — admettre la déduction, pour la détermination des résultats imposables, des indemnités versées en vertu d'un accord de non-concurrence lorsqu'elles ont pour contrepartie une plus-value de l'actif de l'entreprise versante. Mais, le point de savoir si le versement d'une telle indemnité doit ou non être regardé comme ayant effectivement pour conséquence une augmentation de l'actif de l'entreprise qui la verse dépend essentiellement des circonstances de fait propres à chaque affaire et, en particulier, de la durée et du champ d'application de l'accord litigieux. On ne saurait, dès lors, en définitive, se prononcer avec certitude sur la question posée qu'après l'examen de chaque cas d'espèce.

1225. — **M. Mariotte** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si le transfert de la situation au point de vue du prélèvement de 4 p. 100 des salaires pour la construction de logements peut être effectué en cas d'apport partiel ou d'arrêt de cessation d'activité industrielle dans les mêmes conditions que dans le cas de fusion de sociétés. (Question du 29 mai 1959.)

Réponse. — Réponse affirmative.

1226. — **M. Mariotte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, suivant instruction n° 68 B. du 10 avril 1959, les indemnités versées par l'assurance crédit sont désormais soumises à la taxe à la valeur ajoutée. Cette solution ne peut pourtant faire abstraction du fait que ces indemnités sont versées en vertu d'un contrat indépendant obligeant au paiement de primes. L'avantage obtenu par l'assuré n'est donc constitué que par la différence éventuelle entre le montant global annuel des indemnités reçus et celui des primes payées, et cette différence paraît seule susceptible de pouvoir supporter la taxe à la valeur ajoutée. Il lui demande si l'administration admet ce point de vue et, dans la négative, quels sont ses motifs. (Question du 29 mai 1959.)

Réponse. — L'instruction n° 68 B. 2/1 du 10 avril 1959, visée par l'honorable parlementaire, dispose que les sommes reçues en vertu d'un contrat d'assurance crédit ont le caractère de recettes garanties et qu'à ce titre elles doivent être normalement soumises aux taxes sur le chiffre d'affaires applicables à l'opération demeurée imputée par le débiteur. Les primes versées par le créancier bénéficiaire à la compagnie d'assurances constituent des frais généraux de l'entreprise et ne sont pas déductibles du chiffre d'affaires imposable.

1227. — **M. Mariotte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans certains cas, des contribuables peuvent se trouver empêchés d'établir pour le 15 avril exactement leur bordereau avis de liquidation définitive relatif à l'impôt sur les sociétés, ce retard étant très normal puisque, pratiquement, le délai expire à la même date que celui du dépôt de la déclaration B. I. C. Il demande si, dans ce cas, la situation, la remise de l'amende de 10 p. 100 ne devrait pas être accordée automatiquement aux intéressés ayant effectué à bonne date un versement au moins égal à la dette d'impôt, mais dont l'imputation n'a pu être faite qu'un certain temps après l'expiration du délai. (Question du 29 mai 1959.)

Réponse. — Aux termes de l'article 365 de l'annexe III au code général des impôts, les sociétés doivent liquider l'impôt sur les sociétés afférant au dernier exercice écoulé et en verser le montant sans déduction des acomptes déjà réglés, au plus tard le jour de l'expiration du délai fixé pour la remise de la déclaration prévue à l'article 223-1 du code général des impôts, c'est-à-dire au plus tard trois mois après la clôture de l'exercice. Le versement du solde de liquidation doit être accompagné du bordereau avis utilisé au

cours de l'exercice écoulé. Si le solde de liquidation n'est pas acquitté le quinze du mois suivant celui au cours duquel il est devenu exigible, son montant est majoré de 10 p. 100. Il résulte de ces dispositions que si le solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés est effectivement exigible au terme du délai fixé pour la souscription de la déclaration des bénéfices imposables, les sociétés redevables disposent toutefois d'un délai de grâce de quinze jours pour en effectuer le versement sans subir la majoration de 10 p. 100. Il n'y a donc pas, pratiquement, simultanéité d'obligations. C'est ainsi que les sociétés dont l'exercice coïncide avec l'année civile doivent souscrire leur déclaration de bénéfices le 31 mars au plus tard et verser le solde de liquidation de l'impôt le 45 avril au plus tard. Ce délai de quinze jours est, normalement, suffisant pour permettre aux sociétés de liquider l'impôt sur le base des bénéfices déclarés, et d'établir le bordereau avis qui doit être déposé en même temps que le solde de l'impôt est payé. L'hypothèse envisagée par M. Mariotte d'une société qui aurait la possibilité d'effectuer à la date limite un versement correspondant au solde de l'impôt, mais qui n'aurait pu, pour la même date, servir la partie du bordereau avis de l'exercice relative au solde de liquidation, doit donc être très exceptionnelle dans la pratique. A défaut de paiement du solde des versements des sociétés ne peuvent recevoir en comptabilité l'imputation convenable, et la majoration de 40 p. 100 doit donc être liquidée. La complication qui résulte pour le service du recouvrement de l'omission du bordereau avis ne permet pas d'envisager dans cette situation une remise automatique de la majoration de 40 p. 100. Toutefois, si une société justifiait que des circonstances exceptionnelles l'ont empêchée de joindre son bordereau avis à son versement effectué dans le délai, cette société pourrait présenter une demande en remise de la majoration encourue. Cette demande serait examinée avec une grande bienveillance.

1322. — M. Mariotte expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'instruction n° 68 du 10 avril 1959 prescrit, en cas d'indemnisation en vertu d'un contrat d'assurance crédit, de calculer désormais la T. V. A. sur le montant réglé par l'assureur et de percevoir la T. P. S. sur les sommes récupérées sur le client défallant. Or, s'il est déjà bien difficile d'admettre le paiement de la T. V. A. sur une indemnité d'assurance, il l'est encore bien plus de faire payer la T. P. S. sur une somme réclamée au client défallant par le mandataire ou le mandataire du vendeur assuré. Aucun lien de droit n'existant entre l'assureur et le client défallant, le paiement de la T. P. S. ne se justifierait qu'en considérant la somme récupérée comme constituant le prix d'un service rendu par l'assureur à l'assuré. Mais alors l'assuré devrait avoir le droit de déduire la T. P. S. pour le calcul de sa propre T. V. A., ceci sans application, éventuellement, de la règle du prorata. Dans cette situation complexe, il lui demande : 1° si l'administration admet cette déduction, dans la négative, pourquoi elle le refuserait et sur quelle base juridique serait alors basée la réclamation de la T. P. S. à l'assureur ; 2° au cas où la déduction serait admise, par quel procédé pratique l'assureur pourrait-elle transférer le montant de la T. P. S. à l'assuré pour permettre à ce dernier d'opérer la déduction. (Question du 29 mai 1959.)

Réponse. — La différence entre le montant récupéré auprès du débiteur défallant et la somme versée au créancier constitue pour l'assureur un profit commercial possible de la taxe sur les prestations de service. Cette imposition est indépendante de celle qui intervient chez l'assuré lors de l'encourssement des recettes garanties par l'assurance. Il n'y a donc pas lieu d'en admettre la déduction chez ce dernier.

1267. — M. Weber expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que Nancy, comme de nombreuses villes de France, a créé en 1945 un office municipal des sports, sur recommandation du ministère de l'éducation nationale (circulaire du 21 décembre 1944). Cet organisme s'est constitué en association sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 (déclaration et publication régulièrement faites). Depuis son origine, l'office reçoit une subvention votée par le conseil municipal qui est inscrite au budget primitif. Cette année, pour la première fois depuis quatorze ans, le trésorier-payeur général a retenu le mandat de paiement de ladite subvention, arguant que son « municipal » figurant dans l'appellation de l'association et son siège social fixé à l'hôtel de ville lui confèrent un caractère administratif lui interdisant une autonomie financière. Il lui demande quelle est la législation qui donne compétence au trésorier-payeur général de nier l'existence légale d'une association, de contester les pouvoirs liés par les statuts pour le trésorier et l'autoriser à refuser de verser au compte chaque postal ouvert par l'administration des postes, télégraphes et téléphones au nom de l'association, la subvention que le conseil municipal a décidé de lui allouer. (Question du 2 juin 1959.)

Réponse. — C'est au comptable municipal qu'il appartient de surveiller au paiement des dépenses dont, sans que sa responsabilité pénalisable puisse être engagée, l'irrégularité lui semble probable et lui paraît mériter d'être soulevée spécialement à l'attention du maire (instruction du 20 juin 1959, articles 1003). L'intervention du trésorier-payeur général dans l'affaire signalée par l'honorable parlementaire paraît résulter à la fois du fait qu'il a été consulté pour le comptable municipal, l'office a sollicité l'avis de son supérieur hiérarchique et qu'il a été conduit, en tant que comptable subalternement responsable, à prendre certaines mesures à la suite de détournements opérés par un régisseur de recettes et en relation avec l'existence des offices municipaux. Il ne semble pas que l'existence légale des associations visées par l'honorable parlementaire ait été niée, ni qu'il ait été refusé le règlement des subventions. Ce règlement paraît avoir seulement été différé, à l'effet de souligner au maire la situation ambiguë d'organismes se réclamant de la qualité d'associations de la loi de 1901, tout en étant qualifiés d'offices municipaux, établis à l'hôtel de ville, dirigés de droit par des membres de la municipalité et bénéficiant de recettes dont certaines semblent être perçues par des fonctionnaires municipaux. Il reste entendu que le maire, prenant ses responsabilités vis-à-vis du juge des comptes, peut maintenir nonobstant les remarques formulées, son ordre de payer auquel il doit être décerné sur le champ (article 1003 susvisé).

1270. — M. Méhaignerie expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'un contribuable qui, exploitant depuis plusieurs années une cidrerie et un commerce de fruits à cidre, a adjoint à ses affaires commerciales, depuis le 1^{er} mars 1957, une nouvelle activité comme agent commissionné non salarié d'une coopérative agricole. A ce titre, l'intéressé livre des engrais, des éléments du bétail, de la paille, du fourrage et d'autres produits destinés à l'agriculture ; il réceptionne des blés, le tout pour le compte de la coopérative et dans des locaux distincts de ceux servant à la cidrerie. Il lui demande : 1° et les revenus de ce contribuable provenant des commissions versées par la coopérative, lesquels sont déclarés sur l'état 4025 par la partie versante à la direction des contributions directes, doivent être considérés au regard de l'impôt sur le revenu des personnes physiques comme bénéfices des professions non commerciales et soumis, comme tels, au versement forfaitaire de 5 p. 100 ; 2° dans l'affirmative, est l'intéressé serait autorisé à effectuer effectivement le versement forfaitaire avant aux recettes de 1958, lequel versement devait être acquitté avant le 1^{er} avril 1959. (Question du 2 juin 1959.)

Réponse. — 1° Il ne pourrait être utilement répondu à l'honorable parlementaire que si, par l'indication du nom de l'adresse du contribuable visé dans la question, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête en vue de déterminer les conditions exactes dans lesquelles l'intéressé exerce les fonctions d'agent-commissionné d'une coopérative agricole ; 2° même si les sommes perçues du chef desdites fonctions présentaient effectivement le caractère de revenus non commerciaux, l'intéressé ne pourrait pas, pour les sommes qu'il a reçues en 1958, se placer actuellement sous le régime du versement forfaitaire de 5 p. 100 prévu par l'article 231 ter du code général des impôts car, eu égard aux dispositions impératives de cet article, l'option à faire valoir aurait dû être effectuée lors de la déclaration relative à la taxe proportionnelle, c'est-à-dire avant le 1^{er} février 1959 si le contribuable dont il s'agit s'est placé sous le régime de l'évaluation administrative et avant le 1^{er} mars 1959 s'il s'est placé sous le régime de la déclaration contrôlée.

1264. — M. Boulet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une personne âgée ayant l'usufruit d'immeubles lui procurant un revenu de 250.000 francs — dont la somme étant son seul revenu — doit acquitter la taxe proportionnelle, alors qu'elle a les charges d'entretien des immeubles, le prime d'assurance, l'impôt foncier, et dans le cas dont il s'agit, elle doit payer en outre un loyer de 60.000 francs pour son logement personnel. Il lui demande ce qu'il pense d'une telle situation et ce que, à son avis, il reste à cette personne pour vivre. (Question du 3 juin 1958.)

Réponse. — Si, comme il semble, la somme de 250.000 francs mentionnée donne la question représente le montant des recettes perçues par l'usufruitier de l'immeuble, le revenu net éventuellement passible de la taxe proportionnelle est déterminé, conformément aux dispositions de l'article 81 du code général des impôts, en déduisant de cette somme les charges immobilières correspondantes, à savoir les dépenses de réparation et d'entretien, les frais de gérance et de rémunération des concierges, les intérêts de certaines dettes, le montant des impôts fonciers et une déduction globale, fixée forfaitairement à 30 p. 100 du montant du revenu brut, représentant les autres frais de gestion, l'assurance et l'amortissement. Il est précisé, d'autre part, que si le revenu net ainsi obtenu et constituant la seule ressource du contribuable ne permet pas à celui-ci de satisfaire aux besoins normaux de l'existence et de s'acquitter envers le Trésor, l'intéressé peut, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 1398 du code général précité, obtenir de la juridiction gracieuse le dégrèvement, total ou partiel, des cotisations offertes à l'immeuble en adressant une demande au directeur départemental des contributions directes du lieu de l'imposition. En tout état de cause, le problème des taux applicables aux diverses catégories de revenus — et, notamment, aux revenus d'immeubles — figure au nombre des questions qui auront à être résolues à l'occasion de la réforme fiscale actuellement en cours d'élaboration.

1321. — M. Trémolat de Villers expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation suivante : une société ayant obtenu deux exercices au cours de l'année 1950, a réalisé un bénéfice de 8.532.000 francs du 1^{er} juin 1949 au 31 mai 1950 et une perte de 5.123.000 francs du 1^{er} juin au 31 décembre 1950. Ce bénéfice de l'exercice clos le 31 mai 1950 a été affecté à l'amortissement des pertes antérieures, de telle sorte que, bénéficiaire au point de vue comptable, ce même exercice était déficitaire au point de vue fiscal. Il lui demande si l'administration est en droit, à l'expiration du délai de cinq ans, de limiter le déficit reportable de l'exercice

cles le 31 décembre 1950 à la différence entre les bénéfices réalisés du 1^{er} juin 1949 au 31 mai 1950 et les pertes des sept derniers mois de l'année 1950. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — Dès l'instant que le bénéfice de l'exercice arrêté le 31 mai 1950 a été intégralement absorbé par des pertes reportables antérieures, l'entreprise visée dans la question est fondée à reporter jusqu'au 31 décembre 1955, dans les conditions fixées à l'article 44 du code général des impôts, la totalité du déficit qu'elle a subi au cours de l'exercice s'étendant du 1^{er} juin au 31 décembre 1950.

1325. — M. Junot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, depuis le 1^{er} juillet 1949, la direction de la gendarmerie londe son droit à refuser le remboursement des frais de loyer aux sous-officiers de la garde républicaine de Paris logés hors caserne faute de locaux dans des bâtiments appartenant à l'Etat; a) sur le refus des propriétaires d'accepter le paiement des alloués de loyer par virement direct à leur C. C. P. (cette modalité, aux termes de la C. M. n° 20.016/Gend. A. C. étant assimilée à un bail verbal); b) sur les interdictions posées par la C. M. n° 121-22-1/5 du 31 décembre 1949, titre VI, lui demande: 1° quelles seraient les incidences budgétaires si le montant du loyer était viré directement au C. C. P. des militaires intéressés en application de la C. M. n° 20.016/Gend. A. C. (location verbale) et non à celui des propriétaires; 2° s'il est exact que la C. M. n° 121-22-1/5 interdit formellement le remboursement des frais de loyer à la charge des militaires de la garde républicaine de Paris logés hors caserne et, dans l'affirmative, s'il convient de considérer que la C. M. émise en référence peut juridiquement abroger les dispositions du décret n° 51-888 qui précise que les militaires de la gendarmerie ont le bénéfice de la fourniture gratuite du logement par nécessité absolue de service; 3° si la direction de la gendarmerie est fondée à attribuer les indemnités prévues par le décret n° 53-328 comma indemnités de logement au personnel non logé et au personnel logé gratuitement en caserne ou hors caserne dans des locaux appartenant à l'Etat, et, dans l'affirmative, s'il n'envisage pas, dans le cadre des économies budgétaires, de rétablir la parité de traitement entre le personnel de la gendarmerie logé gratuitement et non logé en faisant application des dispositions de la C. M. n° 43/11/INT du 19 janvier 1955 fixant le régime des retenues forfaitaires sur les logements mis gratuitement à la disposition des personnels des armées de terre, de mer et de l'air. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — Le logement des militaires de la gendarmerie est assuré soit en caserne, soit dans des locaux pris à bail régulièrement par l'Etat parce qu'il correspond à une nécessité absolue de service. La gratuité de la prestation de logement n'est dès lors accordée que comme le corollaire de cette obligation, elle ne constitue par contre en aucun cas un droit statutaire et pécuniaire qui pourrait indûment valoir les militaires de la gendarmerie logés dans ces conditions. Les conséquences de cette distinction sont les suivantes: 1° les crédits prévus chaque année au budget de la gendarmerie permettent de couvrir les dépenses de loyer de la totalité du personnel de la gendarmerie; il n'est pas possible pour autant de virer au compte personnel des militaires de la gendarmerie, logés hors caserne à leurs frais, le montant de leur loyer; 2° le décret n° 51-888 du 9 juillet 1951 dispose que lorsque les militaires de la gendarmerie sont logés dans des casernements, ils le sont par nécessité absolue de service; il n'ouvre aucun droit aux militaires non logés en caserne. Ces principes sont conformes aux décrets des 7 juin et 23 décembre 1949 et aux règles posées par la circulaire n° 121-22-1/5 du 31 décembre 1949 qui commente ces deux textes; 3° le décret n° 53-328 du 9 avril 1953 est relatif à l'indemnité pour charges militaires. L'écart entre les taux « logés gratuitement » et « non logés gratuitement » ne représente pas une indemnité de logement, mais tient compte du fait que les frais afférents aux mutations d'office sont notamment moindres pour le militaire logé gratuitement.

1345. — M. Heuillard demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelles mesures il compte prendre pour réparer une injustice dont sont victimes les travailleurs de la fonction publique et de l'industrie privée qui voient à la fois diminuer leur salaire et leurs allocations familiales sous prétexte qu'ils demeurent à la campagne. Il signale, à titre d'exemple, que dans la zone d'abattement 7,50 un fonctionnaire célibataire, à l'indice 210, voit son salaire imputé de 3.150 francs par rapport à ses collègues résidant dans la zone 2,22, la moins défavorisée du département, et que cet abattement s'éleva à 4.022 francs s'il est marié et père de deux enfants. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — La différenciation, selon les zones de travail ou de résidence, de certains éléments de la rémunération directe ou indirecte des salariés n'est pas aussi mal fondée, en réalité, qu'un premier examen de la situation comparée des intéressés pourrait le faire croire. En effet, s'il est vrai que les prix de certains produits ou services sont antérieurs dans les grandes villes et dans les centres ruraux, on doit, cependant, reconnaître que les conditions de vie y sont différentes. Aussi bien, des expériences récentes ont-elles montré que le rapprochement des situations faites aux travailleurs des zones rurales et à ceux des grandes agglomérations entraînant de la part de ces derniers la demande pressante d'avantages complémentaires destinés à compenser les charges offertes à leur genre de vie. Aussi, sans même s'attacher aux incidences qu'elle ne manquerait pas d'avoir sur les finances publiques, une suppression des abattements de zones semblerait-elle conduire à l'équité.

1355. — M. Bellaune demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il peut aller qu'une meublé des pièces de l'appartement dont le propriétaire est, au regard de son département, un locuteur professionnel. (Question du 9 juin 1959.)

Réponse. — Réponse négative si la personne visée dans la question loue accidentellement une partie de son habitation personnelle louée, d'ailleurs, cette location ne présente aucun caractère périodique ou si, s'agissant d'une location consentie à titre habituel, elle satisfait, conformément aux dispositions des articles 35 bis et 1454-6° bis du code général des impôts, à la triple condition suivante: que le logement soit situé sur le territoire d'une commune dans laquelle la taxe de compensation sur les locaux insuffisamment occupés est applicable; que les pièces louées constituent, pour le locataire en garni, sa résidence principale; que le prix de location soit conforme à la législation sur les loyers d'habitation ou, lorsque la location est consentie à des étudiants, que son prix demeure fixé dans des limites raisonnables.

1372. — M. Thoralier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 58-1455 du 29 décembre 1958 vient d'entraîner l'avis favorable du conseil supérieur de la fonction publique portant création de nouvelles catégories dans le corps des agents techniques des eaux et forêts. Préalablement à la parution du décret susvisé, le comité technique de l'administration, réuni le 10 décembre 1958, avait approuvé à l'unanimité le texte des nouveaux statuts de ces personnels. Or, pour des raisons qui semblent tenir surtout au financement de ce reclassement, la direction du budget élève constamment des objections de détail qui ne l'ont que retarder la parution de ces statuts. Il lui demande ce qu'il compte faire pour que les crédits nécessaires soient dégagés au plus tôt. (Question du 9 juin 1959.)

Réponse. — Le décret du 29 décembre 1958 a fixé le classement indiciaire des nouveaux grades du corps des agents techniques du service des eaux et forêts. Toutefois, sans attendre l'intervention de ce texte, les services compétents du ministère de l'Agriculture et du ministère des finances et des affaires économiques avaient préalablement entrepris l'étude du projet de statut indispensable à la mise en place des nouveaux cadres. Aussi, le département des finances n'a-t-il pu donner son accord, d'une part, sur la répartition des effectifs du corps des agents techniques et des chefs de district des eaux et forêts dans les nouveaux grades, d'autre part, et sans réserve de certaines modifications de détail, sur les dispositions statutaires envisagées par le ministère de l'Agriculture. Par ailleurs, certaines modalités ont dû également être régies en accord avec la direction de la fonction publique dépendant du Premier ministre, qui a présenté ses propres observations. Un accord de principe des trois départements ayant pu récemment être réalisé sur ces différents points, le projet de statut sera incessamment soumis, par le ministère de l'Agriculture, à l'examen du conseil d'Etat. Toutefois, aucun crédit n'ayant été prévu au budget du ministère de l'Agriculture pour l'année 1959 en vue de couvrir la dépense nouvelle provoquée par la réforme envisagée, celle-ci ne pourra, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, prendre effet avant que le ministère de l'Agriculture ait pu dégager sur son budget du fonctionnement les crédits nécessaires à la mise en place des nouveaux grades.

1381. — M. Bourriquet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: une société à responsabilité limitée est constituée au capital de 1 million de francs, divisé en cent parts de 10.000 francs l'une; le gérant possédant soixante-quinze parts est majoritaire. Cette société, au cours de l'exercice s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1955, a réalisé un bénéfice net de 428.290 francs. Les associés, réunis le 24 mars 1956, ont décidé à l'unanimité de répartir les bénéfices de l'exercice 1955 de la façon suivante: 1° au gérant, à titre de complément de salaire (celui-ci n'ayant perçu au cours de cet exercice que 750.000 francs d'appointements) la somme de 390.000 francs; 2° à la réserve légale, 10.000 francs; 3° au report à nouveau, 28.290 francs. Il lui demande si la société peut valablement déduire de ses bénéfices de l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 1955, soumis à l'impôt sur les sociétés, la somme de 390.000 F attribuée à son gérant à titre de complément de salaire de 1955 par un procès-verbal de délibération des associés en date du 24 mars 1956. (Question du 9 juin 1959.)

Réponse. — Question d'espèce à laquelle il ne pourrait être répondu avec certitude que si, par la désignation de la société qui y est visée, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête sur le cas particulier.

1445. — M. Guy Mallet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 58-1455 du 29 décembre 1958 a prévu la création de nouvelles catégories dans le corps des agents techniques des eaux et forêts; quo ce texte avait obtenu antérieurement l'avis favorable du conseil supérieur de la fonction publique et du comité technique de l'administration; mais que la direction du budget oppose constamment des objections de détail aux mesures d'application du décret et que la parution des statuts des différentes catégories prévues par ce texte s'en trouve retardée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre la mise en application du décret susvisé. (Question du 18 juin 1959.)

Réponse. — Le décret du 29 décembre 1958 a fixé le classement indiciaire des nouveaux grades du corps des agents techniques du service des eaux et forêts. Toutefois, sans attendre l'intervention

titien des produits industriels) par des commis à la préfecture de la Corse. Il lui demande s'il envisage de leur appliquer, sans aucune restriction, l'ordonnance n° 53-930 du 9 octobre 1953 relative à diverses dispositions d'ordre financier. (Question du 28 mai 1959.)

Réponse. — La stricte application des principes en vigueur en matière de validation de services de non-titulaires confirmés par une jurisprudence constante du conseil d'Etat conduit à refuser le bénéfice de cet avantage pour les services rendus dans de nombreux elices et organismes comme l'O. C. R. P. 1., Instituts, soit pendant l'occupation, soit après la libération. Ces organismes ne peuvent, en effet, être considérés comme des administrations permanentes dont les cadres normaux sont constitués par des fonctionnaires titulaires. L'intervention de l'ordonnance du 9 octobre 1953 ne semble pas diminuer la portée de l'argumentation ci-dessus exposée. En ce qui concerne les cas particuliers des services accomplis à l'O. C. R. P. 1., le ministère de l'Intérieur cependant reconnaît qu'une interprétation libérale de ce texte serait justifiée. La question continue à faire l'objet d'échanges de vue entre les services intéressés.

1343. — M. Bolsé demande à M. le ministre de l'intérieur s'il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de premier adjoint au maire et celles d'ordonnateur de l'hôpital-hospice dont ledit maire est de droit président de la commission administrative. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — L'article 23, 4° b du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 (Journal officiel du 12 décembre 1958), relatif aux hôpitaux et hospices publics, spécifie que dans les établissements comptant jusqu'à deux cents lits le président de la commission administrative, en l'espèce le maire, exerce les fonctions d'ordonnateur, mais que la commission peut choisir un ordonnateur suppléant. Cette commission comprenant un certain nombre de délégués du conseil municipal, il arrive que le premier adjoint en fasse partie. Dans cette hypothèse, rien ne semble s'opposer à ce que la commission le choisisse comme ordonnateur suppléant.

1350. — M. du Halgouet demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° Les bornes d'incendie d'un service d'eau peuvent-elles être placées sur la rue, au milieu de la façade d'une propriété privée ou doivent-elles être installées à la jonction de deux propriétés ; 2° qui doit supporter les frais de déplacement d'une borne incendie lorsque, placée au milieu de la façade d'une propriété, elle devient une gêne pour l'occupant de celle-ci ; 3° un maire, président d'un syndicat intercommunal des eaux, peut-il refuser de rendre compte de sa gestion syndicale quand un conseiller municipal lui en fait la demande. (Question du 5 juin 1959.)

Réponse. — 1° et 2°, les prises d'incendie, à savoir, les bouches, les poteaux et les bornes, peuvent être installés par la commune sur les trottoirs, en bordure des propriétés privées. Leur emplacement doit être tel que l'accès des riverains aux dites propriétés n'en soit pas entravé. Aucune disposition légale ou réglementaire ne prescrit l'implantation des prises d'incendie à la jonction de deux propriétés privées. Si en cours d'exploitation, un riverain modifie les voies d'accès de sa propriété et que, de ce fait, la prise d'incendie devienne pour lui une gêne, il peut en demander le déplacement à la commune ; ces frais de déplacement sont à la charge du demandeur ; 3° un maire, président d'un syndicat intercommunal, n'a pas, en sa qualité de président d'un tel organisme, à rendre compte de sa gestion syndicale à la demande d'un conseiller municipal. Conformément aux dispositions de l'article 139 du code de l'administration communale, une copie du budget et des comptes du syndicat doit seulement être adressée chaque année aux conseils municipaux de toutes les communes syndiquées. En outre, les conseillers municipaux de ces communes peuvent prendre communication des procès-verbaux des délibérations du comité syndical et de celles du bureau.

JUSTICE

1342. — M. Trellu demanda à M. le ministre de la Justice si le Gouvernement n'envisage pas la revalorisation du traitement de la médaille militaire. (Question du 15 mai 1959.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire fait l'objet, en 1958, d'une étude spéciale de M. le grand chancelier de la Légion d'honneur dont les conclusions ont été portées à la connaissance de M. le sénateur Auburger par l'un de mes prédécesseurs (séance du 14 février 1958, Journal officiel du 12 février). Le garde des sceaux estime, avec le grand chancelier de l'ordre que la situation des légionnaires et médaillés militaires ne saurait actuellement être appréciée de façon différente qu'en 1958.

1300. — M. Dubuis expose à M. le ministre de la Justice qu'en vertu de l'article 1425 du code général des impôts « les contribuables ne peuvent s'affranchir de l'imposition à laquelle les terres vaines et vagues, les landes et bruyères... doivent être soumis que s'il

est renoncé à ces propriétés au profit de la commune dans laquelle elles sont situées ». Il lui demande : 1° quelle formalité de publicité doit accomplir la commune pour que cet abandon soit opposable aux tiers ; 2° dans le cas où la commune est devenue propriétaire indivise d'une quote-part de semblables terrains à la suite d'un abandon émanant d'un copropriétaire, si les tribunaux de l'ordre civil sont compétents pour ordonner, sur requête de l'un des coindivisaires, la licitation de ces terrains. (Question du 3 juin 1959.)

Réponse. — La question posée paraît appeler, sous la réserve expresse de l'interprétation souveraine des tribunaux, la réponse suivante : 1° La déclaration par laquelle le propriétaire de terrains visés à l'article 1425 du code général des impôts en abandonne la propriété, dans les conditions prévues audit article, au profit de la commune ayant un effet translatif, doit, par application des articles 28 et 30 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, être publiée au fichier immobilier pour être opposable aux tiers ; 2° si la commune est devenue propriétaire indivise d'une quote-part de tels terrains à la suite d'une déclaration d'abandon émanant d'un copropriétaire, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour ordonner, sur requête de l'un des coindivisaires, la licitation de ces terrains lorsque ceux-ci font partie du domaine privé de la commune.

1497. — M. Fanton expose à M. le ministre de la Justice qu'il semblerait opportun de procéder à une « décentralisation » des établissements pénitentiaires, notamment de ceux qui sont situés dans des localités où sévit gravement la crise du logement. Il attire en particulier son attention sur l'anomalie que constitue l'existence, en plein centre de Paris, de prisons comme la Santé ou la Petite Roquette, qui sont occupées par des supercités extrêmement importantes. Il insiste particulièrement sur le cas de la prise du la Petite Roquette qui s'étend sur plus de 6 hectares, dans un secteur de la capitale où la rénovation de l'habitat est plus urgente que partout ailleurs. Il lui demande quelles sont ses intentions en ce qui concerne le problème de la « désurbanisation » des établissements pénitentiaires en général, et en ce qui concerne la prison de la Petite Roquette en particulier. (Question du 18 juin 1959.)

Réponse. — L'existence d'établissements pénitentiaires au centre de certaines agglomérations urbaines constitue, à une époque où les terrains de construction se raréfient de plus en plus, une anomalie qui n'avait pas échappé à l'administration pénitentiaire. La « désurbanisation » de ces établissements pose des problèmes administratifs et techniques que l'administration s'efforce de résoudre depuis déjà un certain temps. En ce qui concerne en particulier la maison d'arrêt de la Petite-Roquette — qui n'occupe d'ailleurs qu'une superficie voisine de 3 hectares — les services des ministères de la Justice et de la construction sont convenus, avec son accord, de mettre le terrain à la disposition du ministère de l'Éducation nationale, en vue de l'édification d'établissements scolaires qui s'imposent particulièrement dans un arrondissement où la population est exceptionnellement dense et qui ne dispose pas actuellement de locaux depuis longtemps indispensables. Cependant la réalisation de ce projet suppose l'édification préalable, dans les environs immédiats de Paris, d'un nouvel établissement capable d'assurer la détention des femmes prévenues de la région parisienne.

1498. — M. Matloville demande à M. le ministre de la Justice s'il ne lui apparaîtrait pas opportun d'opérer, dans un avenir très prochain, une « désurbanisation » des établissements pénitentiaires qui sont situés dans des villes où sévit d'une manière particulièrement aiguë la crise du logement. A cet égard, il lui signale la cas de la prison de femmes de la Petite-Roquette qui occupe une superficie de plus de six hectares au cœur d'un arrondissement surpeuplé de Paris, où pourraient être édifiés plusieurs centaines de logements. Il lui serait reconnaissant de lui faire savoir quels sont les projets de ses services à l'égard de cet établissement et, éventuellement, dans quels délais les terrains ainsi occupés pourraient être rendus à une utilisation d'un caractère social plus évident. (Question du 18 juin 1959.)

Réponse. — L'existence d'établissements pénitentiaires au centre de certaines agglomérations urbaines constitue, à une époque où les terrains de constructions se raréfient de plus en plus, une anomalie qui n'avait pas échappé à l'administration pénitentiaire. La « désurbanisation » de ces établissements pose des problèmes administratifs et techniques que l'administration s'efforce de résoudre depuis déjà un certain temps. En ce qui concerne en particulier la maison d'arrêt de la Petite-Roquette — qui n'occupe d'ailleurs qu'une superficie voisine de trois hectares — les services des ministères de la Justice et de la construction sont convenus, avec son accord, de mettre le terrain à la disposition du ministère de l'Éducation nationale, en vue de l'édification d'établissements scolaires qui s'imposent particulièrement dans un arrondissement où la population est exceptionnellement dense et qui ne dispose pas actuellement de locaux depuis longtemps indispensables. Cependant la réalisation de ce projet suppose l'édification préalable, dans les environs de Paris, d'un nouvel établissement capable d'assurer la détention des femmes prévenues de la région parisienne.